

ANNEXE A AU CODE SPORTIF INTERNATIONAL / APPENDIX A TO THE INTERNATIONAL SPORTING CODE

Règlement antidopage de la FIA

Nouveau texte = **ainsi**

Texte supprimé = **ainsi**

Texte modifié pendant l'année en cours = ainsi

SOMMAIRE

Introduction

Art. 1	Définition du dopage
Art. 2	Violations des règles antidopage
Art. 3	Preuve du dopage
Art. 4	Liste des Interdictions et Standards Internationaux
Art. 5	Contrôles
Art. 6	Analyse des échantillons
Art. 7	Gestion des résultats
Art. 8	Droit à une audience équitable
Art. 9	Annulation automatique des résultats individuels
Art. 10	Sanctions à l'encontre des individus
Art. 11	Conséquences dans les sports d'équipe
Art. 12	Sanctions et coûts à l'encontre des ASN
Art. 13	Appels
Art. 14	Rapport et reconnaissance
Art. 15	Reconnaissance mutuelle
Art. 16	Incorporation des règles antidopage de la FIA par les ASN
Art. 17	Prescription
Art. 18	Rapport de conformité au Code
Art. 19	Amendement et interprétation du Règlement
Art. 20	Rôles et responsabilités additionnels du sportif et du personnel d'encadrement du sportif
Art. 21	Éducation et prévention

SUPPLÉMENT A – DÉFINITIONS

SUPPLÉMENT B – RÈGLES DE PROCÉDURE POUR UN COMITÉ DISCIPLINAIRE ANTIDOPAGE DE LA FIA

SUPPLÉMENT C – FORMULAIRE DE RECONNAISSANCE ET D'ACCEPTATION

SUPPLÉMENT D – STANDARDS INTERNATIONAUX DE L'AMA

INTRODUCTION

La Fédération Internationale de l'Automobile (ci-après la « FIA ») a adhéré au Code Mondial Antidopage (ci-après le « Code ») de l'Agence Mondiale Antidopage (ci-après l'« AMA ») le 1^{er} décembre 2010.

Les principes et les dispositions obligatoires du Code ont été incorporé(e)s dans le Règlement antidopage de la FIA (ci-après le « Règlement »).

Le Règlement vise à protéger le droit fondamental des sportifs de participer à des activités sportives exemptes de dopage, à promouvoir la santé et à garantir aux sportifs l'équité, la sécurité et l'égalité dans le sport automobile.

Portée

Le Règlement s'applique à la FIA, à chaque ASN, et à chaque participant aux activités de la FIA ou d'une ASN en vertu de son statut de membre, de son accréditation ou de sa participation aux activités ou manifestations de la FIA ou des ASN.

L'ASN doit garantir que tous les sportifs à qui une licence internationale FIA est délivrée acceptent le Règlement, notamment en leur faisant signer le formulaire de reconnaissance et d'acceptation figurant dans le Supplément C.

Il incombe à chaque ASN de s'assurer que tous les contrôles au niveau national effectués auprès de ses affiliés respectent le Règlement. Dans certains pays, l'ASN effectue elle-même le contrôle du dopage décrit dans le Règlement. Dans d'autres, tout ou partie des responsabilités des contrôles du dopage incombant à l'ASN sont déléguées ou attribuées par statut ou par accord à une organisation nationale antidopage. Dans ces pays, les références contenues dans le Règlement concernant l'ASN doivent s'appliquer, le cas échéant, à l'organisation nationale antidopage responsable.

FIA anti-doping regulations

New text = **thus**

Deleted text = **thus**

Text modified during the current year = thus

TABLE OF CONTENTS

Introduction

Art. 1	Definition of doping
Art. 2	Anti-doping rule violations
Art. 3	Proof of doping
Art. 4	Prohibited List and International Standards
Art. 5	Testing
Art. 6	Analysis of samples
Art. 7	Results management
Art. 8	Right to a fair hearing
Art. 9	Automatic <i>disqualification</i> of individual results
Art. 10	Sanctions on individuals
Art. 11	Consequences in Team Sports
Art. 12	Sanctions and costs assessed against ASNs
Art. 13	Appeals
Art. 14	Reporting and recognition
Art. 15	Mutual recognition
Art. 16	Incorporation of the FIA anti-doping rules by the ASNs
Art. 17	Statute of limitations
Art. 18	Code compliance report
Art. 19	Amendment and interpretation of the Regulations
Art. 20	Additional roles and responsibilities of the Athlete and the Athlete Support Personnel
Art. 21	Education and prevention

SUPPLEMENT A – DEFINITIONS

SUPPLEMENT B – RULES OF PROCEDURE FOR AN FIA ANTI-DOPING DISCIPLINARY COMMITTEE

SUPPLEMENT C – RECOGNITION AND ACCEPTANCE FORM

SUPPLEMENT D – WADA INTERNATIONAL STANDARDS

INTRODUCTION

The Fédération Internationale de l'Automobile (hereinafter FIA) began adhering to the World Anti-Doping Code (hereinafter Code) of the World Anti-Doping Agency (hereinafter WADA) on 1 December 2010. The principles and obligatory provisions of the Code have been incorporated into the FIA anti-doping Regulations (hereinafter the Regulations).

The purposes of the Regulations are to protect the Athletes' fundamental right to participate in doping-free sport and thus promote health, fairness, equality and safety in motor sport.

Scope

The Regulations shall apply to the FIA, each ASN, and each Participant in the activities of the FIA or any of its ASNs by virtue of its status as a member, its accreditation or its participation in the activities or events of the FIA or its ASNs.

The ASN must guarantee that all Athletes to whom an International FIA Licence has been issued accept the Regulations, in particular by having them sign the Recognition and Acceptance Form featured in Supplement C.

It is the responsibility of each ASN to ensure that all national-level Testing on the National Federation's Athletes complies with the Regulations. In some countries, the ASN itself will be conducting the Doping Control described in the Regulations. In other countries, many of the Doping Control responsibilities of the ASN are delegated or assigned by statute or agreement to a National Anti-Doping Organisation. In those countries, references in the Regulations to the ASN shall apply, as appropriate, to the National Anti-Doping Organisation.

Le Règlement s'applique à tous les *contrôles du dopage* sur lesquels la FIA et les ASN ont juridiction.

Définitions

Les termes définis dans le Supplément A apparaissent en *italique* dans le Règlement.

NB: aux fins du Règlement et par souci de brièveté, le pronom masculin est utilisé pour représenter une *personne* de l'un ou l'autre genre.

ARTICLE 1 – DÉFINITION DU DOPAGE

Le dopage est défini comme une ou plusieurs violations des règles antidopage énoncées aux Articles 2.1 à 2.8 du Règlement.

ARTICLE 2 – VIOLATIONS DES RÈGLES ANTIDOPAGE

Il incombe aux *sportifs* ou aux autres *personnes* de savoir ce qui constitue une violation des règles antidopage et de connaître les substances et les méthodes incluses dans la *Liste des Interdictions*.

Sont considérées comme des violations des règles antidopage:

2.1 Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif

2.1.1 Il incombe à chaque *sportif* de s'assurer qu'aucune *substance interdite* ne pénètre dans son organisme. Les *sportifs* sont responsables de toute *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dont la présence est décelée dans leurs *échantillons*. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'apporter la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'*usage* conscient de la part du *sportif* pour établir une violation des règles antidopage en vertu de l'Article 2.1.

2.1.2 La violation d'une règle antidopage en vertu de l'Article 2.1 est établie dans les cas suivants: présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'*échantillon A* du *sportif* lorsque le *sportif* renonce à l'analyse de l'*échantillon B* et que l'*échantillon B* n'est pas analysé; ou, lorsque l'*échantillon B* est analysé, confirmation, par l'analyse de l'*échantillon B*, de la présence de la *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* décelés dans l'*échantillon A* du *sportif*.

2.1.3 À l'exception des substances pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la *Liste des Interdictions*, la présence de toute quantité d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'*échantillon* fourni par un *sportif* constitue une violation des règles antidopage.

2.1.4 À titre d'exception à la règle générale de l'Article 2.1, la *Liste des Interdictions* ou les *Standards Internationaux* pourront prévoir des critères d'appréciation particuliers dans le cas de *substances interdites* pouvant également être produites de façon endogène.

2.2 Usage ou tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite

2.2.1 Il incombe à chaque *sportif* de faire en sorte qu'aucune *substance interdite* ne pénètre dans son organisme. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'*usage* conscient de la part du *sportif* pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'*usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

2.2.2 Le succès ou l'échec de l'*usage* ou de la *tentative d'usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* n'est pas déterminant. L'*usage* ou la *tentative d'usage* de la *substance interdite* ou de la *méthode interdite* suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage.

2.3 Refus de se soumettre à un prélèvement d'*échantillon* ou fait de ne pas s'y soumettre sans justification valable après notification conforme au Règlement, ou fait de se soustraire à un prélèvement d'*échantillon*.

2.4 Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des *sportifs* pour les *contrôles hors compétition*, y compris le manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et les *contrôles* manqués qui sont déclarés sur la base des règles conformes aux *Standards Internationaux de Contrôle*. La combinaison de trois *contrôles* manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation pendant une période de dix-huit mois, telle qu'établie par les organi-

The Regulations shall apply to all *Doping Controls* over which the FIA and its ASNs have jurisdiction.

Définitions

The terms defined in Supplement A appear in *Italics* in the Regulations.

NB: for the purposes of the Regulations, and for the sake of brevity, the masculine pronoun is used to represent a *person* of either gender.

ARTICLE 1 – DEFINITION OF DOPING

Doping is defined as the occurrence of one or more of the anti-doping rule violations set forth in Article 2.1 to 2.8 inclusive of the Regulations.

ARTICLE 2 – ANTI-DOPING RULE VIOLATIONS

Athletes and other *Persons* shall be responsible for knowing what constitutes an anti-doping rule violation and the substances and methods which have been included on the *Prohibited List*.

The following constitute anti-doping rule violations:

2.1 Presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in an Athlete's Sample

2.1.1 It is each *Athlete's* personal duty to ensure that no *Prohibited Substance* enters his body. *Athletes* are responsible for any *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* found to be present in their *Samples*. Accordingly, it is not necessary that intent, fault, negligence or knowing *Use* on the *Athlete's* part be demonstrated in order to establish an anti-doping violation under Article 2.1.

2.1.2 Sufficient proof of an anti-doping rule violation under Article 2.1 is established by: the presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in the *Athlete's A Sample* where the *Athlete* waives analysis of the *B Sample* and the *B Sample* is therefore not analysed; or, where the *Athlete's B Sample* is analysed, confirmation, through the analysis of the *Athlete's B Sample*, of the presence of the *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* found in the *Athlete's A Sample*.

2.1.3 Excepting those substances for which a quantitative threshold is specifically identified in the *Prohibited List*, the presence of any quantity of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in an *Athlete's Sample* shall constitute an anti-doping rule violation.

2.1.4 As an exception to the general rule of Article 2.1, the *Prohibited List* or the *International Standards* may establish special criteria for the evaluation of *Prohibited Substances* that can also be produced endogenously.

2.2 Use or Attempted Use by an Athlete of a Prohibited Substance or a Prohibited Method

2.2.1 It is each *Athlete's* personal duty to ensure that no *Prohibited Substance* enters his body. Accordingly, it is not necessary that intent, fault, negligence or knowing *Use* on the *Athlete's* part be demonstrated in order to establish an anti-doping rule violation for *Use* of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method*.

2.2.2 The success or failure of the *Use* or *Attempted Use* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* is not material. It is sufficient that the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* was *Used* or *Attempted* to be *Used* for an anti-doping rule violation to be committed.

2.3 Refusing or failing without compelling justification to submit to *Sample* collection after notification in accordance with the Regulations in force, or otherwise evading *Sample* collection.

2.4 Violation of applicable requirements regarding *Athlete* availability for *Out-of-Competition Testing*, including failure to file required whereabouts information and missed tests which are declared based on rules which comply with the *International Standard for Testing*. Any combination of three missed tests and/or filing failures within an eighteen-month period as determined by *Anti-Doping Organisations* with jurisdiction over the *Athlete* shall constitute an anti-doping rule violation.

sations antidopage dont relève le sportif, constitue une violation des règles antidopage.

- 2.5 **Falsification ou tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage**
- 2.6 **Possession de substances interdites ou méthodes interdites**
- 2.6.1 La possession par un sportif en compétition d'une méthode interdite ou d'une substance interdite, ou la possession hors compétition par un sportif d'une méthode interdite ou d'une substance interdite hors compétition, à moins que le sportif n'établisse que cette possession découle d'une Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques (ci-après une « AUT ») accordée conformément à l'Article 4.5 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.
- 2.6.2 La possession par un membre du personnel d'encadrement du sportif en compétition d'une méthode interdite ou d'une substance interdite, ou la possession hors compétition par un membre du personnel d'encadrement du sportif d'une méthode interdite ou d'une substance interdite hors compétition, en relation avec un sportif, une compétition ou l'entraînement, à moins que la personne en question ne puisse établir que cette possession découle d'une AUT accordée à un sportif conformément à l'Article 4.5 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.
- 2.7 **Trafic ou tentative de trafic de toute substance interdite ou méthode interdite**
- 2.8 **Administration ou tentative d'administration à un sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou administration ou tentative d'administration à un sportif hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dans le cadre de contrôles hors compétition, ou assistance, incitation, contribution, dissimulation ou toute autre forme de complicité impliquant la violation, ou toute autre tentative de violation du Règlement.**

ARTICLE 3 – PREUVE DU DOPAGE

- 3.1 **Charge de la preuve et degré de preuve**
La charge de la preuve incombera à la FIA ou l'ASN qui devra établir la violation du Règlement.
Le degré de preuve auquel la FIA ou l'ASN est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de l'instance de jugement, qui appréciera la gravité de l'allégation. Le degré de preuve, dans tous les cas, devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve au-delà du doute raisonnable. Lorsqu'en application du Règlement, un sportif ou toute autre personne présumé(e) avoir commis une violation des règles antidopage à la charge de renverser la présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, le degré de preuve sera établi par la prépondérance des probabilités, sauf dans les cas prévus aux Articles 10.4 et 10.6, où le sportif doit satisfaire à une charge de la preuve plus élevée.
- 3.2 **Établissement des faits et présomptions**
Les faits liés aux violations du Règlement peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux. Les règles suivantes en matière de preuve seront appliquées en cas de dopage:
- 3.2.1 Les laboratoires accrédités par l'AMA sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité conformément au *Standard International* pour les Laboratoires. Le sportif ou l'autre personne pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard International* pour les Laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal.
Si le sportif ou l'autre personne parvient à renverser la présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard International* pour les Laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal, il incombera à la FIA ou à l'ASN de démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal.
- 3.2.2 Tout écart par rapport à tout autre standard international pour les laboratoires, aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou à d'autres règles ou principes antidopage qui n'a engendré ni de résultat d'analyse anormal, ni d'autres violations du Règlement, n'invalidera pas lesdits résultats. Si le sportif ou l'autre personne

- 2.5 **Tampering or Attempted Tampering with any part of a Doping Control**
- 2.6 **Possession of Prohibited Substances or Prohibited Methods**
- 2.6.1 Possession by an Athlete In-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance, or Possession by an Athlete Out-of-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance which is prohibited Out-of-Competition unless the Athlete establishes that the Possession is pursuant to a Therapeutic Use Exemption (hereinafter TUE) granted in accordance with Article 4.5 (Therapeutic Use) or other acceptable justification.
- 2.6.2 Possession by a member of the Athlete Support Personnel In-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance, or Possession by a member of the Athlete Support Personnel Out-of-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance which is prohibited Out-of-Competition, in connection with an Athlete, Competition or training, unless the member of the Athlete Support Personnel establishes that the Possession is pursuant to a TUE granted to an Athlete in accordance with Article 4.5 (Therapeutic Use) or provides another acceptable justification.
- 2.7 **Trafficking or Attempted Trafficking in any Prohibited Substance or Prohibited Method.**
- 2.8 **Administration or Attempted Administration to any Athlete In-Competition of any Prohibited Substance or Prohibited Method, or administration or Attempted Administration to any Athlete Out-of-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method that is prohibited Out-of-Competition, or assisting, encouraging, aiding, abetting, covering up or any other type of complicity involving a violation or any Attempted violation of the Regulations.**

ARTICLE 3 – PROOF OF DOPING

- 3.1 **Burden of proof and standard of proof**
The FIA or the ASN shall have the burden of establishing that a violation of the Regulations has occurred.
The standard of proof shall be whether the FIA or the ASN has established an anti-doping rule violation to the comfortable satisfaction of the hearing panel which will assess the gravity of the allegation. This standard of proof in all cases is greater than a mere balance of probability but less than proof beyond a reasonable doubt. Where the Regulations place the burden of proof upon the Athlete or other Person alleged to have committed an anti-doping rule violation to rebut a presumption or establish specified facts or circumstances, the standard of proof shall be by a balance of probability, except as provided in Articles 10.4 and 10.6, where the Athlete must satisfy a higher burden of proof.
- 3.2 **Methods of establishing facts and presumptions**
Facts related to violations of the Regulations may be established by any reliable means, including confession. The following rules of proof shall be applicable in doping cases:
- 3.2.1 WADA-accredited laboratories are presumed to have conducted Sample analysis and custodial procedures in accordance with the *International Standard for Laboratories*. The Athlete or other Person may rebut this presumption by establishing that a departure from the *International Standard for Laboratories* occurred which could reasonably have caused the *Adverse Analytical Finding*.
If the Athlete or other Person rebuts the preceding presumption by showing that a departure from the *International Standard for Laboratories* occurred which could reasonably have caused the *Adverse Analytical Finding*, then the FIA or the ASN shall have the burden of establishing that such departure did not cause the *Adverse Analytical Finding*.
- 3.2.2 Departures from any other international standard for laboratories, the *International Standard for Testing* or other anti-doping rule or policy which did not cause an *Adverse Analytical Finding* or other violations of the Regulations shall not invalidate such results. If the Athlete or other Person establishes

établit qu'un écart par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle*, à un autre *Standard International* ou à d'autres règles ou principes antidopage est raisonnablement susceptible d'avoir causé le *résultat d'analyse anormal* constaté ou l'autre violation du Règlement, alors la FIA ou l'ASN aura la charge d'établir que cet écart n'est pas à l'origine du *résultat d'analyse anormal* ou des faits à l'origine de la violation du Règlement.

- 3.2.3 Les faits établis par une décision d'un tribunal étatique ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui n'est pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du *sportif* ou de l'autre *personne* visé(e) par la décision, à moins que le *sportif* ou l'autre *personne* n'établisse que la décision viole les principes de justice naturelle.
- 3.2.4 L'instance de jugement peut, dans le cadre d'une audience relative à une violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables au *sportif* ou à l'autre *personne* qui est accusé(e) d'une violation des règles antidopage en se fondant sur le refus du *sportif* ou de cette autre *personne*, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître (en personne ou par téléphone, selon les instructions de l'instance de jugement) et de répondre aux questions de l'instance de jugement ou de l'*organisation antidopage* examinant la violation du Règlement.

ARTICLE 4 – LISTE DES INTERDICTIONS ET STANDARDS INTERNATIONAUX

4.1 La Liste des Interdictions de l'AMA

La *Liste des Interdictions* fait partie intégrante du Règlement. Elle est publiée et mise à jour par l'AMA aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par année.

A moins d'indication contraire dans la *Liste des Interdictions* ou dans une de ses mises à jour, la *Liste des Interdictions* et ses mises à jour entreront automatiquement en vigueur, en tant que *Liste des Interdictions* de la FIA et des ASN, trois mois après leur publication sur le site Internet de l'AMA (www.wada-ama.org) sans nécessiter d'autre action de la part de la FIA ou ses ASN. Chaque ASN a la responsabilité de s'assurer que la *Liste des Interdictions* en vigueur est à la disposition de ses membres et de ses licenciés.

4.2 Substances interdites et méthodes interdites figurant dans la Liste des Interdictions

4.2.1 Substances interdites et méthodes interdites

La *Liste des Interdictions* indique les *substances interdites* et les *méthodes interdites*:

- en permanence (à la fois en *compétition* et *hors compétition*) en raison de leur potentiel d'amélioration des performances dans des *compétitions* futures ou de leur potentiel masquant;
- en *compétition* uniquement.

Des substances ou méthodes peuvent être incluses dans la *Liste des Interdictions* par le biais de classes de substances (par exemple les agents anabolisants) ou par la mention précise d'une substance ou méthode particulière.

Les substances suivantes de la *Liste des Interdictions* devront également être recherchées, étant interdites dans le sport automobile:

- l'alcool (Point P1 de la liste des *Substances Interdites* dans Certains Sports);
- les bêta-bloquants (Point P2 de la Liste des *Substances Interdites* dans Certains Sports).

4.2.2 Substances spécifiées

Aux fins de l'application de l'Article 7.6 (*Suspensions provisoires*) et de l'Article 10 (Sanctions à l'encontre des individus), toutes les *substances interdites* sont des «*substances spécifiées*», sauf:

- les substances appartenant aux classes des agents anabolisants et des hormones, et
- les stimulants et les antagonistes hormonaux et modulateurs identifiés comme tels dans la *Liste des Interdictions*.

Les *méthodes interdites* ne sont pas des *substances spécifiées*.

4.3 Critères d'inclusion des substances et méthodes dans la Liste des Interdictions

Tel que prévu à l'Article 4.3.3 du *Code*, la décision de l'AMA d'inclure des *substances interdites* et des *méthodes interdites*

that a departure from the *International Standard for Testing*, another *International Standard* or other anti-doping rule or policy occurred which could reasonably have caused the *Adverse Analytical Finding* or other violation of the Regulations, then the FIA or the ASN shall have the burden of establishing that such departure did not cause the *Adverse Analytical Finding* or the factual basis for the violation of the Regulations.

- 3.2.3 The facts established by a decision of a civil court or professional disciplinary tribunal of competent jurisdiction which is not the subject of a pending appeal shall be irrefutable evidence of those facts against the *Athlete* or other *Person* to whom the decision pertained, unless the *Athlete* or other *Person* establishes that the decision violates principles of natural justice.

- 3.2.4 The hearing panel in a hearing on an anti-doping rule violation may draw an inference adverse to the *Athlete* or other *Person* who is asserted to have committed an anti-doping rule violation based on the *Athlete's* or other *Person's* refusal, after a request made a reasonable time in advance of the hearing, to appear at the hearing (either in person or telephonically as directed by the hearing panel) and to answer questions either from the hearing panel or from the *Anti-Doping Organisation* asserting the violation of the Regulations.

ARTICLE 4 – PROHIBITED LIST AND INTERNATIONAL STANDARDS

4.1 The WADA Prohibited List

The *Prohibited List* constitutes an integral part of the Regulations. It is published and updated by WADA as often as necessary and at least once a year.

Unless provided otherwise in the *Prohibited List* or a revision, the *Prohibited List* and revisions shall come into effect, as the FIAs and ASNs' *Prohibited List*, three months after their publication on WADA's website (www.wada-ama.org) without requiring any other action by the FIA or its ASNs.

Each ASN is responsible for ensuring that the *Prohibited List* currently in force is at the disposal of its members and licence-holders.

4.2 Prohibited Substances and Prohibited Methods identified on the Prohibited List

4.2.1 Prohibited Substances and Prohibited Methods

The *Prohibited List* identifies those substances and methods which are prohibited:

- at all times (both *In-Competition* and *Out-of-Competition*) because of their potential to enhance performance in future *competitions* or their masking potential;
- *In-Competition* only.

Substances and methods may be included in the *Prohibited List* by general category (e.g. anabolic agents) or by specific reference to a particular substance or method.

The following substances from the *Prohibited List* must also be sought, as they are prohibited in motor sport:

- alcohol (Point P1 of the List of *Substances Prohibited* in Particular Sports);
- beta-blockers (Point P2 of the List of *Substances Prohibited* in Particular Sports).

4.2.2 Specified Substances

For purposes of the application of Article 7.6 (*Provisional Suspensions*) and Article 10 (Sanctions on Individuals), all *Prohibited Substances* shall be "*Specified Substances*" except for:

- substances in the classes of anabolic agents and hormones; and
 - those stimulants and hormone antagonists and modulators so identified on the *Prohibited List*.
- Prohibited Methods* are not *Specified Substances*.

4.3 Criteria for including Substances and Methods on the Prohibited List

As provided in Article 4.3.3 of the *Code*, WADA's determination of the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods*

dans la *Liste des Interdictions* et la classification des substances au sein de classes particulières dans la *Liste des Interdictions* sont finales et ne pourront pas faire l'objet d'un appel par un *sportif* ou toute autre *personne* qui invoquerait que la substance ou méthode n'est pas un agent masquant, n'a pas le potentiel d'améliorer la performance sportive, ne présente pas de risque pour la santé ou n'est pas contraire à l'esprit sportif.

4.4 Standards Internationaux de l'AMA

L'AMA a, pour des raisons d'harmonisation, publié des *Standards Internationaux* pour différents volets techniques et opérationnels de l'antidopage. Ces *Standards Internationaux* font partie intégrante du Règlement et leur respect est obligatoire. Ils sont disponibles sur le site Internet de l'AMA (www.wada-ama.org) et comprennent:

- la *Liste des Interdictions*;
- le *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques;
- les *Standards Internationaux de Contrôle*;
- le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels; et
- le *Standard International* pour les Laboratoires.

Ils peuvent être révisés de temps à autre par l'AMA.

Toute modification apportée aux *Standards Internationaux* de l'AMA sera considérée comme entrant en vigueur à la date fixée par l'AMA.

4.5 Usage à des fins thérapeutiques

4.5.1 Les *sportifs* souffrant d'un état pathologique avéré nécessitant l'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* doivent d'abord obtenir une *AUT*. La présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* (Article 2.1), l'usage ou la tentative d'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (Article 2.2), la possession de *substances interdites* ou de *méthodes interdites* (Article 2.6) ou l'administration ou tentative d'administration d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (Article 2.8) conformément aux dispositions d'une *AUT* valable octroyée selon les termes du *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques ne constitueront pas une violation des règles antidopage.

4.5.2 La FIA nommera un comité pour étudier les demandes d'*AUT* (ci-après le « *CAUT* »). Conformément au *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, les membres du *CAUT* évalueront la demande conformément au *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques et rendront une décision qui sera la décision finale de la FIA. Les *ASN* se référeront au *CAUT* de l'*organisation nationale antidopage*.

4.5.3 Une demande d'*AUT* soumise à la FIA ne sera considérée qu'après réception d'un formulaire de demande dûment complété qui doit inclure tous les documents pertinents (ce formulaire – basé sur le formulaire annexé au *Standard International* pour l'*AUT* – est disponible sur le site Internet de la FIA www.fia.com). Le processus de demande doit être mené en respectant strictement les principes de la confidentialité médicale.

4.5.4 Un *sportif* ne peut soumettre une demande d'*AUT* à plus d'une *organisation antidopage*. La demande doit identifier la discipline du sport automobile du *sportif* et, le cas échéant, son rôle particulier ou son appartenance à un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles*.

Suivant les cas, la demande doit être soumise au *CAUT* de la FIA ou à celui de l'*organisation nationale antidopage*:

- a) Un *sportif* inclus dans le *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA doit soumettre toute demande au *CAUT* de la FIA dès son inclusion dans ce groupe.
- b) Un *sportif* inclus dans le *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de son *organisation nationale antidopage* doit soumettre sa demande au *CAUT* de son *organisation nationale antidopage*, à moins qu'il ne souhaite participer à l'un des championnats listé au point c). Le cas échéant, le *sportif* soumettra sa demande au *CAUT* de la FIA.
- c) Un *sportif* souhaitant participer à l'un des championnats suivants doit obligatoirement soumettre sa demande au *CAUT*

that will be included on the *Prohibited List* and the classification of substances into categories on the *Prohibited List* is final and shall not be subject to challenge by an *Athlete* or other *Person* based on an argument that the substance or method was not a masking agent or did not have the potential to enhance performance, represent a health risk or violate the spirit of sport.

4.4 WADA's International Standards

For reasons of harmonisation, WADA publishes *International Standards* for various technical and operational aspects of anti-doping. These *International Standards* constitute an integral part of the Regulations and it is obligatory to respect them. They can be seen on the WADA website (www.wada-ama.org) and comprise:

- the *Prohibited List*;
- the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions;
- the *International Standard* for Testing;
- the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information; and
- the *International Standard* for Laboratories.

These may be revised from time to time by WADA.

All amendments of WADA's *International Standards* will be regarded as entering into force on the date set by WADA.

4.5 Therapeutic Use

4.5.1 *Athletes* with a documented medical condition requiring the Use of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* must first obtain a *TUE*. The presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* (Article 2.1), Use or Attempted Use of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* (Article 2.2), Possession of *Prohibited Substances* or *Prohibited Methods* (Article 2.6) or Administration or Attempted Administration of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* (Article 2.8) consistent with the provisions of an applicable *TUE* issued pursuant to the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions shall not be considered an anti-doping rule violation.

4.5.2 The FIA shall appoint a committee to consider requests for *TUEs* (hereinafter *TUEC*) in accordance with the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions. The *TUEC* members shall evaluate the request in accordance with the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions and render a decision on such request, which shall be the final decision of the FIA. The *ASNs* refer to the *TUEC* of the *National Anti-Doping Organisation*.

4.5.3 A request for a *TUE* submitted to the FIA will only be considered upon receipt of a completed application form that must include all relevant documents (this application form – based on the application form appended to the *International Standard* for *TUE* – is available on the FIA website www.fia.com). The application process must be conducted in accordance with the principles of strict medical confidentiality.

4.5.4 An *Athlete* may not apply to more than one *Anti-Doping Organisation* for a *TUE*. The application must identify the *Athlete's* discipline of motor sport and, where appropriate, his specific role or that he belongs to a *Registered Testing Pool*.

Depending on the case, the request must be submitted to the *TUEC* of the FIA or that of the *National Anti-Doping Organisation*:

- a) An *Athlete* included in the FIA's *Registered Testing Pool* must submit any request to the *TUEC* of the FIA the moment he is included in this group.
- b) An *Athlete* included in the *Registered Testing Pool* of his *National Anti-Doping Organisation* must submit his request to the *TUEC* of his *National Anti-Doping Organisation*, unless he wishes to participate in one of the championships listed in point c). In such a case, the *Athlete* will submit his request to the *TUEC* of the FIA.
- c) An *Athlete* wishing to take part in one of the following championships must submit his application to the *TUEC* of the

de la FIA, cette demande devant être formulée au plus tard trente jours avant l'épreuve concernée (sauf en cas d'urgence):

- Championnat du Monde de Formule Un de la FIA,
- Championnat de Formule Deux de la FIA,
- Championnat du Monde des Rallyes de la FIA,
- Championnat du Monde des Voitures de Tourisme de la FIA,
- Championnat du Monde GT1 de la FIA,
- Championnat du Monde d'Endurance de la FIA,
- Championnat du Monde de Karting de la CIK-FIA pour pilotes,
- Série Internationale GP2.

Si le sportif possède déjà une AUT délivrée par son organisation nationale antidopage, il devra faire valider son AUT initiale auprès du CAUT de la FIA. Dans des circonstances normales, cette demande de validation devra être communiquée au CAUT de la FIA au plus tard vingt et un jours avant l'épreuve par l'organisation nationale antidopage du sportif.

d) Un sportif souhaitant participer à toute épreuve internationale ne faisant pas partie des championnats mentionnés à l'Article 4.5.4.c ou à toute épreuve nationale doit soumettre sa demande au CAUT de son organisation nationale antidopage au plus tard trente jours (ou dans un autre délai qui aura été fixé par l'ASN en ce qui concerne les épreuves nationales) avant l'épreuve concernée (sauf en cas d'urgence).

La FIA peut, de sa propre initiative, revoir en tout temps l'octroi ou le refus d'une AUT par le CAUT d'une organisation nationale antidopage.

La FIA peut, sur demande du sportif auquel une AUT a été refusée par son organisation nationale antidopage, revoir ce refus.

La FIA pourra renverser une décision lorsqu'elle considère que l'octroi ou le refus d'une AUT par une organisation nationale antidopage n'est pas conforme au Standard International pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques. Les décisions touchant les AUT sont sujettes à appel selon les modalités de l'Article 13.

4.5.5 La FIA communiquera le plus rapidement possible toute AUT à l'AMA, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'ASN qui a délivré la licence au sportif. Et les organisations nationales antidopage communiqueront le plus rapidement possible toute AUT qu'elles auront émise à l'AMA, la FIA et l'ASN qui a délivré la licence au sportif.

4.5.6 L'AMA peut, de sa propre initiative, revoir en tout temps l'octroi ou le refus d'une AUT pour tout cas décrit à l'Article 4.5.4. L'AMA peut, sur demande du sportif auquel une AUT a été refusée, revoir ce refus. L'AMA pourra renverser une décision lorsqu'elle considère que l'octroi ou le refus d'une AUT n'est pas conforme au Standard International pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques. Les décisions touchant les AUT sont sujettes à appel selon les modalités de l'Article 13.

ARTICLE 5 – CONTRÔLES

5.1 Organisations habilitées à effectuer des contrôles

Tout sportif relevant de la compétence d'une ASN peut être assujéti à un contrôle par la FIA, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, et par toute autre organisation antidopage responsable du contrôle lors d'une compétition ou d'une manifestation à laquelle il participe.

Tout sportif relevant de la compétence d'une ASN, y compris les sportifs sous le coup d'une suspension ou d'une suspension provisoire, sera assujéti au contrôle inopiné en tout temps et en tout lieu, effectué en compétition ou hors compétition par la FIA, l'AMA, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage de tout pays où le sportif est présent, ou dont le sportif est un ressortissant, un résident, un détenteur de licence ou un membre d'une organisation sportive et toute autre organisation antidopage responsable du contrôle lors d'une compétition ou une manifestation à laquelle il participe.

Tout sportif doit se soumettre à toute demande de contrôle d'une organisation antidopage habilitée à réaliser des contrôles.

5.2 Plan de répartition des contrôles

En coordination avec les autres organisations antidopage réalisant des contrôles sur les mêmes sportifs, et dans le respect des Standards Internationaux de Contrôle, la FIA et les ASN

FIA, at the latest thirty days before the event concerned (except in cases of emergency):

- FIA Formula One World Championship,
- FIA Formula Two Championship,
- FIA World Rally Championship,
- FIA World Touring Car Championship,
- FIA GT1 World Championship,
- FIA World Endurance Championship,
- CIK-FIA Karting World Championship for Drivers,
- GP2 International Series.

If the Athlete already holds a TUE issued by his National Anti-Doping Organisation, he must have his initial TUE validated by the TUEC of the FIA. In normal circumstances, this application for validation must be sent by the Athlete's National Anti-Doping Organisation to the TUEC of the FIA no later than twenty-one days before the event.

d) An Athlete wishing to take part in any international event that does not form part of one of the championships mentioned in Article 4.5.4.c or in any national event must submit his application to the TUEC of his National Anti-Doping Organisation no later than thirty days (or, for national events, within another time limit that may have been set by the ASN) before the event in question (except in cases of emergency).

The FIA, on its own initiative, may review at any time the granting or refusal of a TUE by the TUEC of a National Anti-Doping Organisation.

Upon any request of any Athlete who has been denied a TUE by his National Anti-Doping Organisation, the FIA may review such denial.

If the FIA determines that such granting or denial of a TUE by a National Anti-Doping Organisation did not comply with the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, the FIA may reverse that decision. Decisions on TUEs are subject to further appeal as provided in Article 13.

4.5.5 The FIA will, as soon as possible, send each TUE to WADA, to the Athlete's National Anti-Doping Organisation, as well as to the ASN that issued the licence to the Athlete. And the National Anti-Doping Organisations will, as soon as possible, send each TUE to WADA, to the FIA and to the ASN that issued the licence to the Athlete.

4.5.6 WADA, on its own initiative, may review at any time the granting or refusal of a TUE for every case described in Article 4.5.4. Upon any request of any Athlete who has been denied a TUE, WADA may review such denial. If WADA determines that such granting or denial of a TUE did not comply with the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, WADA may reverse that decision. Decisions on TUEs are subject to further appeal as provided in Article 13.

ARTICLE 5 – TESTING

5.1 Organisations authorised to carry out Testing

All Athletes under the jurisdiction of an ASN may be subject to Testing by the FIA, the ASN that issued the licence to the Athlete and any other Anti-Doping Organisation responsible for Testing at a Competition or Event in which they participate.

All Athletes under the jurisdiction of an ASN, including Athletes serving a period of Ineligibility or a Provisional Suspension, shall be subject to Testing at any time or place, with or without advance notice, In-Competition or Out-of-Competition by the FIA, WADA, the ASN that issued the licence to the Athlete, the National Anti-Doping Organisation of any country where the Athlete is present or of which the Athlete is a national, resident, licence-holder or member of a sport organisation and any other Anti-Doping Organisation responsible for Testing at a Competition or Event in which they participate.

All Athletes must comply with any request for Testing by any Anti-Doping Organisation with Testing jurisdiction.

5.2 Test Distribution Plan

In coordination with other Anti-Doping Organisations conducting Testing on the same Athletes, and consistent with the International Standard for Testing, the FIA and the ASNs

- veilleront à :
- 5.2.1 Planifier et réaliser un nombre significatif de *contrôles en compétition* et *hors compétition* sur des sportifs relevant de leur compétence, y compris sur des sportifs appartenant à leurs groupes cibles de sportifs soumis aux contrôles respectifs.
- 5.2.2 S'assurer que tous les contrôles hors compétition sont des contrôles inopinés sauf en cas de circonstances exceptionnelles.
- 5.2.3 Faire des contrôles ciblés une priorité.
- 5.2.4 Réaliser des contrôles sur les sportifs faisant l'objet d'une suspension, qu'elle soit ou non provisoire.
- 5.3 Standards Internationaux de Contrôle**
Les contrôles effectués par la FIA et les ASN devront être en conformité avec les Standards Internationaux de Contrôle en vigueur au moment du contrôle.
- 5.3.1 Les échantillons de sang (ou échantillons autres que l'urine) peuvent être utilisés pour la détection de substances interdites ou de méthodes interdites, à des fins de dépistage, ou pour l'établissement d'un suivi longitudinal hématologique (« le Passeport »).
- 5.4 Coordination des contrôles**
- 5.4.1 *Contrôles en compétition*
Le prélèvement des échantillons pour le contrôle du dopage aura lieu aussi bien lors de manifestations internationales que lors de manifestations nationales. Toutefois, sauf indication contraire ci-dessous, seule une organisation unique sera responsable de l'initiative et de l'organisation des contrôles durant la durée de la manifestation. Lors de manifestations internationales, les prélèvements des échantillons pour le contrôle du dopage seront à l'initiative de, et organisés par, la FIA ou toute autre organisation internationale qui régit la manifestation (par ex. le Comité international olympique pour les Jeux olympiques). Lors de manifestations nationales, les prélèvements des échantillons de contrôle du dopage seront à l'initiative de, et organisés par, l'organisation nationale antidopage ou l'ASN du pays concerné.
- 5.4.1.1 Si la FIA ou une ASN souhaite néanmoins réaliser des contrôles additionnels sur les sportifs lors d'une manifestation au cours de laquelle elle n'est pas responsable d'initier ou de réaliser les contrôles, la FIA ou l'ASN doit d'abord s'entretenir avec l'organisation responsable de la manifestation concernée afin d'obtenir la permission d'effectuer et de coordonner tout contrôle additionnel. Si la FIA ou l'ASN n'est pas satisfaite de la réponse de l'organisation responsable de la manifestation, elle peut demander à l'AMA la permission d'effectuer les contrôles additionnels et de déterminer la façon de coordonner ces contrôles additionnels.
- 5.4.2 *Contrôles hors compétition*
Des contrôles hors compétition seront initiés et organisés par les organisations internationales et nationales suivantes :
- l'AMA;
 - le Comité international olympique ou le Comité international paralympique en relation avec les Jeux olympiques et paralympiques;
 - la FIA ou l'ASN qui a délivré la licence au sportif; ou
 - toute autre organisation antidopage habilitée à réaliser des contrôles sur le sportif, comme prévu à l'Article 5.1 (Organisations habilitées à effectuer des contrôles).
- Les contrôles hors compétition seront coordonnés par le biais d'ADAMS, lorsque c'est raisonnablement réalisable, afin de maximiser l'efficacité des efforts de contrôles combinés et éviter tout contrôle de sportifs répétitif et superflu.
- 5.4.3 Rapport
La FIA et les ASN devront rapidement communiquer les contrôles réalisés au centre d'information de l'AMA conformément à l'Article 14.5 afin d'éviter les doublons.
- 5.5 Exigences sur la localisation du sportif**
- 5.5.1 La FIA identifiera un groupe cible de sportifs soumis aux contrôles qui doivent satisfaire aux exigences sur la localisation des Standards Internationaux de Contrôle et publiera les critères de sélection des sportifs inclus dans ce groupe cible de sportifs soumis aux contrôles ainsi qu'une liste des sportifs répondant à ces critères pour la période en question. La FIA révisera et modifiera ses critères, le cas échéant, pour inclure des sportifs dans son groupe cible de sportifs soumis aux contrôles, et réexaminera la composition de son groupe cible
- shall:
- 5.2.1 Plan and conduct a significant number of *In-Competition* and *Out-of-Competition* tests on *Athletes* over whom they have jurisdiction, including *Athletes* in their respective *Registered Testing Pools*.
- 5.2.2 Make sure that all *Out-of-Competition Testing* is with *No Advance Notice*, except in exceptional circumstances.
- 5.2.3 Make *Target Testing* a priority.
- 5.2.4 Conduct *Testing* on *Athletes* serving a period of *Ineligibility* or a *Provisional Suspension*.
- 5.3 International Standard for Testing**
Testing conducted by the FIA and the ASNs shall be in conformity with the *International Standard for Testing* in force at the time of *Testing*.
- 5.3.1 Blood (or other non-urine) *Samples* may be used to detect *Prohibited Substances* or *Prohibited Methods*, for screening procedure purposes, or for longitudinal haematological profiling ("the Passport").
- 5.4 Coordination of Testing**
- 5.4.1 *In-Competition Testing*
The collection of *Samples* for *Doping Control* shall take place at both *International Events* and *National Events*. However, except as otherwise provided below, only a single organisation should be responsible for initiating and directing *Testing* during the *Event Period*. At *International Events*, the collection of *Doping Control Samples* shall be initiated and directed by the FIA or any other international organisation which is the ruling body for the *Event* (e.g., the International Olympic Committee for the Olympic Games). At *National Events*, the collection of *Doping Control Samples* shall be initiated and directed by the *National Anti-Doping Organisation* or the *ASN* of that country.
- 5.4.1.1 However, should the FIA or an ASN nevertheless desire to conduct additional *Testing* of *Athletes* at an *Event* for which they are not responsible for initiating and directing *Testing* during the *Event Period*, the FIA or the ASN shall first confer with the ruling body of the *Event* to obtain permission to conduct, and coordinate, any additional *Testing*. Should the FIA or the ASN not be satisfied with the response from the ruling body of the *Event*, the FIA or the ASN may ask WADA for permission to conduct additional *Testing* and to determine how to coordinate such additional *Testing*.
- 5.4.2 *Out-of-Competition Testing*
Out-of-Competition Testing shall be initiated and directed by the following international and national organisations:
- WADA;
 - the International Olympic Committee or International Paralympic Committee in connection with the Olympic Games or Paralympic Games;
 - the FIA or the ASN that issued the licence to the *Athlete*; or
 - any other *Anti-Doping Organisation* that has *Testing* jurisdiction over the *Athlete* as provided for in Article 5.1 (Organisations authorised to carry out *Testing*).
- Out-of-Competition Testing* shall be coordinated through ADAMS where reasonably feasible, in order to maximise the effectiveness of the combined *Testing* effort and to avoid the unnecessary repetitive *Testing* of individual *Athletes*.
- 5.4.3 Report
The FIA and the ASNs shall promptly report completed tests through the WADA clearinghouse in accordance with Article 14.5 to avoid unnecessary duplication in *Testing*.
- 5.5 Athlete Whereabouts Requirements**
- 5.5.1 The FIA shall identify a *Registered Testing Pool* of those *Athletes* who are required to comply with the whereabouts requirements of the *International Standard for Testing*, and shall publish the criteria for *Athletes* to be included in this *Registered Testing Pool* as well as a list of the *Athletes* meeting those criteria for the period in question. The FIA shall review and update as necessary its criteria for including *Athletes* in its *Registered Testing Pool*, and shall revise the membership of its *Registered Testing Pool* from time to time as appropriate in

- de temps à autre s'il y a lieu, conformément aux critères définis. Chaque sportif du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles :
- communiquera sa localisation à la FIA chaque trimestre, de la façon indiquée à l'Article 11.3 des *Standards Internationaux de Contrôle* ;
 - mettra à jour ces informations s'il y a lieu, conformément à l'Article 11.4.2 des *Standards Internationaux de Contrôle* de façon à ce qu'elles restent précises et complètes en tout temps ; et
 - sera disponible pour les contrôles au lieu indiqué, conformément à l'Article 11.4 des *Standards Internationaux de Contrôle*.
- 5.5.2 Si un sportif ne transmet pas les informations sur sa localisation à la FIA, cela constituera un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation aux fins de l'Article 2.4, si les conditions de l'Article 11.3.5 des *Standards Internationaux de Contrôle* sont réunies.
- 5.5.3 Si un sportif n'est pas disponible pour un contrôle au lieu indiqué, cela constituera un contrôle manqué aux fins de l'Article 2.4, si les conditions de l'Article 11.4.3 des *Standards Internationaux de Contrôle* sont remplies.
- 5.5.4 Chaque ASN aidera en outre son organisation nationale antidopage à établir, au niveau national, un groupe cible de sportif soumis aux contrôles regroupant des sportifs nationaux de haut niveau auxquels les exigences relatives aux informations sur la localisation des *Standards Internationaux de Contrôle* s'appliqueront également. Lorsque ces sportifs font également partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles de la FIA, la FIA et l'organisation nationale antidopage conviendront (avec l'assistance de l'AMA, le cas échéant) de l'organisme chargé de recevoir les informations sur la localisation des sportifs et de les communiquer à l'autre (et à d'autres organisations antidopage) conformément à l'Article 5.5.5.
- 5.5.5 Les informations sur la localisation communiquées en vertu des Articles 5.5.1 et 5.5.4 seront partagées avec l'AMA et d'autres organisations antidopage ayant juridiction pour contrôler les sportifs conformément aux Articles 11.7.1(d) et 11.7.3(d) des *Standards Internationaux de Contrôle*, à la stricte condition qu'elles soient utilisées à des fins de contrôle du dopage seulement et conformément au *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.
- 5.6 Retraite et retour à la compétition**
- 5.6.1 Un sportif sélectionné par la FIA pour faire partie de son groupe cible de sportifs soumis aux contrôles continuera d'être soumis au Règlement, y compris à l'obligation de se conformer aux exigences relatives aux informations sur la localisation des *Standards Internationaux de Contrôle*, à moins et jusqu'à ce qu'il ne remette un avis écrit à la FIA indiquant qu'il a pris sa retraite, ou jusqu'à ce qu'il ne satisfasse plus aux critères d'inclusion dans le groupe cible de sportifs soumis aux contrôles de la FIA et qu'il en ait été informé par la FIA.
- 5.6.2 Un sportif qui a remis à la FIA un avis indiquant qu'il prenait sa retraite ne peut pas revenir à la compétition à moins d'en aviser la FIA au moins six mois avant et d'être disponible pour des contrôles inopinés hors compétition, mais aussi (si nécessaire) de se conformer aux exigences relatives à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation des *Standards Internationaux de Contrôle* en tout temps durant cette période.
- 5.6.3 Les ASN/organisations nationales antidopage peuvent établir des exigences similaires pour les sportifs faisant partie du groupe cible national de sportifs soumis aux contrôles ayant cessé la compétition et désirant y revenir.
- 5.7 Sélection des sportifs en vue d'un contrôle**
- 5.7.1 Lors des manifestations internationales, la FIA déterminera :
- sur quelle(s) compétition(s) un contrôle sera organisé ;
 - le nombre de sportifs à tester en fonction du classement final ;
 - le nombre de sportifs à tester de manière aléatoire ;
 - le nombre de sportifs à tester de manière ciblée.
- Le choix des sportifs soumis aux contrôles sera déterminé par les Commissaires Sportifs de la compétition considérée, en respectant le nombre de sportifs à contrôler fixé préalablement par la FIA.
- accordance with the set criteria.
Each Athlete in the *Registered Testing Pool* shall:
- advise the FIA of his whereabouts on a quarterly basis, in the manner set out in Article 11.3 of the *International Standard for Testing*;
 - update that information as necessary, in accordance with Article 11.4.2 of the *International Standard for Testing*, so that it remains accurate and complete at all times; and
 - make himself available for *Testing* at such whereabouts, in accordance with Article 11.4 of the *International Standard for Testing*.
- 5.5.2 An Athlete's failure to advise the FIA of his whereabouts shall be deemed a filing failure for purposes of Article 2.4 if the conditions of Article 11.3.5 of the *International Standard for Testing* are met.
- 5.5.3 An Athlete's failure to be available for *Testing* at his declared whereabouts shall be deemed a missed test for purposes of Article 2.4 if the conditions of Article 11.4.3 of the *International Standard for Testing* are met.
- 5.5.4 Each ASN shall also assist its *National Anti-Doping Organisation* in establishing a national level *Registered Testing Pool* of top level national Athletes to whom the whereabouts requirements of the *International Standard for Testing* shall also apply. Where those Athletes are also in the FIA's *Registered Testing Pool*, the FIA and the *National Anti-Doping Organisation* will agree (with the assistance of WADA if required) on which of them will take responsibility for receiving whereabouts filings from the Athlete and sharing it with the other (and with other *Anti-Doping Organisations*) in accordance with Article 5.5.5.
- 5.5.5 Whereabouts information provided pursuant to Articles 5.5.1 and 5.5.4 shall be shared with WADA and other *Anti-Doping Organisations* having jurisdiction to test an Athlete in accordance with Articles 11.7.1(d) and 11.7.3(d) of the *International Standard for Testing*, including the strict condition that it be used only for *Doping Control* purposes and in compliance with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information.
- 5.6 Retirement and Return to Competition**
- 5.6.1 An Athlete who has been identified by the FIA for inclusion in its *Registered Testing Pool* shall continue to be subject to the Regulations, including the obligation to comply with the whereabouts requirements of the *International Standard for Testing* unless and until the Athlete gives written notice to the FIA that he has retired or until he no longer satisfies the criteria for inclusion in the FIA's *Registered Testing Pool* and has been so informed by the FIA.
- 5.6.2 An Athlete who has given notice of retirement to the FIA may not resume competing unless he notifies the FIA at least six months before he expects to return to competition and makes himself available for a *No Advance Notice Out-of-Competition Testing*, including (if requested) complying with the whereabouts requirements of the *International Standard for Testing*, at any time during the period before actual return to competition.
- 5.6.3 The ASNs/*National Anti-Doping Organisations* may establish similar requirements for retirement and returning to competition for Athletes in the national *Registered Testing Pool*.
- 5.7 Selection of Athletes to be tested**
- 5.7.1 At *International Events*, the FIA shall determine:
- in which competition(s) a test will be made;
 - the number of Athletes to be tested depending on the final ranking;
 - the number of Athletes to be tested randomly;
 - the number of Athletes to be tested in a targeted fashion.
- Which Athletes are to be submitted for *Testing* will be determined by the Stewards of the competition concerned, fully respecting the number of Athletes to be controlled as established in advance by the FIA.

- 5.7.2 Lors des *manifestations nationales*, l'ASN concernée déterminera :
- sur quelle(s) *compétition(s)* un *contrôle* sera organisé ;
 - le nombre de *sportifs* à tester ;
 - la procédure de sélection des *sportifs* qui sera suivie.
- 5.7.3 En plus des procédures de sélection prévues aux Articles 5.7.1 et 5.7.2 ci-dessus, la FIA, lors de *manifestations internationales*, et l'ASN, lors de *manifestations nationales*, peuvent aussi sélectionner des *sportifs* ou équipes pour des *contrôles ciblés* dans la mesure où ces *contrôles* sont réalisés uniquement dans le cadre de la lutte contre le dopage.
- 5.7.4 Les *sportifs* seront sélectionnés pour un *contrôle hors compétition* par la FIA et les ASN dans le respect des *Standards Internationaux de Contrôle* en vigueur au moment de la sélection.
- 5.8 La FIA et les ASN garantiront un accès aux *compétitions* choisies pour effectuer un *contrôle* à des observateurs indépendants conformément au *Programme des observateurs indépendants* de l'AMA.
- 5.7.2 At *National Events*, the ASN concerned shall determine:
- in which *competition(s)* a control will be made;
 - the number of *Athletes* to be tested;
 - the procedure that will be followed for selecting the *Athletes*.
- 5.7.3 In addition to the selection procedures set forth in Articles 5.7.1 and 5.7.2 above, the FIA at *International Events*, and the ASN at *National Events*, may also select *Athletes* or teams for *Target Testing* so long as such *Target Testing* is not used for any purpose other than legitimate *Doping Control* purposes.
- 5.7.4 *Athletes* shall be selected for *Out-of-Competition Testing* by the FIA and the ASNs in compliance with the *International Standard for Testing* in force at the time of selection.
- 5.8 The FIA and the ASNs shall provide access to independent observers at *Competitions* chosen for organising a test in accordance with the *WADA Independent Observers Programme*.

ARTICLE 6 – ANALYSE DES ÉCHANTILLONS

Les *échantillons* résultant de *contrôles du dopage* recueillis selon le Règlement seront analysés conformément aux principes suivants :

- 6.1 Recours à des laboratoires reconnus**
Aux fins de l'Article 2.1 (Présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs*), les *échantillons* seront analysés uniquement dans les laboratoires accrédités par l'AMA ou autrement reconnus par l'AMA. Le choix du laboratoire relève exclusivement de la FIA ou de l'ASN responsable de la gestion des résultats.
- 6.2 Objet du prélèvement et de l'analyse des échantillons**
Les *échantillons* seront analysés afin d'y détecter les *substances interdites* et *méthodes interdites* énumérées dans la *Liste des Interdictions* et toute autre substance dont le dépistage est demandé par l'AMA conformément à l'Article 4.5 du *Code* (Programme de surveillance), ou afin d'aider la FIA ou les ASN à établir le profil des paramètres pertinents dans l'urine, le sang ou une autre matrice du *sportif*, y compris le profil d'ADN ou le profil génomique, à des fins d'antidopage et dans le strict respect du *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.
- 6.3 Recherche sur des échantillons**
Aucun *échantillon* ne peut servir à d'autres fins que celles décrites à l'Article 6.2 sans le consentement écrit du *sportif*. Si des *échantillons* sont utilisés (avec le consentement du *sportif*) à d'autres fins que celles prévues à l'Article 6.2, tout moyen de les identifier doit en avoir été retiré, de telle sorte qu'ils ne puissent être attribués à un *sportif* en particulier.
- 6.4 Standards d'analyse des échantillons et communication des résultats**
Les laboratoires procéderont à l'analyse des *échantillons* recueillis lors de *contrôles du dopage* et en rapporteront les résultats conformément au *Standard International* pour les Laboratoires.
- 6.5 Nouvelle analyse d'échantillons**
Un *échantillon* peut être soumis à une nouvelle analyse aux fins de l'Article 6.2 en tout temps, uniquement si l'*organisation antidopage* qui a prélevé l'*échantillon* ou l'AMA en donne l'instruction. Les circonstances et conditions régissant la nouvelle analyse d'*échantillons* doivent être conformes aux exigences du *Standard International* pour les Laboratoires.

ARTICLE 7 – GESTION DES RÉSULTATS

- 7.1 Gestion des résultats des contrôles initiés par la FIA**
La gestion des résultats des *contrôles* initiés par la FIA se fera comme suit :
- 7.1.1 Les résultats de toutes les analyses doivent être envoyés à la FIA sous forme codée, dans un rapport signé par un représentant autorisé du laboratoire. Toute communication doit se faire en toute confidentialité et en conformité avec le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.
- 7.1.2 Examen initial relatif à des *résultats d'analyse anormaux*
Dès réception d'un *résultat d'analyse anormal* d'un échan-

ARTICLE 6 – ANALYSIS OF SAMPLES

Doping Control Samples collected under the Regulations shall be analysed in accordance with the following principles:

- 6.1 Use of Recognised Laboratories**
For purposes of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers*), *Samples* shall be analysed only by WADA-accredited laboratories or as otherwise approved by WADA. The choice of the laboratory shall be determined exclusively by the FIA or the ASN responsible for results management.
- 6.2 Purpose of Collection and Analysis of Samples**
Samples shall be analysed to detect *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* identified on the *Prohibited List* and other substances as may be directed by WADA pursuant to the Monitoring Program described in Article 4.5 of the *Code* or to assist the FIA or the ASNs in profiling relevant parameters in an *Athlete's* urine, blood or other matrix, including DNA or genomic profiling, for anti-doping purposes and in strict compliance with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information.
- 6.3 Research on Samples**
No *Sample* may be used for any purpose other than as described in Article 6.2 without the *Athlete's* written consent. If samples are used (with the *Athlete's* consent) for purposes other than Article 6.2, any means of identification shall be removed from them such that they can no longer be traced back to a particular *Athlete*.
- 6.4 Standards for Sample Analysis and Results Reporting**
Laboratories shall analyse *Doping Control Samples* and report results in conformity with the *International Standard* for Laboratories.
- 6.5 Retesting Samples**
A *Sample* may be reanalysed for the purposes of Article 6.2 at any time exclusively at the direction of the *Anti-Doping Organisation* that collected the *Sample* or WADA. The circumstances and conditions for retesting *samples* shall conform to the requirements of the *International Standard* for Laboratories.

ARTICLE 7 – RESULTS MANAGEMENT

- 7.1 Results Management for Tests Initiated by the FIA**
Results management for tests initiated by the FIA shall proceed as set forth below:
- 7.1.1 The results from all analyses must be sent to the FIA in encoded form, in a report signed by an authorised representative of the laboratory. All communication must be conducted in confidentiality and in conformity with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information.
- 7.1.2 Initial review regarding *Adverse Analytical Findings*
Upon receipt of an A *Sample Adverse Analytical Finding*, the

- tillon A*, la FIA procédera à un examen initial afin de déterminer:
- si une *AUT* a été accordée ou sera accordée conformément au *Standard International* pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques, ou
 - si un écart apparent par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou au *Standard International* pour les Laboratoires a causé le *résultat d'analyse anormal*.
- 7.1.3 Notification au terme de l'examen initial relatif à des *résultats d'analyse anormaux*
Si l'examen initial d'un *résultat d'analyse anormal* en vertu de l'Article 7.1.2 ne révèle pas:
- d'*AUT* applicable, ni le droit à une telle *AUT* en application du *Standard International* pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques, ou
 - d'écart ayant causé le *résultat d'analyse anormal*,
- la FIA informera rapidement le *sportif*:
- du *résultat d'analyse anormal*;
 - de la disposition du Règlement enfreinte;
 - de son droit d'exiger, dans un délai de quatre jours ouvrables à compter de la réception de la notification par lettre recommandée, l'analyse de l'*échantillon B* du prélèvement ou, à défaut, du fait qu'il sera reconnu avoir renoncé à ce droit;
 - de la date, de l'heure et du lieu prévus pour l'analyse de l'*échantillon B* si le *sportif* ou la FIA décide de demander l'analyse de l'*échantillon B*;
 - dans le cas où cette analyse serait demandée, de la possibilité pour le *sportif* et/ou son représentant d'assister à l'ouverture et à l'analyse de l'*échantillon B*, dans les délais spécifiés par le *Standard International* pour les Laboratoires; et
 - du droit du *sportif* d'exiger des copies du dossier d'analyse pour les *échantillons A* et *B* qui comprendra les documents stipulés dans le *Standard International* pour les Laboratoires.
- La FIA notifiera en outre l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'*AMA*.
- Si la FIA décide de ne pas présenter le *résultat d'analyse anormal* comme une violation des règles antidopage, elle en informera le *sportif*, l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'*AMA*.
- Si le *sportif* demande l'analyse de l'*échantillon B*, les frais incombant à cette analyse seront à la charge du *sportif* mais lui seront remboursés si cette analyse se révèle négative.
- 7.1.4 Si le *sportif* ou la FIA en fait la demande, des dispositions seront prises pour effectuer l'analyse de l'*échantillon B* dans les délais prévus par le *Standard International* pour les Laboratoires. Un *sportif* peut accepter les résultats de l'analyse de l'*échantillon A* en renonçant à l'analyse de l'*échantillon B*. La renonciation à l'analyse de l'*échantillon B* par le *sportif* ne prive pas la FIA de la possibilité de procéder à l'analyse de l'*échantillon B*.
- 7.1.5 Le *sportif* et/ou son représentant pourront être présents lors de l'ouverture et l'analyse de l'*échantillon B* dans les délais prévus par le *Standard International* pour les Laboratoires. Un représentant de l'*ASN* du *sportif*, ainsi qu'un représentant de la FIA, pourront également être présents.
- 7.1.6 Si le résultat de l'analyse de l'*échantillon B* est négatif (à moins que la FIA ne porte l'affaire plus loin en tant que violation des règles antidopage aux termes de l'Article 2.2), le *contrôle* dans son entier sera considéré négatif, et le *sportif*, la FIA, l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'*AMA* en seront informés.
- 7.1.7 Si une *substance interdite* ou l'*usage* d'une *méthode interdite* est identifié(e) dans l'*échantillon B*, les résultats seront communiqués au *sportif*, à la FIA, à l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif*, à l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et à l'*AMA*.
- 7.1.8 La FIA effectuera toute investigation pour rechercher une possible violation de règles antidopage non couverte par les Articles 7.1.1 à 7.1.7. Si elle aboutit à la conclusion qu'une violation des règles antidopage a été commise, la FIA avisera le *sportif* ou l'autre *personne* passible d'une sanction, de la règle antidopage enfreinte, et de la raison de la violation. La FIA notifiera également l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* ou de l'autre *personne* et l'*AMA*.
- 7.2 Examen des résultats atypiques**
- 7.2.1 Comme le prévoient les *Standards Internationaux*, les labora-
- FIA shall conduct an initial review to determine whether:
- an applicable *TUE* has been granted or will be granted as provided in the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions, or
 - there is any apparent departure from the *International Standard* for Testing or from the *International Standard* for Laboratories that caused the *Adverse Analytical Finding*.
- 7.1.3 Notification after initial review regarding *Adverse Analytical Findings*
If the initial review of an *Adverse Analytical Finding* under Article 7.1.2 does not reveal:
- an applicable *TUE* or entitlement to a *TUE* in compliance with the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions, or
 - a departure that caused the *Adverse Analytical Finding*,
- the FIA shall promptly notify the *Athlete* of:
- the *Adverse Analytical Finding*;
 - the violated clause of the Regulations;
 - his right to request the analysis of the *B Sample* within a deadline of four working days starting from the receipt of the notification by registered letter or, failing such request, that the *B Sample* analysis may be deemed waived;
 - the scheduled date, time and place for the *B Sample* analysis if the *Athlete* or the FIA chooses to request an analysis of the *B Sample*;
 - if such analysis is requested, the opportunity for the *Athlete* and/or the *Athlete's* representative to attend the *B Sample* opening and analysis within the time period specified in the *International Standard* for Laboratories; and
 - the *Athlete's* right to request copies of the *A* and *B Sample* laboratory documentation package which includes information as required by the *International Standard* for Laboratories.
- The FIA shall also notify the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and *WADA*.
- Should the FIA decide not to bring forward the *Adverse Analytical Finding* as an anti-doping rule violation, it shall notify the *Athlete*, the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and *WADA*.
- Should the *Athlete* request the analysis of the *B Sample*, the cost of this analysis must be borne by the *Athlete* but this will be reimbursed to him should this analysis turn out to be negative.
- 7.1.4 Where requested by the *Athlete* or the FIA, arrangements shall be made for *Testing* the *B Sample* within the time period specified in the *International Standard* for Laboratories. An *Athlete* may accept the *A Sample* analytical results by waiving the requirement for *B Sample* analysis. The renunciation by the *Athlete* of the analysis of the *B Sample* does not prevent the FIA from proceeding with the *B Sample* analysis.
- 7.1.5 The *Athlete* and/or his representative shall be allowed to be present at the opening and analysis of the *B Sample* within the time period specified in the *International Standard* for Laboratories. Also a representative of the *Athlete's ASN* as well as a representative of the FIA shall be allowed to be present.
- 7.1.6 If the *B Sample* proves negative, then (unless the FIA takes the case forward as an anti-doping rule violation under Article 2.2) the entire test shall be considered negative and the *Athlete*, the FIA, the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and *WADA* shall be so informed.
- 7.1.7 If a *Prohibited Substance* or the *Use of a Prohibited Method* is identified in the *B Sample*, the findings shall be reported to the *Athlete*, the FIA, the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and *WADA*.
- 7.1.8 The FIA shall conduct any follow-up investigation into a possible anti-doping rule violation not covered by Articles 7.1.1 to 7.1.7. If the FIA concludes that an anti-doping rule violation has occurred, it shall promptly notify the *Athlete* or other *Person* subject to sanction, of the anti-doping rule violated, and the basis of the violation. The FIA shall also notify the *ASN* that issued the licence to the *Athlete* or other *Person*, the *National Anti-Doping Organisation* of the *Athlete* or other *Person* and *WADA*.
- 7.2 Review of Atypical Findings**
- 7.2.1 As provided in the *International Standards*, in some circum-

- toires ont, dans certaines circonstances, instruction de déclarer la présence de *substances interdites* qui peuvent aussi être produites de façon endogène comme des *résultats atypiques* sous réserve d'un examen plus poussé.
- 7.2.2 A la réception d'un *résultat atypique* relatif à un *échantillon A*, la FIA doit effectuer un examen initial pour déterminer si:
- une *AUT* applicable a été accordée; ou
 - un écart apparent par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou au *Standard International* pour les Laboratoires a causé le *résultat atypique*.
- 7.2.3 Si l'examen initial d'un *résultat atypique* aux termes de l'Article 7.2.2 révèle:
- une *AUT* applicable ou
 - un écart par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou au *Standard International* pour les Laboratoires ayant causé le *résultat atypique*, le *contrôle* dans son entier doit être considéré négatif et le *sportif*, l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'*AMA* en seront informés.
- 7.2.4 Si cet examen initial ne révèle pas l'existence d'une *AUT* applicable ou un écart ayant causé le *résultat atypique*, la FIA doit mener l'examen requis dans un tel cas. Au terme de cet examen, le *sportif*, l'*ASN* qui lui a délivré la licence, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'*AMA* seront informés que le *résultat atypique* sera ou non poursuivi comme un *résultat d'analyse anormal*. Le *sportif* sera notifié conformément à l'Article 7.1.3.
- 7.2.5 La FIA ne rapportera pas de *résultat atypique* tant qu'elle n'aura pas terminé son examen et décidé si elle présentera ou non le *résultat atypique* comme un *résultat d'analyse anormal*, à moins que l'une des circonstances suivantes n'existe:
- La FIA décide que l'*échantillon B* devrait être analysé avant la conclusion de son examen en vertu de l'Article 7.2. Cette analyse sera effectuée après en avoir notifié le *sportif*. La notification devra comprendre une description du *résultat atypique*, ainsi que l'information décrite à l'Article 7.1.3, (b) à (f).
 - La FIA reçoit une demande d'information pour savoir si un *sportif* a ou non un *résultat atypique* encore en suspens.
- Cette demande pourra émaner:
- soit d'une *organisation responsable de grandes manifestations* pour autant que cette demande précède de peu la *manifestation* en question et que le *sportif* concerné y participe;
 - soit d'une organisation sportive sur le point de composer une équipe dans laquelle il est prévu d'inclure le *sportif* concerné, en vue d'une *manifestation internationale*.
- Dans les cas susmentionnés, le *sportif* sera notifié au préalable du *résultat atypique*.
- 7.3 **Gestion des résultats des contrôles initiés par une organisation antidopage autre que la FIA au cours de manifestations internationales**
- La gestion des résultats et la tenue d'audiences découlant de tout *contrôle* initié au cours d'une *manifestation internationale* par une *organisation responsable de grandes manifestations* ou une *ASN* seront assurés par la FIA en ce qui concerne les sanctions autres que la *disqualification* de la *manifestation* ou l'annulation des résultats de cette dernière.
- 7.4 **Gestion des résultats des contrôles initiés par les ASN (hormis le cas stipulé à l'Article 7.3)**
- La gestion des résultats par les *ASN* sera conforme aux principes généraux d'une gestion des résultats efficace et équitable qui sont soulignés dans les dispositions détaillées dans l'Article 7. Les *résultats d'analyse anormaux*, atypiques et autres violations de règles antidopage allégués seront rapportés par les *ASN* conformément aux principes stipulés dans l'Article 7 à l'*organisation nationale antidopage* du *sportif*, la FIA et l'*AMA* au plus tard une fois que la procédure de gestion des résultats de l'*ASN* sera achevée. Toute violation apparente des règles antidopage par un *sportif* licencié de cette *ASN* sera promptement référée à une instance de jugement établie selon les règles de l'*ASN*, de l'*organisation nationale antidopage* ou de la loi nationale. Les violations apparentes des règles antidopage par des *sportifs* licenciés d'une autre *ASN* seront référées à l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif* concerné pour instruction.
- stances laboratories are directed to report the presence of *Prohibited Substances*, which may also be produced endogenously as *Atypical Findings* subject to further investigation.
- 7.2.2 Upon receipt of an *A Sample Atypical Finding*, the FIA shall conduct an initial review to determine whether:
- an applicable *TUE* has been granted, or
 - there is any apparent departure from the *International Standard for Testing* or from the *International Standard* for Laboratories that caused the *Atypical Finding*.
- 7.2.3 If the initial review of an *Atypical Finding* under Article 7.2.2 reveals:
- an applicable *TUE* or
 - a departure from the *International Standard for Testing* or the *International Standard* for Laboratories that caused the *Atypical Finding*, the entire test shall be considered negative and the *Athlete*, the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation*, and *WADA* shall be so informed.
- 7.2.4 If that initial review does not reveal an applicable *TUE* or a departure that caused the *Atypical Finding*, the FIA shall conduct the investigation required in such a case. After the investigation is completed, the *Athlete*, the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and *WADA* shall be notified whether or not the *Atypical Finding* will be brought forward as an *Adverse Analytical Finding*. The *Athlete* shall be notified as provided in Article 7.1.3.
- 7.2.5 The FIA will not provide notice of an *Atypical Finding* until it has completed its investigation and decided whether it will bring the *Atypical Finding* forward as an *Adverse Analytical Finding* unless one of the following circumstances exists:
- The FIA determines the *B Sample* should be analysed prior to the conclusion of its follow-up investigation according to Article 7.2. This analysis will be conducted after notifying the *Athlete*. This notification must include a description of the *Atypical Finding* and the information described in Article 7.1.3 (b) to (f).
 - The FIA receives a request for information in order to establish whether or not an *Athlete* has an *Atypical Finding* pending.
- This request may come:
- either from a *Major Event Organisation*, as long as this request is made before the *event* in question and that the *Athlete* concerned is participating in it;
 - or from a sport organisation in the process of organising a team in which the *Athlete* in question will be a member, for an *International Event*.
- In the above cases, the *Athlete* will be notified in advance of an *Atypical Finding*.
- 7.3 **Results Management for Tests Initiated by an Anti-Doping Organisation other than the FIA during International Events**
- Results management and the conduct of hearings arising from any test initiated during an *international event* by a *Major Event Organisation*, a *National Anti-Doping Organisation* or an *ASN* shall be ensured by the FIA, with regard to any sanctions other than the *Disqualification* from the *Event* or the results of the *Event*.
- 7.4 **Results Management for Tests initiated by ASNs (except for the case stipulated in Article 7.3)**
- Results management conducted by the *ASNs* shall be consistent with the general principles for effective and fair results management which are underlined in the detailed provisions set forth in Article 7. *Adverse Analytical findings*, *Atypical Findings* and other asserted violations of anti-doping rules shall be reported by the *ASNs*, in accordance with the principles outlined in Article 7, to the *Athlete's National Anti-Doping Organisation*, the FIA and *WADA* no later than the completion of the *ASN's* results management process. Any apparent anti-doping rule violation by an *Athlete* who is a licence-holder of that *ASN* shall be promptly referred to an appropriate hearing panel established pursuant to the rules of the *ASN*, the *National Anti-Doping Organisation* or the national law. Apparent anti-doping rule violations by *Athletes* who are licence-holders of another *ASN* shall be referred to the *ASN* that issued the licence to the

7.5 Gestion des résultats en cas de défaut d'informations sur la localisation

7.5.1 Manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation

La gestion des résultats en cas de manquement apparent à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation de la part d'un *sportif* faisant partie d'un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA incombera à la FIA, conformément à l'Article 11.6.2 des *Standards Internationaux de Contrôle* (à moins qu'il n'ait été convenu, en vertu de l'Article 5.5.4 du Règlement, que l'*ASN* ou l'*organisation nationale antidopage* en assume la responsabilité).

7.5.2 Contrôle manqué

La gestion des résultats en cas de *contrôle* apparemment manqué par un *sportif* faisant partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA après une *tentative de contrôle* du *sportif* par ou pour la FIA incombera à la FIA conformément à l'Article 11.6.3 des *Standards Internationaux de Contrôle*. La gestion des résultats en cas de *contrôle* apparemment manqué par un *sportif* dans cette situation, après une *tentative de contrôle* du *sportif* par ou pour une autre *organisation antidopage* incombera à cette autre *organisation antidopage* conformément à l'Article 11.7.6(c) des *Standards Internationaux de Contrôle*.

7.5.3 Quand, sur une période de dix-huit mois, un *sportif* faisant partie d'un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA est déclaré avoir accumulé trois manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, ou trois *contrôles* manqués, ou toute combinaison de trois manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou *contrôles* manqués aux termes du Règlement ou des règles d'une autre *organisation antidopage*, la FIA considérera qu'il y a une apparente violation des règles antidopage.

7.6 Suspensions provisoires

7.6.1 Lorsqu'un *résultat d'analyse anormal* d'un *échantillon A* est reçu pour une *substance interdite*, à l'exception d'une *substance spécifiée*, et qu'un examen mené conformément à l'Article 7.1.2 ne révèle pas d'*AUT* applicable ou d'écart par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou au *Standard International* pour les Laboratoires ayant causé le *résultat d'analyse anormal*, une *suspension provisoire* sera imposée sans délai au terme de l'examen et de la notification décrits à l'Article 7.1.

7.6.2 Dans tout cas non visé par l'Article 7.6.1 que la FIA décide de traiter comme une violation apparente des règles antidopage conformément aux précédentes dispositions du présent Article 7, une *suspension provisoire* peut être imposée. Le cas échéant, elle débutera après l'examen et la notification décrits à l'Article 7.1, mais avant l'analyse de l'*échantillon B* du *sportif* ou l'audience finale décrite à l'Article 8 (Droit à une audience équitable).

7.6.3 Toutefois une *suspension provisoire* ne peut être imposée, en vertu de l'Article 7.6.1 ou de l'Article 7.6.2, que si le *sportif* ou l'autre *personne* a eu la possibilité :

- a) de se soumettre à une *audience préliminaire* avant l'entrée en vigueur de la *suspension provisoire* ou rapidement après ; ou
- b) de bénéficier d'une audience accélérée selon l'Article 8 (Droit à une audience équitable) rapidement après l'entrée en vigueur d'une *suspension provisoire*.

Les *ASN* imposeront des *suspensions provisoires* conformément aux principes exposés au présent Article 7.6.

7.6.4 Si une *suspension provisoire* est imposée sur la base d'un *résultat d'analyse anormal* de l'*échantillon A* et qu'une analyse subséquente de l'*échantillon B* (si le *sportif*, la FIA, l'*ASN* compétente ou l'*organisation nationale antidopage* le demande) ne confirme pas le *résultat* de l'analyse de l'*échantillon A*, le *sportif* ne pourra faire l'objet d'aucune autre *suspension provisoire* s'appuyant sur une violation de l'Article 2.1 (Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs*). Dans les circonstances où le *sportif* (ou son équipe) est exclu d'une *compétition* sur la base d'une violation de l'Article 2.1 et que l'analyse subséquente de l'*échantillon B* ne confirme pas le *résultat* d'analyse de l'*échantillon A*, le *sportif* ou l'équipe en

Athlete for hearing.

7.5 Results Management for Whereabouts Violations

7.5.1 Whereabouts Filing Failure

Results management in respect of an apparent Filing Failure by an *Athlete* in the FIA's *Registered Testing Pool* shall be conducted by the FIA in accordance with Article 11.6.2 of the *International Standard for Testing* (unless it has been agreed in accordance with Article 5.5.4 of the Regulations that the *ASN* or the *National Anti-Doping Organisation* shall take such responsibility).

7.5.2 Missed Test

Results management in respect of an apparent Missed Test by an *Athlete* in the FIA's *Registered Testing Pool* as a result of an attempt to test the *Athlete* by or on behalf of the FIA shall be conducted by the FIA in accordance with Article 11.6.3 of the *International Standard for Testing*. Results management in respect of an apparent Missed Test by such *Athlete* as a result of an attempt to test the *Athlete* by or on behalf of another *Anti-Doping Organisation* shall be conducted by that other *Anti-Doping Organisation* in accordance with Article 11.7.6(c) of the *International Standard for Testing*.

7.5.3 Where, in any eighteen-month period, an *Athlete* in the FIA's *Registered Testing Pool* is declared to have three Filing Failures, or three Missed Tests, or any combination of Filing Failures or Missed Tests adding up to three in total, whether under the Regulations or under the rules of any other *Anti-Doping Organisation*, the FIA shall bring them forward as an apparent anti-doping rule violation.

7.6 Provisional Suspensions

7.6.1 When an *A Sample Adverse Analytical Finding* is received for a *Prohibited Substance* other than a *Specified Substance*, and a review in accordance with Article 7.1.2 does not reveal an applicable *TUE* or departure from the *International Standard for Testing* or the *International Standard* for Laboratories that caused the *Adverse Analytical Finding*, a *Provisional Suspension* shall be imposed promptly after the review and notification described in Article 7.1.

7.6.2 In any case not covered by Article 7.6.1 where the FIA decides to take the matter forward as an apparent anti-doping rule violation in accordance with the foregoing provisions of this Article 7, a *Provisional Suspension* may be imposed. If so, it will begin after the review and notification described in Article 7.1, but prior to the analysis of the *Athlete's B Sample* or the final hearing as described in Article 8 (Right to a Fair Hearing).

7.6.3 However, a *Provisional Suspension* may not be imposed, whether pursuant to Article 7.6.1 or Article 7.6.2, unless the *Athlete* or other *Person* is given either:

- a) an opportunity for a *Provisional Hearing*, either before imposition of the *Provisional Suspension*, or on a timely basis afterwards; or
- b) an opportunity for an expedited hearing in accordance with Article 8 (Right to a Fair Hearing) on a timely basis after imposition of a *Provisional Suspension*.

ASNs shall impose *Provisional Suspensions* in accordance with the principles set forth in this Article 7.6.

7.6.4 If a *Provisional Suspension* is imposed based on an *A Sample Adverse Analytical Finding* and a subsequent *B Sample* analysis (if requested by the *Athlete*, the FIA, the competent *ASN* or the *Anti-Doping Organisation*) does not confirm the *A Sample* analysis, then the *Athlete* shall not be subject to any further *Provisional Suspension* on account of a violation of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers*). In circumstances where the *Athlete* (or his team) has been removed from a *Competition* based on a violation of Article 2.1 and the subsequent *B Sample* analysis does not confirm the *A Sample* finding, the *Athlete* or the team in question may continue to take part in the *Competition* if this

question pourra continuer à participer à la *compétition*, à condition que cela n'interfère pas avec la *compétition* et qu'il soit encore possible de réintégrer le *sportif* ou son équipe.

does not otherwise affect the *Competition* and it is still possible for the *Athlete* or his team to be reintegrated.

7.7 Retraite sportive

Si un *sportif* ou une autre *personne* prend sa retraite au cours du processus de gestion des résultats, la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats conserve la compétence de mener le processus à son terme. Si un *sportif* ou une autre *personne* prend sa retraite avant que le processus de gestion des résultats n'ait été amorcé, la FIA ou l'ASN qui aurait eu compétence sur le *sportif* ou l'autre *personne* en matière de gestion des résultats au moment où le *sportif* ou l'autre *personne* a commis une violation des règles antidopage, reste habilitée à gérer les résultats.

7.7 Retirement from Sport

If an *Athlete* or other *Person* retires while a results management process is underway, the FIA or the ASN conducting the results management process retains jurisdiction to complete its results management process. If an *Athlete* or other *Person* retires before any results management process has begun, the FIA or the ASN which would have had results management jurisdiction over the *Athlete* or other *Person* at the time the *Athlete* or other *Person* committed an anti-doping rule violation has jurisdiction to conduct results management.

ARTICLE 8 – DROIT À UNE AUDIENCE ÉQUITABLE

8.1 Audiences suite au processus de gestion des résultats par la FIA

8.1.1 Lorsqu'il apparaît, suite au processus de gestion des résultats réalisé par la FIA conformément à l'Article 7, que le Règlement a été enfreint, le cas sera alors renvoyé, pour décision, devant le Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (ci-après le « CDA ») dont les Règles de Procédure sont annexées (voir Supplément B).

8.1.2 Les audiences en vertu de cet article auront lieu rapidement une fois réalisé le processus de gestion des résultats décrit à l'Article 7. Les audiences tenues en relation avec des *manifestations* peuvent être réalisées de manière accélérée. Si une *suspension provisoire* a été imposée au *sportif* en vertu de l'Article 7.6, le *sportif* a le droit d'exiger que l'audience ait lieu de manière accélérée.

8.1.3 L'ASN qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne* présumé(e) avoir enfreint le Règlement peut assister à l'audience en tant qu'observatrice.

8.1.4 La FIA informera l'AMA de l'évolution des causes en instance et du résultat de toutes les audiences.

8.1.5 Le *sportif* ou l'autre *personne* peut renoncer à une audience en reconnaissant la violation des règles antidopage et en acceptant les *conséquences* proposées par la FIA en application des Articles 9 et 10. Le droit à une audience peut faire l'objet d'une renonciation expresse ou tacite du seul fait que le *sportif* ou l'autre *personne* ne conteste pas, dans les quinze jours à compter de la réception de la notification par lettre recommandée, l'allégation de la FIA selon laquelle une violation des règles antidopage se serait produite. En l'absence d'audience, la FIA doit remettre aux *personnes visées* à l'Article 13.2.3 une décision motivée expliquant les mesures prises.

8.1.6 En vertu de l'Article 13, il peut être fait appel des décisions du CDA devant le Tribunal Arbitral du Sport (ci-après le « TAS »).

8.2 Audiences suite à la gestion des résultats par les ASN

8.2.1 Lorsqu'il apparaît, suite au processus de gestion des résultats réalisé par les ASN conformément à l'Article 7, que le Règlement a été enfreint, le *sportif* ou l'autre *personne* impliqué(e) devra comparaitre devant le comité disciplinaire de l'ASN ou de l'*organisation nationale antidopage* concernée conformément aux règles de l'ASN ou de l'*organisation nationale antidopage* afin de déterminer si une violation du Règlement a été commise, et, si tel est le cas, quelles en sont les *conséquences*.

8.2.2 Les audiences prévues à l'Article 8.2 se tiendront dans les plus brefs délais et, dans tous les cas, dans les trois mois suivant l'achèvement du processus de gestion des résultats décrit à l'Article 7. Les audiences liées à des *manifestations* peuvent profiter d'un processus accéléré. Si une *suspension provisoire* a été imposée à un *sportif* en vertu de l'Article 7.6, le *sportif* a le droit d'exiger que l'audience ait lieu de manière accélérée. Si l'audience n'a pas lieu dans les trois mois, la FIA peut décider de porter la cause devant le CDA sous la responsabilité et aux frais de l'ASN.

8.2.3 Les ASN informeront la FIA et l'AMA de l'évolution des causes en instance et des résultats de toutes les audiences.

8.2.4 La FIA et l'AMA auront le droit d'assister aux audiences en tant qu'observatrices.

8.2.5 Le *sportif* ou l'autre *personne* peut renoncer à une audience

ARTICLE 8 – RIGHT TO A FAIR HEARING

8.1 Hearings following the FIA's Results Management

8.1.1 When it appears, following the Results Management process performed by the FIA in accordance with Article 7, that the Regulations have been violated then the case shall be assigned, for decision, to the FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (hereinafter *ADC*), whose Rules of Procedure are enclosed (see Supplement B).

8.1.2 Hearings pursuant to this article shall be completed expeditiously following the completion of the Results Management process described in Article 7. Hearings held in connection with *Events* may be conducted on an expedited basis. If a *Provisional Suspension* as per Article 7.6 has been imposed on the *Athlete*, the latter has the right to request that the hearing be conducted on an expedited basis.

8.1.3 The ASN that issued the licence to the *Athlete* or to the other *Person* alleged to have violated the Regulations may attend the hearing as an observer.

8.1.4 The FIA shall keep *WADA* fully apprised as to the status of pending cases and the result of all hearings.

8.1.5 An *Athlete* or other *Person* may forego a hearing by acknowledging the anti-doping rule violation and accepting *Consequences* consistent with Articles 9 and 10 as proposed by the FIA. The right to a hearing may be waived either expressly or by the failure of the *Athlete* or other *Person* to challenge, within fifteen days of the receipt of the notification by registered letter, the FIA's assertion that an anti-doping rule violation has occurred. Where no hearing occurs, the FIA shall submit to the *Persons* described in Article 13.2.3 a reasoned decision explaining the action taken.

8.1.6 Decisions of the *ADC* may be appealed to the Court of Arbitration for Sport (hereinafter *CAS*), as provided in Article 13.

8.2 Hearings following ASN's Results Management

8.2.1 When it appears, following the Results Management process performed by the ASNs in accordance with Article 7, that the Regulations have been violated, the *Athlete* or other *Person* involved shall be brought before a disciplinary panel of the *Athlete's* or other *Person's* ASN or *National Anti-Doping Organisation* in accordance with the rules of the ASN or the *National Anti-Doping Organisation* for a hearing to adjudicate whether a violation of the Regulations occurred and if so what *Consequences* should be imposed.

8.2.2 Hearings pursuant to this Article 8.2 shall be completed expeditiously and in all cases within three months of the completion of the Results Management process described in Article 7. Hearings held in connection with *Events* may be conducted by an expedited process. If the *Athlete* has been given a *Provisional Suspension* as per Article 7.6, the *Athlete* has the right to request that the hearing be conducted on an expedited basis. If the completion of the hearing is delayed beyond three months, the FIA may elect to bring the case directly before the *ADC* under the responsibility and at the expense of the ASN.

8.2.3 The ASNs shall keep the FIA and *WADA* fully apprised as to the status of pending cases and the results of all hearings.

8.2.4 The FIA and *WADA* shall have the right to attend hearings as observers.

8.2.5 The *Athlete* or other *Person* may forego a hearing by

en reconnaissant la violation du Règlement et en acceptant les *conséquences* proposées par l'ASN responsable de la gestion des résultats en application des Articles 9 et 10. Le droit à une audience peut faire l'objet d'une renonciation expresse ou tacite du seul fait que le *sportif* ou l'autre *personne* ne conteste pas, dans les quinze jours à compter de la réception de la notification par lettre recommandée (ou dans un autre délai qui aura été fixé par l'ASN), l'allégation de l'ASN selon laquelle une violation des règles antidopage se serait produite. En l'absence d'audience, l'ASN doit remettre aux *personnes* visées à l'Article 13.2.3 une décision motivée expliquant les mesures prises.

8.2.6 En vertu de l'Article 13, il peut être fait appel des décisions des ASN ou des organisations nationales antidopage, qu'il s'agisse du résultat d'une audience ou de l'acceptation des conséquences par le *sportif* ou l'autre *personne*.

8.3 Principes d'une audience équitable

Toutes les audiences découlant de l'Article 8.1 ou 8.2 respecteront les principes suivants :

- tenue de l'audience dans un délai raisonnable ;
- instance de jugement équitable et impartiale ;
- droit pour la *personne* d'être représentée à ses frais par l'avocat de son choix ;
- droit pour la *personne* d'être informée équitablement et dans un délai raisonnable de la ou des violation(s) des règles antidopage retenue(s) ;
- droit pour la *personne* de se défendre contre les accusations de violation(s) des règles antidopage et les conséquences qui en résultent ;
- droit pour chaque partie de soumettre des preuves, y compris droit de faire citer et d'interroger des témoins (l'acceptation de témoignages par téléphone ou par écrit étant laissée à l'appréciation de l'instance de jugement) ;
- droit de la *personne* à un interprète lors de l'audience, l'instance de jugement ayant la responsabilité de désigner l'interprète et de décider qui supportera les coûts inhérents ; et
- droit à une décision écrite, motivée et dans un délai raisonnable, comportant notamment des explications sur le ou les motif(s) justifiant la suspension.

ARTICLE 9 – ANNULATION AUTOMATIQUE DES RÉSULTATS INDIVIDUELS

Une violation du Règlement dans les *sports individuels* en relation avec un *contrôle en compétition* conduit automatiquement à l'annulation des résultats obtenus lors de cette *compétition* particulière et à toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix.

ARTICLE 10 – SANCTIONS À L'ENCONTRE DES INDIVIDUS

10.1 Annulation des résultats lors d'une manifestation au cours de laquelle une violation des règles antidopage est survenue

Une violation des règles antidopage commise lors d'une *manifestation* ou en lien avec cette *manifestation* peut entraîner, sur décision de la FIA ou de l'ASN responsable de la *manifestation*, l'annulation de tous les résultats individuels obtenus par le *sportif* dans le cadre de ladite *manifestation*, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix, sauf dans les cas prévus à l'Article 10.1.1.

10.1.1 Si le *sportif* démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans des *compétitions* autres que celle durant laquelle la violation est intervenue ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans ces autres *compétitions* n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

10.2 Suspension en cas de présence, d'usage ou de tentative d'usage, ou de possession de substances interdites ou de méthodes interdites

La période de *suspension* imposée pour une violation des Articles 2.1 (Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs*), 2.2 (*Usage* ou *tentative* d'usage par un *sportif* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*) ou 2.6 (*Possession* de *substances interdites* ou *méthodes interdites*) sera la suivante, à moins que les conditions imposées pour l'annulation ou la réduction de la période de *suspension*, conformément aux Articles 10.4 et 10.5, ou les conditions imposées pour l'extension de la période de *suspension*, conformément à l'Article 10.6, ne soient remplies :

acknowledging the violation of the Regulations and accepting *Consequences* consistent with Articles 9 and 10 as proposed by the ASN responsible for results management. The right to a hearing may be waived either expressly or by the failure of the *Athlete* or other *Person* to challenge, within fifteen days of the receipt of the notification by registered letter (or within another deadline to be set by the ASN), the ASN's assertion that an anti-doping rule violation has occurred. Where no hearing occurs, the ASN shall submit to the *Persons* described in Article 13.2.3 a reasoned decision explaining the action taken.

8.2.6 Decisions by ASNs or National Anti-Doping Organisations, whether as the result of a hearing or the *Athlete* or other *Person's* acceptance of *Consequences*, may be appealed as provided in Article 13.

8.3 Principles for a Fair Hearing

All hearings pursuant to either Article 8.1 or 8.2 shall respect the following principles:

- a timely hearing;
- a fair and impartial hearing panel;
- the *Person's* right to be represented by the lawyer of his choice at his own expense;
- the *Person's* right to be informed in a fair and timely manner of the alleged anti-doping rule violation(s);
- the *Person's* right to respond to the allegations of anti-doping rule violation(s) and resulting *Consequences*;
- the right of each party to present evidence, including the right to call and question witnesses (the acceptance of testimony by telephone or written submission being subject to the discretion of the hearing panel);
- the *Person's* right to an interpreter at the hearing, with the hearing panel being responsible for designating the interpreter and for deciding who shall pay the costs relating thereto; and
- the right to a timely, written, reasoned decision, specifically including an explanation of the reason(s) for any period of *Ineligibility*.

ARTICLE 9 – AUTOMATIC DISQUALIFICATION OF INDIVIDUAL RESULTS

A violation of the Regulations in *Individual Sports* in connection with an *In-Competition* test automatically leads to *Disqualification* of the results obtained in that *Competition* with all resulting *Consequences*, including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes.

ARTICLE 10 – SANCTIONS ON INDIVIDUALS

10.1 Disqualification of Results in an Event during which an Anti-Doping Rule Violation occurs

An anti-doping rule violation occurring during or in connection with an *Event* may, upon the decision of the FIA or the ASN ruling the *Event*, lead to *Disqualification* of all of the results obtained by the *Athlete* in that *Event*, with all resulting *Consequences*, including forfeiture of all trophies, medals, points and prizes, except as provided in Article 10.1.1.

10.1.1 If the *Athlete* establishes that he bears *No Fault or Negligence* for the violation, the *Athlete's* individual results in *Competitions* other than the one in which the violation occurred, shall not be disqualified unless the *Athlete's* results in the other *Competitions* were likely to have been affected by this violation.

10.2 Ineligibility for the Presence, Use or Attempted Use, or Possession of Prohibited Substances and Prohibited Methods

The period of *Ineligibility* imposed for a violation of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers*), Article 2.2 (*Use* or *Attempted Use* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*) or Article 2.6 (*Possession* of *Prohibited Substances* or *Prohibited Methods*) shall be as follows, unless the conditions for eliminating or reducing the period of *Ineligibility*, as provided in Articles 10.4 and 10.5, or the conditions for increasing the period of *Ineligibility*, as provided in Article 10.6, are met:

Première violation : deux ans de *suspension*.

First violation: two years' *Ineligibility*.

10.3 Suspension pour d'autres violations des règles antidopage
La période de *suspension* pour les autres violations du Règlement que celles prévues à l'Article 10.2 sera la suivante :

10.3 Ineligibility for other Anti-Doping Rule Violations
The period of *Ineligibility* for violations of the Regulations other than as provided in Article 10.2 shall be as follows:

10.3.1 Pour les violations de l'Article 2.3 (Refus de se soumettre ou fait de ne pas se soumettre à un prélèvement d'échantillon) ou de l'Article 2.5 (Falsification ou tentative de falsification du contrôle du dopage), la période de *suspension* applicable sera de deux ans, à moins que les conditions prévues à l'Article 10.5 ou à l'Article 10.6 ne soient remplies.

10.3.1 For violations of Article 2.3 (Refusing or Failing to Submit to Sample collection) or Article 2.5 (Tampering or Attempted Tampering with a Doping Control), the *Ineligibility* period shall be two years unless the conditions provided in Article 10.5 or in Article 10.6, are met.

10.3.2 Pour les violations de l'Article 2.7 (Trafic ou tentative de trafic) ou 2.8 (Administration ou tentative d'administration d'une substance interdite ou méthode interdite), la période de *suspension* imposée sera d'au moins quatre ans et pourra aller jusqu'à la *suspension* à vie, à moins que les conditions prévues à l'Article 10.5 ne soient remplies. Une violation des règles antidopage impliquant un *mineur* sera considérée comme une infraction particulièrement grave et, si elle implique le personnel d'encadrement du sportif pour des violations autres que celles liées à des substances spécifiées indiquées à l'Article 4.2.2, une telle infraction entraînera une *suspension* à vie du personnel d'encadrement du sportif en cause. De plus, les violations importantes des Articles 2.7 ou 2.8 qui sont également susceptibles d'aller à l'encontre de lois et règlements non liés au sport devront être signalées aux autorités administratives, professionnelles ou judiciaires compétentes.

10.3.2 For violations of Article 2.7 (Trafficking or Attempted Trafficking) or Article 2.8 (Administration or Attempted Administration of a Prohibited Substance or Prohibited Method), the period of *Ineligibility* imposed shall be a minimum of four years up to lifetime *Ineligibility* unless the conditions provided in Article 10.5 are met. An anti-doping rule violation involving a *Minor* shall be considered a particularly serious violation, and, if committed by *Athlete Support Personnel* for violations other than those linked to *Specified Substances* referenced in Article 4.2.2 shall result in lifetime *Ineligibility* for the *Athlete Support Personnel* concerned. In addition, significant violations of Articles 2.7 or 2.8 which may also violate non-sporting laws and regulations shall be reported to the competent administrative, professional or judicial authorities.

10.3.3 Pour les violations de l'Article 2.4 (Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition), la période de *suspension* sera d'au moins un an et d'au plus deux ans, selon la gravité de la faute du sportif.

10.3.3 For violations of Article 2.4 (Violation of applicable requirements regarding the *Athlete's* availability for *Out-of-Competition Testing*), the period of *Ineligibility* shall be at least one year and at most two years, depending on the *Athlete's* degree of fault.

10.4 Annulation ou réduction de la période de suspension liée à des substances spécifiées dans certaines circonstances
Lorsqu'un sportif ou une autre personne peut établir de quelle manière une substance spécifiée s'est retrouvée dans son organisme ou en sa possession, et que cette substance spécifiée ne visait pas à améliorer la performance du sportif ni à masquer l'usage d'une substance améliorant la performance, la période de *suspension* prévue à l'Article 10.2 sera remplacée par ce qui suit :

10.4 Elimination or Reduction of the Period of Ineligibility for Specified Substances under Specific Circumstances
Where an *Athlete* or other *Person* can establish how a *Specified Substance* entered his body or came into his *Possession* and that such *Specified Substance* was not intended to enhance the *Athlete's* sport performance or mask the *Use* of a performance-enhancing substance, the period of *Ineligibility* provided for in Article 10.2 shall be replaced with the following:

Première violation : au minimum une réprimande, mais sans période de *suspension* interdisant la participation aux manifestations futures, et au maximum deux ans de *suspension*.

First violation: at least, a reprimand and no period of *Ineligibility* from future *Events*, and at most, two years of *Ineligibility*.

Pour justifier l'annulation ou la réduction, le sportif ou l'autre personne doit produire des preuves à l'appui de ses dires et établir, à la satisfaction de l'instance de jugement, l'absence d'intention d'améliorer la performance sportive ou de masquer l'usage d'une substance améliorant la performance. La gravité de la faute du sportif ou de l'autre personne sera le critère applicable pour l'examen de toute réduction de la période de *suspension*.

To justify any elimination or reduction, the *Athlete* or other *Person* must produce corroborating evidence in addition to his word which establishes to the comfortable satisfaction of the hearing panel the absence of an intent to enhance sport performance or mask the *Use* of a performance-enhancing substance. The degree of fault of the *Athlete* or other *Person* shall be the criterion considered in assessing any reduction of the period of *Ineligibility*.

10.5 Annulation ou réduction de la période de suspension basée sur des circonstances exceptionnelles

10.5 Elimination or Reduction of Period of Ineligibility based on Exceptional Circumstances

10.5.1 Absence de faute ou de négligence

10.5.1 No Fault or Negligence

Si un sportif établit, dans un cas particulier, l'absence de faute ou de négligence de sa part, la période de *suspension* applicable sera annulée. Lorsqu'une substance interdite, ses métabolites ou ses marqueurs sont décelés dans un échantillon d'un sportif en violation de l'Article 2.1 (Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par le sportif), le sportif devra également démontrer comment la substance interdite s'est retrouvée dans son organisme pour que la période de *suspension* soit supprimée. En cas d'application du présent article et de la suppression de la période de *suspension* autrement applicable, la violation des règles antidopage ne sera pas considérée comme une violation dans la détermination de la période de *suspension* s'appliquant aux cas de violations multiples en vertu de l'Article 10.7.

If an *Athlete* establishes in an individual case that he bears *No Fault or Negligence*, the otherwise applicable period of *Ineligibility* shall be eliminated. When a *Prohibited Substance* or its *Markers* or *Metabolites* is detected in an *Athlete's Sample* in violation of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in an *Athlete's Sample*), the *Athlete* must also establish how the *Prohibited Substance* entered his system in order to have the period of *Ineligibility* eliminated. In the event that this article is applied and the period of *Ineligibility* otherwise applicable is eliminated, the anti-doping rule violation shall not be considered a violation for the purpose of determining the period of *Ineligibility* for multiple violations under Article 10.7.

10.5.2 Absence de faute ou de négligence significative

10.5.2 No Significant Fault or Negligence

Si un sportif ou une autre personne établit, dans un cas particulier, l'absence de faute ou de négligence significative de sa part, la période de *suspension* autrement applicable pourra alors être réduite. Cependant, la période de *suspension* réduite ne pourra être inférieure à la moitié de celle qui aurait dû normalement s'appliquer. Lorsque la période de *suspension* qui aurait dû s'appliquer est une *suspension* à vie, la période de *suspension* réduite appliquée en vertu de cet article ne pourra être inférieure

If an *Athlete* or other *Person* establishes in an individual case that he bears *No Significant Fault or Negligence*, then the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be reduced, but the reduced period of *Ineligibility* may not be less than one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the reduced period under this article may be no less than eight years. When a *Prohibited Substance* or its *Markers* or *Metabolites* is detected

à huit ans. Lorsqu'une *substance interdite*, ses *marqueurs* ou ses *métabolites* sont détectés dans l'*échantillon* d'un *sportif* en violation de l'Article 2.1 (Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs* dans un *échantillon* fourni par le *sportif*), le *sportif* devra également établir comment cette substance a pénétré dans son organisme afin de pouvoir bénéficier d'une réduction de la période de *suspension*.

10.5.3 **Aide substantielle fournie dans la découverte ou la détermination de violations des règles antidopage**

La FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats peut, avant une décision finale en appel en vertu de l'Article 13 ou l'expiration du délai d'appel, assortir du sursis une partie de la période de *suspension* dans le cas particulier où un *sportif* ou une autre *personne* a fourni une *aide substantielle* à une *organisation antidopage*, à un tribunal pénal ou à un organisme disciplinaire professionnel, permettant ainsi à l'*organisation antidopage* de découvrir ou d'établir une violation des règles antidopage commise par une autre *personne* ou amenant un tribunal pénal ou un organisme disciplinaire à découvrir ou à prouver une infraction pénale ou la violation de règles professionnelles de la part d'une autre *personne*.

Après une décision finale en appel en vertu de l'Article 13 ou l'expiration du délai d'appel, la FIA ne peut assortir du sursis une partie de la période de *suspension* autrement applicable qu'avec l'approbation de l'AMA. Après une décision finale d'appel en vertu de l'Article 13 ou à l'expiration du délai d'appel, l'ASN compétente ne peut suspendre une partie de la période de *suspension* autrement applicable qu'avec l'approbation de la FIA et de l'AMA.

La mesure dans laquelle la période de *suspension* autrement applicable peut être assortie du sursis dépend de la gravité de la violation des règles antidopage commise par le *sportif* ou l'autre *personne* et de l'importance de l'*aide substantielle* fournie par le *sportif* ou l'autre *personne* dans le cadre des efforts déployés dans la lutte antidopage dans le sport automobile.

Pas plus des trois quarts de la période de *suspension* autrement applicable ne peuvent être assortis du sursis. Si la période de *suspension* autrement applicable est une *suspension* à vie, la période non assortie du sursis en vertu de cet article doit être d'au moins huit ans.

Si la FIA ou l'ASN compétente assortit du sursis une partie de la période de *suspension* autrement applicable en vertu de cet article, la FIA ou l'ASN compétente doit fournir sans délai une justification écrite de sa décision à chaque *organisation antidopage* ayant le droit de faire appel de cette décision.

Si la FIA ou l'ASN compétente révoque par la suite le sursis ou une partie du sursis parce que le *sportif* ou l'autre *personne* n'a pas fourni l'*aide substantielle* prévue, le *sportif* ou l'autre *personne* peut faire appel de cette révocation conformément à l'Article 13.2.

10.5.4 **Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autre preuve**

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* avoue volontairement avoir commis une violation des règles antidopage avant d'avoir été notifié(e) d'un prélèvement d'*échantillon* susceptible d'établir une violation des règles antidopage (ou, dans le cas d'une violation des règles antidopage autre que l'Article 2.1, avant d'avoir été notifié(e) conformément à l'Article 7 de la violation admise), et que cet aveu constitue la seule preuve fiable de la violation au moment où il est fait, la période de *suspension* peut être réduite, mais pas en-deçà de la moitié de la période de *suspension* autrement applicable.

10.5.5 **Cas d'un sportif ou d'une autre personne qui établit son droit à une réduction de la sanction en vertu de plus d'une disposition de cet article**

Avant toute réduction ou imposition d'un sursis déterminée en vertu des Articles 10.5.2, 10.5.3 ou 10.5.4, la période de *suspension* applicable devra être établie conformément aux Articles 10.2, 10.3, 10.4 et 10.6. Si le *sportif* ou l'autre *personne* établit son droit à la réduction ou au sursis en vertu d'au moins deux articles parmi les Articles 10.5.2, 10.5.3 ou 10.5.4, la période de *suspension* peut être réduite ou assortie du sursis, mais pas en-deçà du quart de la période de *suspension* autrement applicable.

10.6 **Circonstances aggravantes pouvant augmenter la période**

in an *Athlete's Sample* in violation of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in an *Athlete's Sample*), the *Athlete* must also establish how the *Prohibited Substance* entered his system in order to have the period of *Ineligibility* reduced.

10.5.3 **Substantial Assistance in Discovering or Establishing Anti-Doping Rule Violations**

The FIA or the ASN responsible for Results Management may, prior to a final appellate decision under Article 13 or the expiration of the time to appeal, suspend a part of the period of *Ineligibility* imposed in an individual case where the *Athlete* or other *Person* has provided *Substantial Assistance* to an *Anti-Doping Organisation*, criminal authority or professional disciplinary body which results in the *Anti-Doping Organisation* discovering or establishing an anti-doping rule violation by another *Person* or which results in a criminal authority or disciplinary body discovering or establishing a criminal offence or the breach of professional rules by another *Person*.

After a final appellate decision under Article 13 or the expiration of time to appeal, the FIA may only suspend a part of the otherwise applicable period of *Ineligibility* with the approval of WADA. After a final appellate decision under Article 13 or the expiration of time to appeal, the competent ASN may only suspend a part of the otherwise applicable period of *Ineligibility* with the approval of the FIA and WADA.

The extent to which the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended shall be based on the seriousness of the anti-doping rule violation committed by the *Athlete* or other *Person* and the significance of the *Substantial Assistance* provided by the *Athlete* or other *Person* to the effort to eliminate doping in motor sport.

No more than three-quarters of the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the non-suspended period under this article must not be less than eight years.

If the FIA or the competent ASN suspends any part of the otherwise applicable period of *Ineligibility* under this article, it shall promptly provide a written justification for its decision to each *Anti-Doping Organisation* having a right to appeal the decision.

If the FIA or the competent ASN subsequently reinstates any part of the suspended period of *Ineligibility* because the *Athlete* or other *Person* has failed to provide the *Substantial Assistance* which was anticipated, the *Athlete* or other *Person* may appeal the reinstatement pursuant to Article 13.2.

10.5.4 **Admission of an Anti-Doping Rule Violation in the Absence of Other Evidence**

Where an *Athlete* or other *Person* voluntarily admits the commission of an anti-doping rule violation before having received notice of a *Sample* collection which could establish an anti-doping rule violation (or, in the case of an anti-doping rule violation other than Article 2.1, before receiving first notice of the admitted violation pursuant to Article 7) and that admission is the only reliable evidence of the violation at the time of admission, then the period of *Ineligibility* may be reduced, but not below one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable.

10.5.5 **Where an Athlete or other Person establishes Entitlement to Reduction in Sanction under more than one Provision of this Article**

Before applying any reduction or suspension under Articles 10.5.2, 10.5.3 or 10.5.4, the otherwise applicable period of *Ineligibility* shall be determined in accordance with Articles 10.2, 10.3, 10.4 and 10.6. If the *Athlete* or other *Person* establishes entitlement to a reduction or suspension of the period of *Ineligibility* under two or more of Articles 10.5.2, 10.5.3 or 10.5.4, then the period of *Ineligibility* may be reduced or suspended, but not below one quarter of the otherwise applicable period of *Ineligibility*.

10.6 **Aggravating Circumstances which may increase the Period**

de suspension

Si la FIA ou l'ASN compétente établit, dans un cas particulier portant sur une violation des règles antidopage autre que celle prévue à l'Article 2.7 (*Trafic ou tentative de trafic*) ou à l'Article 2.8 (Administration ou *tentative d'administration*), qu'il existe des circonstances aggravantes justifiant l'imposition d'une période de *suspension* supérieure à la sanction standard, la période de *suspension* applicable sera portée à un maximum de quatre ans, à moins que le *sportif* ou l'autre *personne* ne puisse prouver, à la satisfaction de l'instance de jugement, qu'il ou elle n'a pas violé la règle antidopage sciemment.

Le *sportif* ou l'autre *personne* peut éviter l'application de cet article en avouant la violation des règles antidopage alléguée sans délai après que cette *personne* en aura été accusée par la FIA ou l'ASN compétente.

of Ineligibility

If the FIA or the competent ASN establishes in an individual case involving an anti-doping rule violation other than violations under Articles 2.7 (*Trafficking or Attempted Trafficking*) and 2.8 (Administration or *Attempted Administration*) that aggravating circumstances are present which justify the imposition of a period of *Ineligibility* greater than the standard sanction, then the period of *Ineligibility* otherwise applicable shall be increased up to a maximum of four years unless the *Athlete* or other *Person* can prove to the comfortable satisfaction of the hearing panel that he did not knowingly commit the anti-doping rule violation.

The *Athlete* or other *Person* can avoid the application of this article by admitting the alleged anti-doping rule violation promptly after being confronted with the anti-doping rule violation by the FIA or the competent ASN.

10.7 Violations multiples**10.7.1 Deuxième violation des règles antidopage**

Dans le cas d'une première violation des règles antidopage par un *sportif* ou une autre *personne*, la période de *suspension* est indiquée aux Articles 10.2 et 10.3 (sous réserve d'annulation, de réduction ou de sursis en vertu des Articles 10.4 ou 10.5 ou d'augmentation en vertu de l'Article 10.6). Dans le cas d'une deuxième violation des règles antidopage, la période de *suspension* se situera dans la fourchette indiquée dans le tableau présenté ci-dessous.

2 ^{ème} violation ***** 1 ^{ère} violation	RS	MLCM	AFNS	St	SA	TRA
RS	1 – 4	2 – 4	2 – 4	4 – 6	8 – 10	10 – à vie
MLCM	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – à vie	à vie
AFNS	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – à vie	à vie
St	2 – 4	6 – 8	6 – 8	8 – à vie	à vie	à vie
SA	4 – 5	10 – à vie	10 – à vie	à vie	à vie	à vie
TRA	8 – à vie	à vie	à vie	à vie	à vie	à vie

Légendes des abréviations figurant dans le tableau relatif à la deuxième violation des règles antidopage :

RS (Réduction de sanction pour substance spécifiée en vertu de l'Article 10.4) :

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction réduite en vertu de l'Article 10.4 parce qu'elle portait sur une *substance spécifiée* et que les autres conditions prévues à l'Article 10.4 ont été remplies.

MLCM (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et/ou contrôles manqués) :

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction en vertu de l'Article 10.3.3 (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et/ou contrôles manqués).

AFNS (Réduction de sanction pour absence de faute ou de négligence significative) :

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction réduite en vertu de l'Article 10.5.2, le *sportif* ayant prouvé l'*absence de faute ou de négligence significative* de sa part en vertu de l'Article 10.5.2.

St (Sanction standard en vertu des Articles 10.2 ou 10.3.1) :

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet de la sanction standard de deux ans en vertu des Articles 10.2 ou 10.3.1.

SA (Sanction aggravée) :

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction aggravée en vertu de l'Article 10.6 parce que l'*organisation antidopage* a établi l'existence des conditions énoncées à l'Article 10.6.

TRA (Trafic ou tentative de trafic et administration ou tentative d'administration) :

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction en vertu de l'Article 10.3.2 pour cause de *trafic* ou d'*administration*.

10.7 Multiple Violations**10.7.1 Second Anti-Doping Rule Violation**

For the first anti-doping rule violation committed by an *Athlete* or other *Person*, the period of *Ineligibility* is set forth in Articles 10.2 and 10.3 (subject to elimination, reduction or suspension under Articles 10.4 or 10.5, or to an increase under Article 10.6). For a second anti-doping rule violation, the period of *Ineligibility* shall be within the range set forth in the table below.

Second violation ***** First violation	RS	FFMT	NSF	St	AS	TRA
RS	1 – 4	2 – 4	2 – 4	4 – 6	8 – 10	10 – life
FFMT	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – life	life
NSF	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – life	life
St	2 – 4	6 – 8	6 – 8	8 – life	life	life
AS	4 – 5	10 – life	10 – life	life	life	life
TRA	8 – life	life	life	life	life	life

Definitions for purposes of the second anti-doping rule violation table:

RS (Reduced sanction for Specified Substance under Article 10.4):

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by a reduced sanction under Article 10.4 because it involved a *Specified Substance* and the other conditions under Article 10.4 were met.

FFMT (Filing Failures and/or Missed Tests):

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned under Article 10.3.3 (Filing Failures and/or Missed Tests).

NSF (Reduced sanction for No Significant Fault or Negligence):

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by a reduced sanction under Article 10.5.2 because *No Significant Fault or Negligence* under Article 10.5.2 was proved by the *Athlete*.

St (Standard sanction under Articles 10.2 or 10.3.1):

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by the standard sanction of two years under Articles 10.2 or 10.3.1.

AS (Aggravated sanction):

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by an aggravated sanction under Article 10.6 because the *Anti-Doping Organisation* established the conditions set forth under Article 10.6.

TRA (Trafficking or Attempted Trafficking and administration or Attempted administration):

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by a sanction under Article 10.3.2.

- 10.7.2 Application des Articles 10.5.3 et 10.5.4 à une deuxième violation des règles antidopage**
Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* qui commet une deuxième violation des règles antidopage établit son droit au sursis ou à la réduction d'une partie de la période de *suspension* en vertu de l'Article 10.5.3 ou de l'Article 10.5.4, l'instance de jugement doit d'abord déterminer la période de *suspension* applicable dans la fourchette établie dans le tableau figurant à l'Article 10.7.1, puis appliquer le sursis ou la réduction appropriée de la période de *suspension*. La période de *suspension* à accomplir, après l'application du sursis ou de la réduction prévue en vertu des Articles 10.5.3 et 10.5.4, doit représenter au moins le quart de la période de *suspension* autrement applicable.
- 10.7.3 Troisième violation des règles antidopage**
Une troisième violation des règles antidopage entraînera toujours une *suspension* à vie, à moins que la troisième violation ne remplisse la condition fixée pour l'annulation ou la réduction de la période de *suspension* en vertu de l'Article 10.4, ou qu'elle ne porte sur une violation de l'Article 2.4 (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et/ou contrôles manqués). Dans ces cas particuliers, la période de *suspension* variera entre huit ans et une *suspension* à vie.
- 10.7.4 Règles additionnelles applicables en cas de violations multiples**
10.7.4.1 Aux fins de l'imposition de sanctions en vertu de l'Article 10.7, une violation des règles antidopage sera considérée comme une deuxième violation seulement si la FIA ou l'ASN compétente peut établir que le *sportif* ou l'autre *personne* a commis la deuxième violation des règles antidopage après avoir reçu notification, conformément à l'Article 7 (Gestion des résultats), de la première infraction, ou après que la FIA ou l'ASN compétente a raisonnablement tenté de notifier la première violation. Dans le cas contraire, les violations doivent être considérées ensemble comme une unique et première violation, et la sanction imposée reposera sur la violation entraînant la sanction la plus sévère. On pourra toutefois tenir compte de la perpétration de violations multiples dans la détermination de circonstances aggravantes (Article 10.6).
10.7.4.2 Si, après avoir établi une première violation des règles antidopage, la FIA ou l'ASN compétente découvre des faits concernant une violation des règles antidopage par le *sportif* ou l'autre *personne* survenue avant la notification de la première violation, la FIA ou l'ASN compétente imposera une sanction additionnelle en fonction de la sanction qui aurait pu être imposée si les deux violations avaient été sanctionnées au même moment. Les résultats obtenus dans les *compétitions* remontant à la première violation des règles antidopage seront annulés conformément à l'Article 10.8. Pour éviter la prise en compte des circonstances aggravantes (Article 10.6) en raison de la violation commise antérieurement mais découverte plus tard, le *sportif* ou l'autre *personne* doit avouer volontairement la violation antérieure des règles antidopage sans délai après avoir reçu notification de l'infraction signalée dans la première accusation. La même règle s'appliquera également si la FIA ou l'ASN compétente découvre des faits concernant une autre violation antérieure après la résolution de la deuxième violation des règles antidopage.
- 10.7.5 Violations multiples des règles antidopage pendant une période de huit ans**
Aux fins de l'Article 10.7, chaque violation des règles antidopage doit survenir pendant la même période de huit ans pour que les infractions soient considérées comme des violations multiples.
- 10.8 Annulation de résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement ou à la perpétration de la violation des règles antidopage**
En plus de l'annulation automatique des résultats obtenus à la *compétition* au cours de laquelle un *échantillon* positif a été prélevé, en vertu de l'Article 9 (Annulation automatique des résultats individuels), tous les autres résultats obtenus en *compétition* à compter de la date de la collecte de l'*échantillon* positif (prélevé en *compétition* ou hors *compétition*) ou de la perpétration d'une autre violation des règles antidopage seront annulés, avec toutes les *conséquences* qui en résultent, incluant le retrait de l'ensemble des trophées, médailles, points et prix, jusqu'au début de la *suspension provisoire* ou de la *suspension*, à moins
- 10.7.2 Application of Articles 10.5.3 and 10.5.4 to a Second Anti-Doping Rule Violation**
Where an *Athlete* or other *Person* who commits a second anti-doping rule violation establishes entitlement to suspension or reduction of a portion of the period of *Ineligibility* under Article 10.5.3 or Article 10.5.4, the hearing panel shall first determine the otherwise applicable period of *Ineligibility* within the range established in the table in Article 10.7.1, and then apply the appropriate suspension or reduction of the period of *Ineligibility*. The remaining period of *Ineligibility*, after applying any suspension or reduction under Articles 10.5.3 and 10.5.4, must be at least one quarter of the otherwise applicable period of *Ineligibility*.
- 10.7.3 Third Anti-Doping Rule Violation**
A third anti-doping rule violation will always result in a lifetime period of *Ineligibility*, unless the third violation fulfils the condition for elimination or reduction of the period of *Ineligibility* under Article 10.4 or involves a violation of Article 2.4 (Whereabouts Filing Failures and/or Missed Tests). In these particular cases, the period of *Ineligibility* shall be from eight years to a lifetime ban.
- 10.7.4 Additional Rules applicable in cases of Multiple Violations**
10.7.4.1 For purposes of imposing sanctions under Article 10.7, an anti-doping rule violation will only be considered a second violation if the FIA or the competent ASN can establish that the *Athlete* or other *Person* committed the second anti-doping rule violation after the *Athlete* or other *Person* received notification of the first violation pursuant to Article 7 (Results Management), or after the FIA or the competent ASN made reasonable efforts to give notice of the first violation. If the FIA or the competent ASN cannot establish this, the violations shall be considered together as one single first violation, and the sanction imposed shall be based on the violation that carries the more severe sanction. However, the occurrence of multiple violations may be considered as a factor in determining aggravating circumstances (Article 10.6).
10.7.4.2 If, after the resolution of a first anti-doping rule violation, the FIA or the competent ASN discovers facts involving an anti-doping rule violation by the *Athlete* or other *Person* which occurred prior to notification regarding the first violation, then the FIA or the competent ASN shall impose an additional sanction based on the sanction that could have been imposed if the two violations had been adjudicated at the same time. Results in all *Competitions* dating back to the earlier anti-doping rule violation will be disqualified as provided in Article 10.8. To avoid the possibility of a finding of Aggravating Circumstances (Article 10.6) on account of the earlier-in-time but later-discovered violation, the *Athlete* or other *Person* must voluntarily admit the earlier anti-doping rule violation on a timely basis after notification of the violation for which he is first charged. The same rule shall also apply when the FIA or the competent ASN discovers facts involving another prior violation after the resolution of a second anti-doping rule violation.
- 10.7.5 Multiple Anti-Doping Rule Violations during an Eight-Year Period**
For purposes of Article 10.7, each anti-doping rule violation must take place within the same eight-year period in order to be considered multiple violations.
- 10.8 Disqualification of Results in Competitions Subsequent to Sample Collection or Commission of an Anti-Doping Rule Violation**
In addition to the automatic *Disqualification* of the results in the *Competition* where the positive *Sample* has been collected, under Article 9 (Automatic *Disqualification* of Individual Results), all other competitive results obtained from the date a positive *Sample* was collected (whether *In-Competition* or *Out-of-Competition*), or other anti-doping rule violation that occurred, through the commencement of any *Provisional Suspension* or *Ineligibility* period, shall, unless fairness requires otherwise, be disqualified with all of the resulting *Consequences* including forfeiture of any trophies, medals,

- qu'un autre traitement ne se justifie pour des raisons d'équité.
- 10.8.1 Avant de pouvoir revenir à la *compétition* après avoir été jugé coupable de violation des règles antidopage, le *sportif* devra rembourser tous les gains qui lui ont été retirés en vertu de cet article.
- 10.8.2 **Allocation des gains retirés**
Les gains retirés sont réattribués à d'autres *sportifs*.
- 10.9 **Début de la période de suspension**
Sauf dans les cas prévus ci-dessous, la période de *suspension* commencera à la date fixée dans la décision de l'instance compétente ou, en cas de renonciation à l'audience, à la date où la *suspension* a été acceptée ou imposée. Toute période de *suspension provisoire* (qu'elle soit imposée ou volontairement acceptée) sera déduite de la période totale de *suspension* imposée.
- 10.9.1 **Retards non imputables au sportif ou à l'autre personne**
En cas de retards considérables dans la procédure d'audience ou d'autres aspects du *contrôle du dopage* non attribuables au *sportif* ou à l'autre *personne*, l'instance de jugement imposant la sanction pourra faire débuter la période de *suspension* à une date antérieure pouvant remonter à la date de la collecte de l'*échantillon* concerné ou à la date de la dernière violation des règles antidopage.
- 10.9.2 **Aveu sans délai**
Si le *sportif* ou l'autre *personne* avoue rapidement (ce qui signifie, dans tous les cas, avant sa participation à une autre *compétition*) la violation des règles antidopage après avoir été dûment informé(e) de celle-ci par la FIA ou l'ASN compétente, la période de *suspension* pourra commencer dès la date à laquelle l'*échantillon* a été recueilli ou la date de la dernière violation des règles antidopage.
Cependant, dans chaque cas où cet article sera appliqué, le *sportif* ou l'autre *personne* devra accomplir au moins la moitié de la période de *suspension* à compter :
– de la date à laquelle le *sportif* ou l'autre *personne* aura accepté l'imposition d'une sanction ;
– de la date à laquelle une décision imposant une sanction aura été rendue suite à une audience ; ou
– de la date à laquelle une sanction est autrement imposée.
- 10.9.3 Si une *suspension provisoire* est imposée et est respectée par le *sportif*, cette période de *suspension provisoire* devra être déduite de toute période de *suspension* qui pourra lui être imposée au final.
- 10.9.4 Si un *sportif* accepte volontairement par écrit une *suspension provisoire* prononcée par la FIA ou l'ASN compétente et s'absent ensuite de participer à des *compétitions*, il bénéficiera d'un crédit quant à cette période de *suspension provisoire* volontaire, en réduction de toute période de *suspension* qui pourra être imposée au final.
Une copie de l'acceptation volontaire de la *suspension provisoire* du *sportif* sera remise rapidement à chaque partie devant être notifiée d'une violation éventuelle des règles antidopage en vertu de l'Article 14.1.
- 10.9.5 Le *sportif* ne pourra bénéficier d'aucune réduction de sa période de *suspension* pour toute période antérieure à sa *suspension provisoire* ou à sa *suspension provisoire* volontaire pendant laquelle il a décidé de ne pas concourir ou a été suspendu par son équipe.
- 10.10 **Statut durant une suspension**
- 10.10.1 **Interdiction de participation pendant une suspension**
Aucun *sportif* ni aucune *personne* suspendu(e) ne pourra, durant sa période de *suspension*, participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou activité autorisée ou organisée par la FIA, une ASN ou toute autre organisation responsable de *compétitions* nationales ou internationales (sauf de des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés).
Le *sportif* ou l'autre *personne* qui se voit imposer une *suspension* de plus de quatre ans pourra, après quatre ans de *suspension*, participer à des *manifestations* sportives locales dans un sport autre que celui dans lequel il/elle a commis la violation de règles antidopage, mais seulement si la *manifestation* sportive locale ne se déroule pas à un niveau où le *sportif* ou la *personne* en question est susceptible de se qualifier directement ou indirectement en vue d'un championnat national ou d'une *manifestation internationale* (ou d'accumuler des points en vue de sa qualification), points and prizes.
- 10.8.1 As a condition of regaining eligibility after being found to have committed an anti-doping rule violation, the *Athlete* must first repay all prize money forfeited under this article.
- 10.8.2 **Allocation of Forfeited Prize Money**
Forfeited prize money shall be reallocated to other *Athletes*.
- 10.9 **Commencement of Ineligibility Period**
Except as provided below, the period of *Ineligibility* shall start on the date set out in the hearing decision providing for *Ineligibility* or, if the hearing is waived, on the date *Ineligibility* is accepted or otherwise imposed. Any period of *Provisional Suspension* (whether imposed or voluntarily accepted) shall be credited against the total period of *Ineligibility* imposed.
- 10.9.1 **Delays Not Attributable to the Athlete or other Person**
Where there have been substantial delays in the hearing process or other aspects of *Doping Control* not attributable to the *Athlete* or other *Person*, the hearing panel imposing the sanction may start the period of *Ineligibility* at an earlier date commencing as early as the date of *Sample* collection or the date on which another anti-doping rule violation last occurred.
- 10.9.2 **Timely Admission**
Where the *Athlete* or other *Person* promptly (which, in all events, means before he takes part in another *Competition*) admits the anti-doping rule violation after being confronted with such violation by the FIA or the competent ASN, the period of *Ineligibility* may start as early as the date of *Sample* collection or the date on which another anti-doping rule violation last occurred.
However, in each case where this article is applied, the *Athlete* or other *Person* shall serve at least one half of the period of *Ineligibility* going forward from :
– the date the *Athlete* or other *Person* accepted the imposition of a sanction ;
– the date of a hearing decision imposing a sanction ; or
– the date the sanction is otherwise imposed.
- 10.9.3 If a *Provisional Suspension* is imposed and respected by the *Athlete*, then the *Athlete* shall receive a credit for such period of *Provisional Suspension* against any period of *Ineligibility* which may ultimately be imposed.
- 10.9.4 If an *Athlete* voluntarily accepts in writing a *Provisional Suspension* from the FIA or the competent ASN and hereinafter refrains from competing, the *Athlete* shall receive a credit for such period of voluntary *Provisional Suspension* against any period of *Ineligibility* which may ultimately be imposed.

A copy of the *Athlete's* voluntary acceptance of a *Provisional Suspension* shall be provided promptly to each party entitled to receive notice of a potential anti-doping rule violation under Article 14.1.
- 10.9.5 No credit against a period of *Ineligibility* shall be given for any time period before the effective date of the *Provisional Suspension* or voluntary *Provisional Suspension* regardless of whether the *Athlete* elected not to compete or was suspended by his team.
- 10.10 **Status during Ineligibility**
- 10.10.1 **Prohibition against Participation during Ineligibility**
No *Athlete* or other *Person* who has been declared ineligible may, during the period of *Ineligibility*, participate in any capacity in a *Competition* or activity (other than authorised anti-doping education or rehabilitation programmes) authorised or organised by the FIA, an ASN or any other organisation responsible for national or international *competitions*.
An *Athlete* or other *Person* who is subject to a period of *Ineligibility* longer than four years may, after completing four years of the period of *Ineligibility*, participate in local sport events in a sport other than the sport in which he committed the anti-doping rule violation, but only if the local sport event is not at a level that could otherwise qualify such *Athlete* or other *Person* directly or indirectly to compete in (or accumulate points toward) a national championship or *International Event*. An *Athlete* or other *Person* subject to a period of *Ineligibility*

Le sportif ou l'autre personne à qui s'applique la suspension demeure assujéti(e) à des contrôles.

10.10.2 Violation de l'interdiction de participation pendant la suspension

Lorsqu'un sportif ou une autre personne faisant l'objet d'une suspension viole l'interdiction de participation pendant la suspension décrite à l'Article 10.10.1, les résultats de cette participation sont annulés et la période de suspension imposée initialement recommence à la date de l'infraction. La nouvelle période de suspension peut être réduite en vertu de l'Article 10.5.2 si le sportif ou l'autre personne établit l'absence de faute ou de négligence significative de sa part en relation avec la violation de l'interdiction de participation. Il incombe à la FIA ou l'ASN dont la gestion des résultats a conduit à l'imposition de la période initiale de suspension de déterminer si le sportif ou l'autre personne a ou non violé l'interdiction de participation, et s'il convient ou non de réduire la période de suspension conformément à l'Article 10.5.2.

10.10.3 Retenue de l'aide financière pendant la suspension

En outre, en cas de violation des règles antidopage sans réduction de sanction pour substances spécifiées dont il est question à l'Article 10.4, la FIA et les ASN refuseront d'accorder certains, voire la totalité, des avantages liés au statut de sportif, notamment l'aide financière, dont jouissait cette personne.

10.11 Contrôles de réhabilitation

Afin d'obtenir sa réhabilitation au terme d'une période donnée de suspension, un sportif doit, pendant sa suspension provisoire ou sa période de suspension, être disponible pour des contrôles hors compétition effectués par la FIA, l'ASN compétente ou toute organisation antidopage responsable de contrôles et doit, sur demande, transmettre des renseignements exacts et actualisés sur sa localisation. Si un sportif prend sa retraite sportive pendant une période de suspension, ne fait plus partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles hors compétition, et demande ensuite sa réhabilitation, il ne pourra y être admis avant d'en avoir averti la FIA ou l'ASN compétente et d'avoir été soumis à des contrôles hors compétition pendant une période égale à la période de suspension qui restait à accomplir à la date de sa retraite du sport automobile.

Au cours d'une telle période de suspension, le sportif doit se soumettre à un minimum de deux contrôles, chaque contrôle étant séparé d'au moins trois mois. Il incombera à l'ASN qui a délivré la licence au sportif concerné d'effectuer les contrôles nécessaires, mais les contrôles effectués par toute autre organisation antidopage pourront être utilisés pour satisfaire à cette exigence. Les résultats de ces contrôles seront rapportés à la FIA. En outre, juste avant la fin de la période de suspension, un sportif doit se soumettre à un contrôle que la FIA ou l'ASN qui lui a délivré la licence effectuera sur les substances interdites et méthodes interdites hors compétition. Lorsque la période de suspension d'un sportif est terminée, et que le sportif a rempli les conditions de réhabilitation, le sportif sera alors automatiquement à nouveau admissible, et il ne sera pas nécessaire que le sportif ou l'ASN qui a délivré la licence au sportif remplisse une demande à cet effet.

10.12 Imposition de sanctions financières

La FIA se réserve la possibilité d'imposer des sanctions financières en cas de violation du Règlement.

ARTICLE 11 – CONSÉQUENCES DANS LES SPORTS D'ÉQUIPE

11.1 Contrôle de l'équipe

Lorsque, dans un sport d'équipe, plus d'un membre d'une équipe a été notifié d'une violation des règles antidopage en vertu de l'Article 7 dans le cadre d'une manifestation, la FIA ou l'ASN responsable de la manifestation doit réaliser un nombre de contrôles ciblés approprié à l'égard de l'équipe pendant la durée de la manifestation.

11.2 Conséquences pour l'équipe

Si, dans un sport d'équipe, un membre d'une équipe a commis une violation des règles antidopage pendant la durée de la manifestation, la FIA ou l'ASN responsable de la manifestation peut imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple: perte de points, disqualification d'une compétition ou d'une manifestation, ou autre sanction) en plus des conséquences imposées au sportif individuel ayant commis la violation des règles antidopage.

shall remain subject to Testing.

10.10.2 Violation of the Prohibition of Participation during Ineligibility

Where an Athlete or other Person who has been declared Ineligible violates the prohibition against participation during Ineligibility described in Article 10.10.1, the results of such participation shall be disqualified and the period of Ineligibility which was originally imposed shall start over again as of the date of the violation. The new period of Ineligibility may be reduced under Article 10.5.2 if the Athlete or other Person establishes that he bears No Significant Fault or Negligence for violating the prohibition against participation. The determination of whether an Athlete or other Person has violated the prohibition against participation, and whether a reduction under Article 10.5.2 is appropriate, shall be made by the FIA or the ASN whose Results Management led to the imposition of the initial period of Ineligibility.

10.10.3 Withholding of Financial Support during Ineligibility

In addition, for any anti-doping rule violation not involving a reduced sanction for Specified Substances as described in Article 10.4, some or all sport-related financial support or other sport-related benefits received by such Person will be withheld by the FIA and the ASNs.

10.11 Reinstatement Testing

As a condition to regaining eligibility at the end of a specified period of Ineligibility, an Athlete must, during any period of Provisional Suspension or Ineligibility, make himself available for Out-of-Competition Testing by the FIA, the competent ASN, and any other Anti-Doping Organisation having Testing jurisdiction, and must, if requested, provide current and accurate whereabouts information. If an Athlete subject to a period of Ineligibility retires from sport and is removed from Out-of-Competition Testing pools and later seeks reinstatement, he shall not be eligible for reinstatement until he has notified the FIA and the competent ASN and has been subject to Out-of-Competition Testing for a period of time equal to the period of Ineligibility remaining as of the date on which he retired from motor sport.

During such remaining period of Ineligibility, a minimum of two tests must be conducted on the Athlete with at least three months between each test. The ASN that issued the licence to the Athlete concerned shall be responsible for conducting the necessary tests, but tests by any other Anti-Doping Organisation may be used to satisfy the requirement. The results of such tests shall be reported to the FIA. In addition, just prior to the end of the period of Ineligibility, an Athlete must undergo Testing by the FIA or the ASN that issued his licence for the Prohibited Substances and Prohibited Methods that are prohibited in Out-of-Competition Testing. Once the period of an Athlete's Ineligibility has expired, and the Athlete has fulfilled the conditions of reinstatement, then the Athlete will become automatically re-eligible and no application by the Athlete or by the ASN that issued the licence to the Athlete will then be necessary.

10.12 Imposition of financial sanctions

The FIA reserves the option of imposing financial sanctions in cases where there has been a violation of the Regulations.

ARTICLE 11 – CONSEQUENCES IN TEAM SPORTS

11.1 Testing of the Team

Where, in a Team Sport, more than one member of a team has been notified of an anti-doping rule violation under Article 7 in connection with an Event, the FIA or the ASN responsible for the Event shall conduct appropriate Target Testing on the team during the Event Period.

11.2 Consequences for the Team

If, in a Team Sport, one member of a team is found to have committed an anti-doping rule violation during an Event Period, the FIA or the ASN responsible for the Event may impose an appropriate sanction on the team in question (for example: loss of points, Disqualification from a Competition or Event, or another sanction) in addition to any Consequences imposed upon the individual Athlete who committed the anti-doping rule violation.

Si, dans un *sport d'équipe*, plus d'un membre d'une équipe a commis une violation des règles antidopage pendant la *durée de la manifestation*, la FIA ou l'ASN responsable de la *manifestation* doit imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple: perte de points, *disqualification* d'une *compétition* ou d'une *manifestation*, ou autre sanction) en plus des *conséquences* imposées aux *sportifs* individuels ayant commis la violation des règles antidopage.

If, in a *Team Sport*, more than one member of a team is found to have committed an anti-doping rule violation during an *Event Period*, the FIA or the ASN responsible for the *Event* shall impose an appropriate sanction on the team in question (for example: loss of points, *Disqualification* from a *Competition* or *Event*, or another sanction) in addition to any *Consequences* imposed upon the individual *Athletes* who committed the anti-doping rule violation.

- 11.3 Possibilité pour la FIA ou l'ASN responsable d'une manifestation d'établir des règles qui imposent des conséquences plus sévères aux équipes**
La FIA ou l'ASN responsable d'une *manifestation* peut décider d'établir, pour une *manifestation*, des règles qui imposent des *conséquences* plus sévères que celles prévues à l'Article 11.2.

- 11.3 Possibility for the FIA or the ASN responsible for an Event to establish stricter Consequences for Teams**
The FIA or the ASN responsible for an *Event* may elect to establish rules for the *Event* which impose stricter *Consequences* for Teams than those set out in Article 11.2.

ARTICLE 12 – SANCTIONS ET COÛTS À L'ENCONTRE DES ASN

ARTICLE 12 – SANCTIONS AND COSTS ASSESSED AGAINST ASNs

- 12.1** La FIA peut interrompre tout ou partie du financement ou toute autre aide non financière aux ASN qui ne respectent pas le Règlement.

- 12.1** The FIA has the authority to withhold some or all funding or other non-financial support to ASNs that are not in compliance with the Regulations.

ARTICLE 13 – APPELS

ARTICLE 13 – APPEALS

- 13.1 Décisions sujettes à appel**
Toute décision rendue en application du Règlement peut faire l'objet d'un appel conformément aux modalités prévues aux Articles 13.2 à 13.4 ou aux autres dispositions du Règlement. Les décisions dont il est fait appel resteront en vigueur durant la procédure d'appel, à moins que l'instance d'appel n'en décide autrement. Avant qu'un appel ne soit ouvert, toutes les possibilités d'appel de la décision prévues dans le Règlement ou dans les règles de l'organisation antidopage chargée de la procédure d'audience aux termes de l'Article 8 devront avoir été épuisées (sauf l'exception prévue à l'Article 13.1.1).

- 13.1 Decisions Subject to Appeal**
Decisions made under the Regulations may be appealed as set forth below in Article 13.2 through 13.4 or as otherwise provided in the Regulations. Such decisions shall remain in effect while under appeal unless the appellate body orders otherwise. Before an appeal is commenced, any post-decision review provided in the Regulations or in the rules of the *Anti-Doping Organisation* conducting the hearing process as per Article 8 must be exhausted (except as provided in Article 13.1.1).

- 13.1.1 L'AMA n'a pas à épuiser les voies de recours internes**
Lorsque l'AMA a le droit d'interjeter appel en vertu de l'Article 13 et qu'aucune autre partie n'a fait appel d'une décision finale dans le cadre de la procédure de la FIA ou de l'ASN compétente, l'AMA peut porter cette décision en appel directement devant le TAS sans devoir épuiser les autres voies de recours éventuellement prévues dans le cadre de la procédure de la FIA ou de l'ASN.

- 13.1.1 WADA Not Required to Exhaust Internal Remedies**
Where WADA has a right to appeal under Article 13 and no other party has appealed a final decision within the FIA's or the competent ASN's process, WADA may appeal such decision directly to CAS without having to exhaust other possible remedies in the FIA's or the competent ASN's process.

- 13.2 Appels des décisions relatives aux violations des règles antidopage, conséquences et suspensions provisoires**
Les décisions suivantes peuvent être portées en appel selon les modalités strictement prévues dans l'Article 13.2:
- une décision portant sur une violation des règles antidopage;
 - une décision imposant des *conséquences* à l'issue d'une violation des règles antidopage;
 - une décision établissant qu'aucune violation des règles antidopage n'a été commise;
 - une décision établissant qu'une procédure en matière de violation des règles antidopage ne peut être poursuivie pour des raisons procédurales (y compris pour cause de prescription, par exemple);
 - une décision en vertu de l'Article 10.10.2 (Violation de l'interdiction de participation pendant la *suspension*);
 - une décision établissant que la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats n'est pas compétente pour se prononcer sur une violation présumée des règles antidopage ou sur les *conséquences* de celle-ci;
 - une décision d'une *organisation antidopage* de ne pas présenter un *résultat d'analyse anormal* ou un *résultat atypique* comme une violation des règles antidopage;
 - une décision de ne pas donner suite à une violation des règles antidopage après une investigation menée en vertu de l'Article 7.4; et
 - une décision d'imposer une *suspension provisoire* à l'issue d'une *audience préliminaire* ou en violation de l'Article 7.5.

- 13.2 Appeals from Decisions regarding Anti-Doping Rule Violations, Consequences, and Provisional Suspensions**
The following decisions may be appealed exclusively as provided in Article 13.2:
- a decision that an anti-doping rule violation was committed;
 - a decision imposing *Consequences* for an anti-doping rule violation;
 - a decision that no anti-doping rule violation was committed;
 - a decision that an anti-doping rule violation process cannot go forward for procedural reasons (including, for example, prescription);
 - a decision under Article 10.10.2 (Violation of the Prohibition of Participation during *Ineligibility*);
 - a decision that the FIA or the ASN responsible for results management lacks jurisdiction to rule on an alleged anti-doping rule violation or its *Consequences*;
 - a decision by an *Anti-Doping Organisation* not to bring forward an *Adverse Analytical Finding* or an *Atypical Finding* as an anti-doping rule violation;
 - a decision not to go forward with an anti-doping rule violation after an investigation under Article 7.4; and
 - a decision to impose a *Provisional Suspension* as a result of a *Provisional Hearing* or in violation of Article 7.5.

- 13.2.1 Appels des décisions de la FIA**
Toute décision de la FIA peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS et en accord avec les dispositions en vigueur auprès de ce tribunal.

- 13.2.1 Appeals against the decisions of the FIA**
Any decision of the FIA may be appealed exclusively to CAS in accordance with the provisions applicable before such court.

- 13.2.2 Appels des décisions des ASN ou des organisations nationales antidopage**
Toute décision d'une ASN ou d'une *organisation nationale antidopage* peut faire l'objet d'un appel devant un organe indépendant et impartial conformément aux règles établies par l'ASN ou

- 13.2.2 Appeals against the decisions of the ASNs or the National Anti-Doping Organisations**
Any decision imposed by an ASN or a *National Anti-Doping Organisation* may be appealed to an independent and impartial body in accordance with rules established by the com-

l'organisation nationale antidopage. Si l'ASN ou l'*organisation nationale antidopage* n'a pas établi un tel organe, il peut être fait appel de cette décision devant le TAS, conformément aux dispositions applicables devant ce tribunal.

13.2.3 Personnes autorisées à faire appel

Dans les cas visés à l'Article 13.2.1, les parties suivantes auront le droit de faire appel devant le TAS :

- a) le *sportif* ou toute autre *personne* à qui s'applique la décision dont il est fait appel;
- b) l'autre partie à l'affaire dans laquelle la décision a été rendue;
- c) la FIA;
- d) l'*organisation nationale antidopage* du pays dont la *personne* est détentrice d'une licence;
- e) le Comité international olympique ou le Comité international paralympique, s'il y a lieu, et quand la décision peut avoir un effet sur les Jeux olympiques ou les Jeux paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer; et
- f) l'AMA.

Dans les cas visés à l'Article 13.2.2, les parties ayant le droit d'appel auprès de l'instance nationale d'appel seront celles prévues par les règles de l'ASN ou de l'*organisation nationale antidopage* mais incluront au minimum les parties suivantes :

- a) le *sportif* ou toute autre *personne* soumis(e) à la décision portée en appel;
- b) l'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue;
- c) la FIA;
- d) l'*organisation nationale antidopage* du pays dont la *personne* est détentrice d'une licence;
- e) l'ASN qui a délivré la licence à la *personne*; et
- f) l'AMA.

Pour les cas visés à l'Article 13.2.2, l'AMA et la FIA pourront faire appel devant le TAS d'une décision rendue par une instance d'appel nationale. Toute partie interjetant appel sera en droit d'attendre l'aide du TAS pour obtenir tous les éléments d'information pertinents de l'*organisation antidopage* dont elle porte la décision en appel et les informations seront transmises si le TAS en donne l'instruction.

Nonobstant toute autre disposition dans le Règlement, la seule *personne* autorisée à faire appel d'une *suspension provisoire* est le *sportif* ou la *personne* à qui la *suspension provisoire* est imposée.

13.3 Manquement de la part de la FIA ou de l'ASN responsable de la gestion des résultats à l'obligation de rendre une décision dans un délai raisonnable

Lorsque, dans un cas donné, la FIA ou l'ASN compétente ne rend pas une décision sur la question de savoir si une violation des règles antidopage a été commise dans un délai raisonnable fixé par l'AMA, cette dernière peut décider d'en appeler directement au TAS, comme si la FIA ou l'ASN compétente avait rendu une décision d'absence de violation des règles antidopage. Si la formation de jugement du TAS établit qu'une violation des règles antidopage a été commise et que l'AMA a agi raisonnablement en décidant d'en appeler directement au TAS, les dépenses raisonnables engagées par l'AMA (frais et honoraires d'avocats) dans le cadre de la procédure d'appel seront remboursées à l'AMA par la FIA ou l'ASN concernée.

13.4 Appels de décisions portant sur l'autorisation ou le refus d'usage à des fins thérapeutiques

Il peut être fait appel, exclusivement devant le TAS, des décisions de l'AMA renversant une autorisation ou un refus d'usage à des fins thérapeutiques par le *sportif* ou l'*organisation antidopage* dont la décision a été renversée.

Il peut être fait appel, exclusivement devant le TAS, des décisions de la FIA refusant une AUT, qui ne sont pas renversées par l'AMA, par le *sportif*.

Il peut être fait appel, exclusivement devant le TAS, des décisions de la FIA renversant une autorisation ou un refus d'usage à des fins thérapeutiques, qui ne sont pas renversées par l'AMA, par le *sportif* ou l'*organisation antidopage* dont la décision a été renversée.

Les décisions des *organisations antidopage* autres que la FIA ou l'AMA refusant une AUT et qui ne sont pas renversées par la FIA ou l'AMA peuvent faire l'objet d'un appel devant l'instance nationale d'appel décrite à l'Article 13.2.2. Lorsqu'une instance

tenent ASN or the *National Anti-Doping Organisation*. If the ASN or the *National Anti-Doping Organisation* has not established such a body, the decision may be appealed to CAS in accordance with the provisions applicable before such court.

13.2.3 Persons Entitled to Appeal

In cases under Article 13.2.1, the following parties shall have the right to appeal to CAS:

- a) the *Athlete* or other *Person* who is the subject of the decision being appealed;
- b) the other party to the case in which the decision was rendered;
- c) the FIA;
- d) the *National Anti-Doping Organisation* of the *Person's* country where the *Person* is a licence-holder;
- e) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee, as applicable, where the decision may have an effect in relation to the Olympic Games or Paralympic Games, including decisions affecting eligibility for the Olympic Games or Paralympic Games; and
- f) WADA.

In cases under Article 13.2.2, the parties having the right to appeal to the national-level reviewing body shall be as provided in the rules of the ASN or the *National Anti-Doping Organisation* but, at least, shall include the following parties:

- a) the *Athlete* or other *Person* who is the subject of the decision being appealed;
- b) the other party to the case in which the decision was rendered;
- c) the FIA;
- d) the *National Anti-Doping Organisation* of the *Person's* country where the *Person* is a licence holder;
- e) the ASN that issued the licence to the *Person*; and
- f) WADA.

For cases under Article 13.2.2, WADA and the FIA shall also have the right to appeal to CAS with respect to the decision of the national-level reviewing body. Any party filing an appeal shall be entitled to assistance from CAS to obtain all relevant information from the *Anti-Doping Organisation* whose decision is being appealed and the information shall be provided if CAS so directs.

Notwithstanding any other provision herein, the only *Person* who may appeal from a *Provisional Suspension* is the *Athlete* or other *Person* upon whom the *Provisional Suspension* is imposed.

13.3 Failure to Render a Timely Decision by the FIA or the ASN responsible for Results Management

Where, in a particular case, the FIA or the competent ASN fails to render a decision with respect to whether an anti-doping rule violation was committed within a reasonable deadline set by WADA, WADA may elect to appeal directly to CAS as if the FIA or the competent ASN had rendered a decision finding no anti-doping rule violation. If the CAS hearing panel determines that an anti-doping rule violation was committed and that WADA acted reasonably in electing to appeal directly to CAS, then the expenses reasonably incurred by WADA (costs and attorneys fees) within the framework of the appeal procedure shall be reimbursed to WADA by the FIA or the ASN concerned.

13.4 Appeals from Decisions Granting or Denying a Therapeutic Use Exemption

Decisions by WADA reversing the grant or denial of a TUE may be appealed exclusively to CAS by the *Athlete* or the *Anti-Doping Organisation* whose decision was reversed.

Decisions by the FIA denying TUEs, which are not reversed by WADA, may be appealed by *Athletes* exclusively to CAS.

Decisions by the FIA reversing the grant or denial of a TUE, which are not reversed by WADA, may be appealed exclusively to CAS by the *Athlete* or the *Anti-Doping Organisation* whose decision was reversed.

Decisions by *Anti-Doping Organisations* other than the FIA or WADA denying TUEs, which are not reversed by the FIA or WADA, may be appealed to the national-level reviewing body described in Article 13.2.2. If the national-level reviewing body

nationale d'appel renverse la décision de refus d'AUT, l'AMA pourra faire appel de cette décision devant le TAS.

Lorsque la FIA, des *organisations nationales antidopage* ou d'autres instances désignées par les ASN ne donnent pas suite dans un délai raisonnable à une demande d'AUT présentée en bonne et due forme, cette absence de décision peut être considérée comme un refus aux fins des droits d'appel prévus dans cet article.

reverses the decision to deny a TUE, that decision may be appealed to CAS by WADA.

When the FIA, the *National Anti-Doping Organisations* or other bodies designated by the ASNs fail to take action on a properly submitted TUE application within a reasonable time, their failure to decide may be considered a denial for purposes of the appeal rights provided in this article.

13.5 Appel des décisions en vertu de l'Article 12

Les décisions de la FIA en vertu de l'Article 12 peuvent faire l'objet d'un appel exclusivement devant le TAS par l'ASN concernée.

13.5 Appeal from Decisions Pursuant to Article 12

Decisions by the FIA pursuant to Article 12 may be appealed exclusively to CAS by the ASN concerned.

13.6 Délai pour déposer un appel

Le délai pour déposer un appel devant le TAS sera de vingt et un jours à compter de la date de réception de la décision par la partie appelante. Nonobstant ce qui précède, les dispositions suivantes s'appliqueront aux appels déposés par une partie pouvant faire appel, mais qui n'était pas partie aux procédures ayant mené à la décision sujette à appel:

- a) Dans les dix jours suivant la notification de la décision, cette partie ou ces parties pourront demander à l'organisme qui a rendu la décision une copie du dossier sur lequel cet organisme a basé sa décision;
- b) Si une telle demande est faite dans les dix jours, la partie faisant cette demande bénéficiera alors de vingt et un jours à compter de la réception du dossier pour faire appel devant le TAS.

Nonobstant ce qui précède, le délai de dépôt d'un appel ou d'une intervention de l'AMA sera au maximum de:

- a) Vingt et un jours à compter du dernier jour du délai d'appel de toute autre partie; ou
- b) Vingt et un jours après que l'AMA a reçu le dossier complet relatif à la décision.

13.6 Time for Filing Appeals

The time to file an appeal to CAS shall be twenty-one days from the date of receipt of the decision by the appealing party. The above notwithstanding, the following shall apply in connection with appeals filed by a party entitled to appeal but which was not a party to the proceedings having led to the decision subject to appeal:

- a) Within ten days from notice of the decision, such party/parties shall have the right to request from the body having issued the decision a copy of the file on which such body relied;
- b) If such a request is made within the ten-day period, then the party making such request shall have twenty-one days from receipt of the file to file an appeal to CAS.

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal or intervention filed by WADA shall be the later of:

- a) Twenty-one days after the last day on which any other party in the case could have appealed, or
- b) Twenty-one days after WADA's receipt of the complete file relating to the decision.

ARTICLE 14 – RAPPORT ET RECONNAISSANCE

14.1 Notification, confidentialité et rapport

La FIA et l'ASN compétente appliqueront des principes de gestion coordonnée des résultats antidopage et de gestion responsable, publique, transparente et respectant les intérêts privés des individus présumés avoir violé des règles antidopage comme suit:

14.1.1 Notification des sportifs et des autres personnes

La notification des *sportifs* ou d'autres *personnes* interviendra telle que prévue à l'Article 7. La notification d'un *sportif* ou d'une autre *personne* qui est licencié(e) d'une ASN peut intervenir par l'envoi de la notification à l'ASN.

14.1.2 Notification des organisations nationales antidopage, de la FIA, des ASN et de l'AMA

La notification de l'*organisation nationale antidopage* concernée, de la FIA, de l'ASN concernée et de l'AMA interviendra telle que prévue à l'Article 7.

14.1.3 Contenu de la notification

En vertu de l'Article 7, la notification du *sportif*, de l'*organisation nationale antidopage* du *sportif*, de la FIA, de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* et de l'AMA comprendra:

- le nom du *sportif*,
- son pays,
- le sport et la discipline du *sportif* dans le sport,
- le niveau de *compétition* du *sportif*,
- la nature en *compétition* ou *hors compétition* du *contrôle*,
- la date du prélèvement, et
- le résultat d'analyse rapporté par le laboratoire.

14.1.4 Rapport de suivi

Les mêmes *personnes* et *organisations antidopage* seront régulièrement informées de l'état de la procédure, de ses progrès et des résultats des procédures menées en vertu des Articles 7 (Gestion des résultats), 8 (Droit à une audience équitable) ou 13 (Appels) et recevront sans délai une explication ou une décision écrite motivée expliquant la résolution de la question.

14.1.5 Confidentialité

Les entités à qui sont destinées ces informations ne devront pas les révéler à d'autres *personnes* que celles ayant besoin de les connaître, jusqu'à ce que l'*organisation antidopage* responsable de la gestion des résultats les rende publiques ou, en cas de manquement à l'obligation de diffusion publique, jusqu'à ce que les délais stipulés à l'Article 14.2 ci-dessous soient respectés.

ARTICLE 14 – REPORTING AND RECOGNITION

14.1 Notice, Confidentiality and Reporting

The FIA and the competent ASN shall apply the principles of coordination of anti-doping results, public transparency and accountability and respect for the privacy interests of individuals alleged to have violated anti-doping rules as provided below:

14.1.1 Notice to Athletes and Other Persons

Notice to *Athletes* or other *Persons* shall occur as provided under Article 7. Notice to an *Athlete* or other *Person* who is licensed by an ASN may be accomplished by delivery of the notice to the ASN.

14.1.2 Notice to the National Anti-Doping Organisations, the FIA, the ASNs and WADA

Notice to the *National Anti-Doping Organisation* concerned, the FIA, the ASN concerned and WADA shall occur as provided under Article 7.

14.1.3 Content of Notification

Notification to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation*, the FIA, the ASN that issued the licence to the *Athlete* and WADA according to Article 7 shall include:

- the *Athlete's* name,
- his country,
- the sport and discipline of the *Athlete* within the sport,
- the *Athlete's* competitive level,
- whether the test was *In-Competition* or *Out-of-Competition*,
- the date of *Sample* collection, and
- the analytical result reported by the laboratory.

14.1.4 Status Reports

The same *Persons* and *Anti-Doping Organisations* shall be regularly updated on the status and findings of any review or proceedings conducted pursuant to Articles 7 (Results Management), 8 (Right to a Fair Hearing) or 13 (Appeals) and shall be provided with a prompt, written, reasoned explanation or decision explaining the resolution of the matter.

14.1.5 Confidentiality

The recipient entities shall not disclose this information beyond those *Persons* with a need to know until the *Anti-Doping Organisation* responsible for results management has made public disclosure or, should it fail to make public disclosure, until the time limits set out in Article 14.2 below have expired.

14.2 Diffusion publique

14.2.1 L'identité de tout sportif ou de toute autre personne soupçonné(e) par une organisation antidopage d'infraction à une règle antidopage ne pourra être divulguée publiquement par l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats qu'après notification du sportif ou de l'autre personne en cause conformément aux Articles 7.1, 7.2 ou 7.4 et aux organisations antidopage concernées conformément à l'Article 14.1.2.

14.2.2 Au plus tard vingt jours après qu'il aura été déterminé, dans le cadre d'une audience tenue conformément à l'Article 8, qu'une violation des règles antidopage a été commise, ou qu'il a été renoncé à une telle audience, ou que l'accusation de violation des règles antidopage n'a pas été contestée dans les délais requis, la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats devra rapporter publiquement l'issue de la procédure antidopage, y compris :

- la discipline;
- la règle antidopage enfreinte;
- le nom du sportif ou de l'autre personne ayant commis la violation;
- la substance interdite ou la méthode interdite en cause; et
- les conséquences imposées.

La FIA ou l'ASN compétente devra également rendre publics dans les vingt jours les décisions rendues en appel dans les cas de violation des règles antidopage.

La FIA ou l'ASN compétente devra également, dans le délai imparti pour la publication, transmettre toutes les décisions de l'instance de jugement et de l'instance d'appel à l'AMA.

14.2.3 Dans toute affaire où il sera établi, après une audience ou un appel, que le sportif ou l'autre personne n'a pas commis de violation des règles antidopage, la décision ne pourra être divulguée publiquement qu'avec le consentement du sportif ou de l'autre personne faisant l'objet de la décision. La FIA ou l'ASN compétente devra faire des efforts raisonnables afin d'obtenir ce consentement et, si elle l'obtient, devra publier la décision intégralement ou suivant la formulation que le sportif ou l'autre personne aura approuvée.

14.2.4 Aux fins de cet Article 14.2, la publication devra être réalisée au moins par l'affichage des informations requises sur le site Internet de la FIA ou de l'ASN compétente pendant au moins un an.

14.2.5 Aucun représentant de la FIA ou de l'ASN compétente ne pourra commenter publiquement les faits relatifs à une affaire en cours (ce qui ne comprend pas la description générale de la procédure et des aspects scientifiques) à moins que ce ne soit pour réagir à des commentaires publics attribués au sportif, à l'autre personne ou à leurs représentants.

14.3 Informations sur la localisation des sportifs

Comme le prévoit de façon plus détaillée les Standards Internationaux de Contrôle, les sportifs identifiés par la FIA ou leur ASN comme appartenant à un groupe cible de sportifs soumis aux contrôles sont tenus de fournir des renseignements précis et actualisés sur leur localisation. La FIA, les ASN et les organisations nationales antidopage doivent coordonner l'identification des sportifs et la collecte des informations actualisées sur leur localisation, et les transmettre à l'AMA. Ces renseignements seront accessibles, par l'intermédiaire du système ADAMS si possible, aux autres organisations antidopage ayant le pouvoir d'effectuer des contrôles sur ces sportifs en vertu de l'Article 15. En tout temps, ces renseignements seront conservés dans la plus stricte confidentialité et conformément au Standard International pour la Protection des Renseignements Personnels. Ils serviront exclusivement à la planification, à la coordination et à la réalisation de contrôles. Ils seront détruits dès lors qu'ils ne seront plus utiles à ces fins.

14.4 Rapport statistique

La FIA et les ASN publieront, au moins une fois par an, un rapport statistique général sur leurs activités de contrôle du dopage et en fourniront une copie à l'AMA. La FIA et les ASN pourront également publier des rapports mentionnant le nom de chaque sportif soumis à un contrôle et la date de chaque contrôle.

14.5 Centre d'information en matière de contrôle du dopage

L'AMA servira de centre d'information pour l'ensemble des données et résultats des contrôles du dopage sur les sportifs de niveaux international et national inclus dans le groupe cible de

14.2 Public Disclosure

14.2.1 The identity of any Athlete or other Person who is asserted by an Anti-Doping Organisation to have committed an anti-doping rule violation, may be publicly disclosed by the Anti-Doping Organisation responsible for results management only after notice has been provided to the Athlete or other Person in accordance with Articles 7.1, 7.2 or 7.4, and to the applicable Anti-Doping Organisations in accordance with Article 14.1.2.

14.2.2 No later than twenty days after it has been determined in a hearing in accordance with Article 8 that an anti-doping rule violation has occurred, or that such hearing has been waived, or the assertion of an anti-doping rule violation has not been challenged in a timely fashion, the FIA or the ASN responsible for Results Management must publicly report the nature of the anti-doping matter including:

- the discipline,
- the anti-doping rule violated,
- the name of the Athlete or other Person having committed the violation,
- the Prohibited Substance or Prohibited Method involved and
- the Consequences imposed.

The FIA or the competent ASN must also publicly report, within twenty days, appeal decisions concerning anti-doping rule violations.

The FIA or the competent ASN shall also, within the time period for publication, send all hearing and appeal decisions to WADA.

14.2.3 In any case where it is determined, after a hearing or appeal, that the Athlete or other Person did not commit an anti-doping rule violation, the decision may be disclosed publicly only with the consent of the Athlete or other Person who is the subject of the decision. The FIA or the competent ASN shall use reasonable efforts to obtain such consent, and if consent is obtained, shall publicly disclose the decision in its entirety or in such redacted form as the Athlete or other Person may approve.

14.2.4 For purposes of Article 14.2, publication shall be accomplished at a minimum by posting the required information on the FIA's or the competent ASN's website for at least one year.

14.2.5 No official of either the FIA or the competent ASN shall publicly comment on the specific facts of a pending case (as opposed to general description of process and science) except in response to public comments attributed to the Athlete, other Person or their representatives.

14.3 Athlete Whereabouts Information

As further provided in the International Standard for Testing, Athletes who have been identified by the FIA or by their ASN for inclusion in a Registered Testing Pool shall provide accurate and current whereabouts information. The FIA, the ASNs and the National Anti-Doping Organisations shall coordinate the identification of Athletes and the collecting of current whereabouts information and shall submit these to WADA. This information will be accessible, through ADAMS where reasonably feasible, to other Anti-Doping Organisations having jurisdiction to test the Athlete as stipulated in Article 15. This information shall be maintained in strict confidence at all times in conformity with the International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information. It shall be used exclusively for purposes of planning, coordinating or conducting Testing, and shall be destroyed after it is no longer relevant for these purposes.

14.4 Statistical Reporting

The FIA and the ASNs shall, at least annually, publish publicly a general statistical report of their Doping Control activities with a copy provided to WADA. The FIA and the ASNs may also publish reports showing the name of each Athlete tested and the date of each Testing.

14.5 Doping Control Information Clearinghouse

WADA shall act as a central clearinghouse for Doping Control Testing data and results for international-level Athletes and national-level Athletes who have been included in their

sportifs soumis aux contrôles de leur organisation nationale antidopage. Afin de faciliter la coordination de la planification des contrôles et d'éviter des doublons entre les diverses organisations antidopage, la FIA et les ASN devront communiquer au centre d'information de l'AMA tous les contrôles du dopage qu'elles effectuent en compétition et hors compétition aussitôt ceux-ci réalisés. Ces informations seront mises à la disposition du sportif, de l'ASN qui a délivré la licence au sportif, de l'organisation nationale antidopage du sportif, et de la FIA.

Pour être à même de servir de centre d'information pour l'ensemble des données relatives aux contrôles du dopage, l'AMA a mis au point un outil de gestion de base de données, ADAMS, qui reflète les principes émergents en matière de protection des données personnelles. Les renseignements personnels du sportif, du personnel d'encadrement du sportif ou d'autres parties intervenant dans les activités contre le dopage seront conservés par l'AMA, qui relève de la surveillance des autorités canadiennes en matière de protection des renseignements personnels, dans la plus stricte confidentialité et en conformité avec le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.

National Anti-Doping Organisation's Registered Testing Pool. To facilitate coordinated test distribution planning and to avoid unnecessary duplication in Testing by the various Anti-Doping Organisations, the FIA and the ASNs shall report all In-Competition and Out-of-Competition tests on such Athletes to the WADA clearinghouse as soon as possible after such tests have been conducted. This information will be made accessible to the Athlete, the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and the FIA.

To enable it to serve as a clearinghouse for Doping Control Testing data, WADA has developed a database management tool, ADAMS, that reflects emerging data privacy principles. Private information regarding an Athlete, Athlete Support Personnel, or others involved in anti-doping activities shall be maintained by WADA, which is supervised by Canadian privacy authorities, in strict confidence and in accordance with the *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*.

14.6 Confidentialité des données

Dans le cadre de l'exécution de leurs obligations en vertu du Code, la FIA et les ASN peuvent recueillir, conserver, traiter ou communiquer des renseignements personnels des sportifs et des tiers. La FIA et les ASN doivent veiller à se conformer aux lois applicables en matière de protection des données et des renseignements personnels dans le cadre du traitement de ces renseignements, ainsi qu'au *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels, et s'assurer que les sportifs et les non-sportifs sont bien informés du traitement des renseignements personnels les concernant dans le cadre des activités contre le dopage découlant du Code et du Règlement et, au besoin, qu'ils y consentent.

14.6 Data Privacy

When performing obligations in pursuance of the Regulations, the FIA or the ASNs may collect, store, process or disclose personal information relating to Athletes and third parties. The FIA and the ASNs shall ensure that they comply with applicable data protection and privacy laws with respect to their handling of such information, as well as the *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*, and ensure that Athletes and non-Athletes are fully informed of and, where necessary, agree to the handling of their personal information in connection with anti-doping activities arising under the Code and the Regulations.

ARTICLE 15 – RECONNAISSANCE MUTUELLE

15.1 Sous réserve du droit d'appel prévu à l'Article 13, les contrôles, les AUT (à l'exception des AUT délivrées par les organisations nationales antidopage visées à l'Article 4.5.4.c)), les décisions des instances de jugement et toute autre décision finale rendue par toute ASN ou tout signataire seront reconnues et respectées par la FIA et toutes les ASN, dans la mesure où elles sont conformes au Code et relèvent du champ de compétences de l'ASN ou du signataire concerné(e).

15.2 La FIA et les ASN reconnaîtront les mesures prises par d'autres organismes qui n'ont pas accepté le Code, si les règles de ces organismes sont compatibles avec le Code.

15.3 Sous réserve du droit d'appel stipulé à l'Article 13, toute décision de la FIA concernant une violation du Règlement sera reconnue par toutes les ASN, qui prendront toutes les mesures nécessaires pour l'application efficace de cette décision.

ARTICLE 15 – MUTUAL RECOGNITION

15.1 Subject to the right to appeal provided in Article 13, Testing, TUEs (with the exception of TUEs issued by National Anti-Doping Organisations as stipulated in Article 4.5.4.c)) and hearing results or other final adjudications of any ASN or any Signatory which are consistent with the Code and are within the ASNs' or Signatory's authority, shall be recognised and respected by the FIA and all ASNs.

15.2 The FIA and the ASNs shall recognise the same actions of other bodies which have not accepted the Code if the rules of those bodies are otherwise consistent with the Code.

15.3 Subject to the right to appeal provided in Article 13, any decision of the FIA regarding a violation of the Regulations shall be recognised by all ASNs, which shall take all necessary action to render such decision effective.

ARTICLE 16 – INCORPORATION DES RÈGLES ANTIDOPAGE DE LA FIA PAR LES ASN

Toutes les ASN respecteront le Règlement. Le Règlement sera également incorporé soit directement, soit par référence, dans les règles de chaque ASN. Toutes les ASN incluront dans leur réglementation les règles de procédure nécessaires à la mise en œuvre du Règlement.

ARTICLE 16 – INCORPORATION OF THE FIA ANTI-DOPING RULES BY THE ASNS

All ASNs shall comply with the Regulations. The Regulations shall also be incorporated either directly or by reference into each ASN's Rules. All ASNs shall include in their regulations the procedural rules necessary to effectively implement the Regulations.

ARTICLE 17 – PRESCRIPTION

Aucune action ne peut être engagée contre un sportif ou une autre personne pour une violation d'une règle antidopage décrite dans le Règlement, à moins que cette action ne soit engagée dans les huit ans à compter de la date de la violation.

ARTICLE 17 – STATUTE OF LIMITATIONS

No action may be commenced against an Athlete or other Person for an anti-doping rule violation described in the Regulations, unless such action is commenced within eight years from the date on which the violation occurred.

ARTICLE 18 – RAPPORT DE CONFORMITÉ AU CODE

La FIA remettra des rapports à l'AMA sur son respect du Code tous les deux ans et expliquera les raisons de toute non-conformité.

ARTICLE 18 – CODE COMPLIANCE REPORT

The FIA will report to WADA on its compliance with the Code every second year and shall explain reasons for any non-compliance.

ARTICLE 19 – AMENDEMENT ET INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT

19.1 Le Règlement peut être amendé au besoin par la FIA.

ARTICLE 19 – AMENDMENT AND INTERPRETATION OF THE REGULATIONS

19.1 The Regulations may be amended from time to time by the FIA.

- 19.2 Le Règlement est rédigé en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaut.
- 19.3 Le Règlement sera interprété comme un document indépendant et autonome, et non en référence à des lois ou statuts existants, sauf les exceptions stipulées à l'Article 19.6.
- 19.4 Les titres utilisés dans les différentes parties et articles du Règlement sont uniquement destinés à faciliter la lecture et ne sauraient être considérés comme faisant partie de la substance des règles ou affecter de quelque façon que ce soit le langage de la disposition à laquelle ils se réfèrent.
- 19.5 Le SUPPLÉMENT A – Définitions; le SUPPLÉMENT B – Règles de procédure pour un Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (CDA); le SUPPLÉMENT C – Formulaire de reconnaissance et d'acceptation; et le SUPPLÉMENT D - *Standards Internationaux* de l'AMA sont considérés comme partie intégrante du Règlement.
- 19.6 Le Règlement a été adopté en vertu des dispositions applicables du Code et doit être interprété de manière cohérente avec ces dernières.
- 19.7 Le Règlement est entré en vigueur et a pris effet le 1^{er} janvier 2011 («date d'entrée en vigueur»). Il ne sera pas appliqué rétroactivement aux cas en instance avant la date d'entrée en vigueur, avec les réserves suivantes:
- 19.7.1 Concernant toute violation des règles antidopage en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur et tout cas de violation des règles antidopage survenue avant la date d'entrée en vigueur, mais qui est poursuivie après, l'affaire sera régie par les règles antidopage en vigueur au moment où la violation des règles antidopage présumée s'est produite, à moins que l'instance de jugement instruisant l'affaire ne détermine que le principe de rétroactivité de la loi la plus douce (*lex mitior*) ne s'applique de manière pertinente aux circonstances propres à l'affaire.
- 19.7.2 Toute violation de l'Article 2.4 (Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition) établie par la FIA selon les règles applicables avant la date d'entrée en vigueur qui n'est pas prescrite et constituerait une violation de l'obligation de fournir des informations sur la localisation en vertu de l'Article 11 des *Standards Internationaux de Contrôle* devra être poursuivie et pourra être prise en compte, avant la date de prescription, conformément aux *Standards Internationaux de Contrôle*.
- 19.7.3 Concernant les cas où une décision finale a été rendue concluant à une violation des règles antidopage, avant la date d'entrée en vigueur, mais que le sportif ou l'autre personne est encore sous le coup de la suspension à la date d'entrée en vigueur, le sportif ou l'autre personne peut demander à l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats de la violation des règles antidopage d'envisager une réduction de la période de suspension sur la base du Règlement. Pour être valable, cette demande doit être présentée avant l'expiration de la période de suspension. La décision rendue peut faire l'objet d'un appel conformément à l'Article 13.2. Le Règlement ne s'appliquera à aucun cas de violation des règles antidopage pour lequel une décision finale concluant à une violation des règles antidopage a été rendue et alors que la période de suspension a expiré.
- 19.7.4 Sous réserve là encore de l'Article 10.7.5, les violations des règles antidopage commises sous le régime des règles applicables avant la date d'entrée en vigueur seront considérées comme des infractions antérieures pour déterminer les sanctions conformément à l'Article 10.7. Lorsque la violation des règles antidopage antérieure à la date d'entrée en vigueur porte sur une substance qui serait considérée comme une substance spécifiée aux termes du Règlement, pour laquelle une période de suspension inférieure à deux ans est imposée, cette violation devrait être considérée comme une violation bénéficiant d'une sanction réduite aux fins de l'Article 10.7.1.
- 19.2 The Regulations are published in French and in English. In case of a difference of interpretation between the two texts, the French text takes precedence.
- 19.3 The Regulations shall be interpreted as an independent and autonomous text and not by reference to existing law or statutes, except as provided in Article 19.6.
- 19.4 The headings used for the various Parts and Articles of the Regulations are for convenience only and shall not be deemed part of the substance of the Regulations or to affect in any way the language of the provisions to which they refer.
- 19.5 SUPPLEMENT A – Definitions; SUPPLEMENT B – Rules of Procedures for an FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (ADC); SUPPLEMENT C – Recognition and Acceptance Form; and SUPPLEMENT D - *WADA International Standards* shall be considered as integral parts of the Regulations.
- 19.6 The Regulations have been adopted pursuant to the applicable provisions of the Code and shall be interpreted in a manner that is consistent with applicable provisions of the Code.
- 19.7 The Regulations have come into full force and effect on 1 January 2011 (the "Effective Date"). They shall not apply retrospectively to matters pending before the Effective Date, provided, however, that:
- 19.7.1 With respect to any anti-doping rule violation case which is pending as of the Effective Date and any anti-doping rule violation case arising before the Effective Date, but which is pursued afterwards, the case shall be governed by the anti-doping rules in effect at the time the alleged anti-doping rule violation occurred unless the panel hearing the case determines that the principle of "lex mitior" appropriately applies under the circumstances of the case.
- 19.7.2 Any violation of Article 2.4 (Violation of applicable requirements regarding Athlete availability for Out-of-Competition Testing) declared by the FIA under the rules in force prior to the Effective Date that has not expired prior to the Effective Date and that would qualify as a whereabouts violation under Article 11 of the *International Standard for Testing* shall be carried forward and may be relied upon, prior to expiry, in accordance with the *International Standards for Testing*.
- 19.7.3 With respect to cases where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered prior to the Effective Date, but the Athlete or other Person is still serving the period of Ineligibility as of the Effective Date, the Athlete or other Person may apply to the Anti-Doping Organisation responsible for Results Management of the anti-doping rule violation to consider a reduction in the period of Ineligibility in light of the Regulations. To be valid, such application must be made before the period of Ineligibility has expired. The decision rendered may be appealed pursuant to Article 13.2. The Regulations shall have no application to any anti-doping rule violation case where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered and the period of Ineligibility has expired.
- 19.7.4 Subject always to Article 10.7.5, anti-doping rule violations committed under rules in force prior to the Effective Date shall be taken into account as prior offences for purposes of determining sanctions under Article 10.7. Where such pre-Effective Date anti-doping rule violation involved a substance that would be treated as a Specified Substance under the Regulations, for which a period of Ineligibility of less than two years was imposed, such violation shall be considered a Reduced Sanction violation for purposes of Article 10.7.1.

ARTICLE 20 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DU SPORTIF ET DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DU SPORTIF

20.1 Rôles et responsabilités du sportif

- 20.1.1 Prendre connaissance du Règlement et s'y conformer.
- 20.1.2 Être disponible pour le prélèvement d'échantillons.
- 20.1.3 Assumer la responsabilité, dans le cadre de la lutte antidopage, de ce qu'il ingère et utilise.
- 20.1.4 Informer le personnel médical de son obligation de ne pas faire usage de substances interdites et de méthodes interdites, et s'assurer que tout traitement médical qu'il reçoit ne viole pas le Règlement.

20.2 Rôles et responsabilités du personnel d'encadrement du sportif

- 20.2.1 Prendre connaissance du Règlement et s'y conformer.
- 20.2.2 Collaborer à l'application du Règlement, notamment dans le cadre de toute procédure de contrôle du sportif.
- 20.2.3 Renforcer les valeurs et le comportement du sportif en faveur de l'antidopage.

ARTICLE 21 EDUCATION ET PREVENTION

La FIA et les ASN veilleront à planifier et à mettre en œuvre des programmes d'information et d'éducation, ainsi qu'à en assurer le suivi. Les programmes devront offrir aux participants des informations précises et actualisées au minimum sur les questions suivantes :

- Substances et méthodes inscrites sur la *Liste des Interdictions* ;
- Violations des règles antidopage ;
- Conséquences du dopage, y compris sanctions, conséquences pour la santé et conséquences sociales ;
- Procédures de contrôle du dopage ;
- Droits et responsabilités des sportifs et de leur personnel d'encadrement ;
- Autorisations d'Usage à des fins Thérapeutiques ;
- Gestion des risques liés aux compléments alimentaires ;
- Menace du dopage pour l'esprit sportif.

Les programmes devraient faire la promotion de l'esprit sportif afin de créer un environnement qui favorise fortement le sport sans dopage et qui influe positivement et à long terme sur les choix faits par les sportifs et les non-sportifs.

De plus, à chaque formulaire de demande de licence FIA devra être joint le «Formulaire de reconnaissance et d'acceptation» annexé au Règlement (Supplément C), sous la forme actuellement approuvée par le Conseil Mondial du Sport Automobile de la FIA.

ARTICLE 20 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF THE ATHLETE AND THE ATHLETE SUPPORT PERSONNEL

20.1 Roles and Responsibilities of the Athlete

- 20.1.1 To be knowledgeable of and comply with the Regulations.
- 20.1.2 To be available for Sample collection.
- 20.1.3 To take responsibility, in the context of anti-doping, for what he ingests and uses.
- 20.1.4 To inform medical personnel of his obligation not to Use Prohibited Substances and Prohibited Methods and to take responsibility to make sure that any medical treatment received does not violate the Regulations.

20.2 Roles and Responsibilities of Athlete Support Personnel

- 20.2.1 To be knowledgeable of and comply with the Regulations.
- 20.2.2 To help enforce the Regulations, in particular within the context of any Testing procedure on the Athlete.
- 20.2.3 To use their influence on the Athlete's values and behaviour to foster anti-doping attitudes.

ARTICLE 21 EDUCATION AND PREVENTION

The FIA and the ASNs will see to the planning and implementation of the information and education programmes, and to their follow-up. The programmes shall provide Participants with updated and accurate information on at least the following issues:

- Substances and methods on the *Prohibited List*
- Anti-doping rule violations
- Consequences of doping, including sanctions, and health and social consequences
- Doping Control procedures
- Athletes' and Athlete Support Personnel's rights and responsibilities
- Therapeutic Use Exemptions
- Managing the risks of nutritional supplements
- Threat of doping to the spirit of sport.

The programmes shall promote the spirit of sport in order to establish an anti-doping environment that is strongly conducive to doping-free sport and will have a positive and long-term influence on the choices made by Athletes and non-Athletes.

In addition, to each application form for an FIA licence shall be appended the "Recognition and Acceptance Form" appended to the Regulations (Supplement C), in the form currently approved by the FIA World Motor Sport Council.

SUPPLÉMENT A

DÉFINITIONS (par ordre alphabétique)

Absence de faute ou de négligence :

Démonstration par le *sportif* du fait qu'il ignorait, ne soupçonnait pas, ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il avait utilisé ou s'était fait administrer une *substance interdite* ou une *méthode interdite*.

Absence de faute ou de négligence significative :

Démonstration par le *sportif* du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'*absence de faute ou de négligence*, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise.

ADAMS :

Acronyme anglais de Système d'administration et de gestion antidopage (Anti-Doping Administration and Management System), soit un instrument de gestion basé sur Internet, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données.

Aide substantielle :

Aux fins de l'Article 10.5.3, la *personne* qui fournit une *aide substantielle* doit :

- 1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et
- 2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une *organisation antidopage* ou une instance de jugement le lui demande.

De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer.

AMA :

Agence Mondiale Antidopage.

ASN :

Club National ou Fédération Nationale reconnu(e) par la FIA comme seul détenteur du pouvoir *sportif* dans un pays (comme stipulé à l'Article 10 du Code Sportif International de la FIA).

Audience préliminaire :

Aux fins de l'Article 7.6, audience sommaire et accélérée avant la tenue de l'audience prévue à l'Article 8 (Droit à une audience équitable) qui garantit au *sportif* un avis et l'occasion d'être entendu par écrit ou de vive voix.

AUT :

Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques, comme définie à l'Article 4.5.

CDA :

Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA, dont les règles de procédure sont stipulées dans le Supplément B.

CAUT :

Comité pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques, comme défini à l'Article 4.5.

Code :

Code Mondial Antidopage.

Comité national olympique :

Organisation reconnue à ce titre par le Comité international olympique. Le terme *Comité national olympique* englobe toute confédération sportive nationale des pays où une confédération sportive nationale assume les responsabilités généralement du ressort d'un *Comité national olympique* en matière d'antidopage.

Compétition :

Une épreuve unique, un match, une partie ou un concours sportif particulier. Dans le cas des épreuves organisées et autres concours où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une *compétition* et une *manifestation* sera celle prévue dans les règles de la fédération internationale concernée.

Conséquences des violations des règles antidopage :

La violation d'une règle antidopage par un *sportif* ou une autre *personne*

SUPPLEMENT A

DEFINITIONS (in alphabetical order)

ADAMS:

The Anti-Doping Administration and Management System is a Web-based database management tool for data entry, storage, sharing, and reporting designed to assist stakeholders and WADA in their anti-doping operations in conjunction with data protection legislation.

ADC:

FIA Anti-Doping Disciplinary Committee, whose rules of procedures are stipulated in Supplement B.

Adverse Analytical Finding:

A report from a laboratory or other WADA-approved entity that, consistent with the *International Standard* for Laboratories and related Technical Documents, identifies in a *Sample* the presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* (including elevated quantities of endogenous substances) or evidence of the *Use of a Prohibited Method*.

Anti-Doping Organisation:

An entity that is responsible for adopting rules for initiating, implementing or enforcing any part of the *Doping Control* process. This includes, for example, the FIA, the ASNs, the *National Anti-Doping Organisations*, WADA and the *Major Event Organisations* that conduct *Testing* at their *Events*.

ASN:

A national automobile club or other national body recognised by the FIA as sole holder of the sporting power in a country (as stipulated in Article 10 of the FIA International Sporting Code).

Athlete:

Any driver or passenger (including navigator and co-driver), as defined in Articles 45 and 46 of the FIA International Sporting Code.

Athlete Support Personnel:

Any coach, trainer, manager, agent, team staff, official, medical, paramedical personnel, parent or any other *Person* working with, treating or assisting an *Athlete* participating in or preparing for *Competition*.

Attempt:

Purposely engaging in conduct that constitutes a substantial step in a course of conduct planned to culminate in the commission of an anti-doping rule violation. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on an *Attempt* to commit a violation if the *Person* renounces the *Attempt* prior to it being discovered by a third party not involved in the *Attempt*.

Atypical Finding:

A report from a laboratory or other WADA-approved entity which requires further investigation as provided by the *International Standard* for Laboratories, related Technical Documents or the *Prohibited List* prior to the determination of an *Adverse Analytical Finding*.

CAS:

The Court of Arbitration for Sport.

Code:

The World Anti-Doping Code.

Competition:

A single race, match, game or singular athletic contest. For stage races and other athletic contests where prizes are awarded on a daily or other interim basis the distinction between a *Competition* and an *Event* will be as provided in the rules of the applicable International Federation.

Consequences of Anti-Doping Rule Violations:

An *Athlete's* or other *Person's* violation of an anti-doping rule may result in one or more of the following:

- a) **Disqualification**, which means that the *Athlete's* results in a particular *Competition* or *Event* are invalidated, with all resulting *Consequences* including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes;
- b) **Ineligibility**, which means that the *Athlete* or other *Person* is barred for a specified period of time from participating in any *Competition* or other activity or funding as provided in Article 10.10; and
- c) **Provisional Suspension**, which means that the *Athlete* or other *Person* is barred temporarily from participating in any *Competition* prior to the final decision at a hearing conducted under Article 8 (Right to a Fair Hearing).

peut avoir une ou plusieurs des *conséquences* suivantes :

- a) **Disqualification**, ce qui signifie que les résultats du *sportif* dans une *compétition* particulière ou lors d'une *manifestation* sont invalidés, avec toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix;
- b) **Suspension**, ce qui signifie que le *sportif* ou toute autre *personne* est interdit(e) de participation à toute *compétition*, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée telle que stipulé à l'Article 10.10; et
- c) **Suspension provisoire**, ce qui signifie que le *sportif* ou toute autre *personne* est temporairement interdit(e) de participation à toute *compétition* jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'Article 8 (Droit à une audience équitable).

Contrôle :

Partie du processus global de *contrôle du dopage* comprenant la planification des *contrôles*, le prélèvement des *échantillons*, la manipulation des *échantillons* et leur transport au laboratoire.

Contrôle ciblé :

Sélection de *sportifs* en vue de *contrôles* lorsque des *sportifs* particuliers ou des groupes de *sportifs* sont sélectionnés sur une base non aléatoire en vue de *contrôles* à un moment précis.

Contrôle du dopage :

Toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification du *contrôle* jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'informations sur la localisation, le prélèvement des *échantillons* et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les autorisations d'*usage* à des fins thérapeutiques, la gestion des résultats et les audiences.

Contrôle inopiné :

Contrôle qui a lieu sans avertissement préalable du *sportif*, et au cours duquel le *sportif* est escorté en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'*échantillon*.

Convention de l'UNESCO :

La Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée le 19 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33^e session, y compris tous les amendements adoptés par les États parties à la Convention et la Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport.

Disqualification :

Voir ci-dessus les *Conséquences des violations des règles antidopage*.

Divulguer publiquement ou rapporter publiquement :

Révéler ou diffuser des informations au grand public ou à d'autres *personnes* que celles ayant le droit d'être avisées au préalable conformément à l'Article 14.

Durée de la manifestation :

Période écoulée entre le début et la fin d'une *manifestation*, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la *manifestation*.

Échantillon :

Toute matrice biologique recueillie dans le cadre du *contrôle du dopage*.

En compétition :

Cela comprend la période commençant douze heures avant une *compétition* à laquelle le *sportif* doit participer et se terminant à la fin de cette *compétition* et du processus de collecte d'*échantillons* relié à cette *compétition*.

Falsification :

Fait d'altérer un résultat à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime; d'influencer un résultat d'une manière illégitime; d'intervenir d'une manière illégitime; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours; ou de fournir des renseignements frauduleux à une *organisation antidopage*.

Groupe cible de sportifs soumis aux contrôles :

Groupe de *sportifs* de haut niveau identifiés par la FIA et chaque *organisation nationale antidopage*, qui sont assujettis à des *contrôles* à la fois en *compétition* et hors *compétition* dans le cadre du plan de *contrôles* de la FIA ou de l'*organisation nationale antidopage* en question.

Hors compétition :

Cela concerne tout *contrôle du dopage* qui n'a pas lieu en *compétition*.

Liste des Interdictions :

Liste publiée par l'AMA identifiant les *substances interdites* et les *méthodes interdites* (disponible sur le site Internet de l'AMA www.wada-ama.org).

Disqualification :

See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

Doping Control :

All steps and processes from test distribution planning through to ultimate disposition of any appeal including all steps and processes in between such as provision of whereabouts information, *Sample* collection and handling, laboratory analysis, *TUEs*, results management and hearings.

Event :

A series of individual *Competitions* conducted together under one ruling body.

Event Period :

The time between the beginning and end of an *Event*, as established by the body under which the *Event* is taking place.

In-Competition :

The period commencing twelve hours before a *Competition* in which the *Athlete* is scheduled to participate through the end of such *Competition* and the *Sample* collection process related to such *Competition*.

Independent Observer Programme :

A team of observers, under the supervision of WADA, who observe and may provide guidance on the *Doping Control* process at certain *Events* and report on their observations.

Individual Sport :

Any discipline of Motor Sport that is not a *Team Sport*.

Ineligibility :

See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

International event :

An *Event* entered on the International Sporting Calendar of the FIA.

International Standard :

A standard adopted by WADA in support of the *Code*. Compliance with an *International Standard* (as opposed to another alternative standard, practice or procedure) shall be sufficient to conclude that the procedures addressed by the *International Standard* were performed properly. *International Standards* shall include any Technical Documents issued pursuant to the *International Standard*.

Major Event Organisations :

The International Olympic Committee, the International Paralympic Committee and the continental associations of *National Olympic Committees* serving as the body responsible for any continental, regional or other *International Event*.

Marker :

A compound, group of compounds or biological parameter(s) that indicates the *Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method*.

Metabolite :

Any substance produced by a biotransformation process.

Minor :

A natural *Person* who has not reached the age of majority as established by the applicable laws of his country of residence.

National Anti-Doping Organisation :

The entity(ies) designated by each country as possessing the primary authority and responsibility to adopt and implement anti-doping rules, direct the collection of *Samples*, the management of test results, and the conduct of hearings, all at the national level. This includes an entity which may be designated by multiple countries to serve as regional *Anti-Doping Organisation* for such countries. If this designation has not been made by the competent public authority(ies), the entity shall be the country's *National Olympic Committee* or its designee.

Where reference is made to the *National Anti-Doping Organisation of the Athlete*, this means the *National Anti-Doping Organisation* of the country of the ASN that issued the licence to the *Athlete*.

National Event :

A sport *Event* involving international or national-level *Athletes* that is not an *International Event*.

National Olympic Committee :

The organisation recognised by the International Olympic Committee. The term *National Olympic Committee* shall also include the National Sport Confederation in those countries where the National Sport Confederation assumes typical *National Olympic Committee* responsibilities in the anti-doping area.

No Advance Notice :

A test which takes place with no advance warning to the *Athlete* and where the *Athlete* is continuously chaperoned from the moment of notification through *Sample* provision.

Manifestation :

Série de *compétitions* individuelles se déroulant sous l'égide d'un organisme responsable.

Manifestation internationale :

Manifestation inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA.

Manifestation nationale :

Manifestation sportive qui n'est pas une *manifestation internationale* et à laquelle prennent part des *sportifs* de niveau international ou des *sportifs* de niveau national.

Marqueur :

Composé, ensemble de composés ou paramètre(s) biologique(s) qui témoignent de l'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

Métabolite :

Toute substance qui résulte d'une biotransformation.

Méthode interdite :

Toute méthode décrite comme telle dans la *Liste des Interdictions*.

Mineur :

Personne physique qui n'a pas atteint l'âge de la majorité en vertu des lois applicables de son pays de résidence.

Organisation antidopage :

Entité responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de *contrôle du dopage*. Cela comprend par exemple la FIA, les ASN, les *organisations nationales antidopage*, l'AMA et les *organisations responsables de grandes manifestations* qui effectuent des *contrôles* lors de *manifestations* relevant de leur responsabilité.

Organisation nationale antidopage :

La ou les entités désignées par chaque pays comme autorité principale responsable de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'*échantillons*, de la gestion des résultats de *contrôles* et de la tenue d'*audiences*, au plan national. Cela comprend toute entité pouvant être désignée par plusieurs pays comme *organisation antidopage* régionale représentant ces pays. Si la désignation n'a pas été faite par l'autorité publique compétente, cette entité sera le *Comité national olympique* du pays ou son représentant. Lorsqu'il est fait référence à l'*organisation nationale antidopage* du *sportif*, il s'agit de l'*organisation nationale antidopage* du pays de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif*.

Organisations responsables de grandes manifestations :

Comité international olympique, Comité international paralympique et Associations continentales de Comités nationaux olympiques qui servent d'organisme responsable pour une *manifestation internationale*, qu'elle soit continentale, régionale ou autre.

Participant :

Tout *sportif* ou membre du *personnel d'encadrement du sportif*.

Personne :

Personne physique ou organisation ou autre entité.

Personnel d'encadrement du sportif :

Tout entraîneur, soigneur, directeur, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre *personne* qui travaille avec un *sportif participant* à des *compétitions* ou s'y préparant, qui le traite ou lui apporte son assistance.

Possession :

Possession physique ou de fait (qui ne sera établie que si la *personne* exerce un contrôle exclusif sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où une *substance/méthode interdite* se trouve). Si la *personne* n'exerce pas un contrôle exclusif sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où la *substance/méthode interdite* se trouve, la *possession* de fait ne sera établie que si la *personne* était au courant de la présence de la *substance/méthode interdite* et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. Une violation des règles antidopage ne pourra reposer sur la seule *possession* si, avant d'être notifiée d'une violation des règles antidopage, la *personne* a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en *possession* d'une *substance/méthode interdite* et a renoncé à cette *possession* en la déclarant explicitement à une *organisation antidopage*. L'achat (par un moyen électronique ou autre) d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* constitue une *possession* de celle-ci par la *personne* qui fait l'achat.

Programme des observateurs indépendants :

Équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui assistent au processus de *contrôle du dopage* lors de certaines *manifestations*, peuvent fournir des conseils à cet égard et rendent compte de leurs observations.

No Fault or Negligence :

The *Athlete's* establishing that he did not know or suspect, and could not reasonably have known or suspected even with the exercise of utmost caution, that he had used or been administered the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*.

No Significant Fault or Negligence :

The *Athlete's* establishing that his fault or negligence, when viewed in the totality of the circumstances and taking into account the criteria for *No Fault or Negligence*, was not significant in relationship to the anti-doping rule violation.

Out-of-Competition :

This concerns any *Doping Control* which is not *In-Competition*.

Participant :

Any *Athlete* or *Athlete Support Personnel*.

Person :

A natural *Person* or an organisation or other entity.

Possession :

The actual, physical *Possession*, or the constructive *Possession* (which shall be found only if the *Person* has exclusive control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists). However, if the *Person* does not have exclusive control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or over the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists, constructive *Possession* shall only be found if the *Person* knew about the presence of the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* and intended to exercise control over it. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on *Possession* if, prior to receiving notification of any kind that the *Person* has committed an anti-doping rule violation, the *Person* has taken concrete action demonstrating that the *Person* never intended to have *Possession* and has renounced *Possession* by explicitly declaring it to an *Anti-Doping Organisation*. The purchase (including by any electronic or other means) of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* constitutes *Possession* by the *Person* who makes the purchase.

Prohibited List :

The List published by WADA identifying the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* (available on the WADA website www.wada-ama.org).

Prohibited Method :

Any method so described on the *Prohibited List*.

Prohibited Substance :

Any substance so described on the *Prohibited List*.

Provisional Hearing :

For purposes of Article 7.6, an expedited abbreviated hearing occurring prior to a hearing under Article 8 (Right to a Fair Hearing) that provides the *Athlete* with notice and an opportunity to be heard in either written or oral form.

Provisional Suspension :

See *Consequences of Anti-Doping Rules Violations* above.

Publicly Disclose or Publicly Report :

To disseminate or distribute information to the general public or *persons* beyond those *persons* entitled to earlier notification in accordance with Article 14.

Publicly Report :

See *Publicly Disclose or Publicly Report* above.

Registered Testing Pool :

The pool of top level *Athletes* established separately by the FIA and each *National Anti-Doping Organisation* that are subject to both *In-Competition* and *Out-of-Competition Testing* as part of the control plan of the FIA or the *National Anti-Doping Organisation* in question.

Sample :

Any biological material collected for the purposes of *Doping Control*.

Signatories :

Those entities signing the *Code* and agreeing to comply with the *Code*, including the International Olympic Committee, International Federations, International Paralympic Committee, *National Olympic Committees*, National Paralympic Committees, *Major Event Organisations*, *National Anti-Doping Organisations*, and WADA.

Specified Substances :

As defined in Article 4.2.2.

Rapporter publiquement :

Voir ci-dessus *Divulguer publiquement ou rapporter publiquement*.

Résultat d'analyse anormal :

Rapport d'un laboratoire ou d'une autre entité reconnue par l'AMA qui, en conformité avec le *Standard International* pour les Laboratoires et les documents techniques connexes, révèle la présence, dans un *échantillon*, d'une *substance interdite* ou d'un de ses *métabolites* ou *marqueurs* (y compris des quantités élevées de substances endogènes) ou l'*usage* d'une *méthode interdite*.

Résultat atypique :

Rapport d'un laboratoire ou d'une autre entité approuvée par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le *Standard International* pour les Laboratoires, les documents techniques connexes ou la *Liste des Interdictions* avant qu'un *résultat d'analyse anormal* ne puisse être établi.

Signataires :

Entités qui ont signé le *Code* et s'engagent à le respecter, comprenant le Comité international olympique, les fédérations internationales, le Comité international paralympique, les *Comités nationaux olympiques*, les Comités nationaux paralympiques, les *organisations responsables de grandes manifestations*, les *organisations nationales antidopage* et l'AMA.

Sport individuel :

Toute discipline du Sport Automobile qui n'est pas un *sport d'équipe*.

Sport d'équipe :

Discipline du Sport Automobile qui se concourt par équipe (conducteur et passager) ou qui autorise le remplacement ou le relais des *sportifs* durant une *compétition*.

Sportif :

Tout conducteur ou passager (navigateur et copilote inclus), comme défini aux Articles 45 et 46 du *Code Sportif International* de la FIA.

Standard International :

Standard adopté par l'AMA en appui du *Code*. La conformité à un *Standard International* (par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures) suffira pour conclure que les procédures envisagées dans le *Standard International* en question sont correctement exécutées. Les *Standards Internationaux* comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions.

Substance interdite :

Toute substance décrite comme telle dans la *Liste des Interdictions*.

Substance spécifiée :

Comme définie à l'Article 4.2.2.

Suspension :

Voir ci-dessus les *Conséquences des violations des règles antidopage*.

Suspension provisoire :

Voir ci-dessus les *Conséquences des violations des règles antidopage*.

TAS :

Tribunal arbitral du sport.

Tentative :

Conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une *tentative*, si la *personne* renonce à la *tentative* avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la *tentative*.

Trafic :

Vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (physiquement, par un moyen électronique ou autre) par un *sportif*, le *personnel d'encadrement du sportif* ou une autre *personne* relevant d'une *organisation antidopage*. Toutefois, cette définition ne comprend pas :

- les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une *substance interdite* utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à d'autres fins justifiables;
- les actions portant sur des *substances interdites* qui ne sont pas interdites dans des *contrôles hors compétition*, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontrent que ces *substances interdites* ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques véritables et légales.

Usage :

Utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout autre moyen d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

Substantial Assistance:

For purposes of Article 10.5.3, a *Person* providing *Substantial Assistance* must:

- 1) fully disclose in a signed written statement all information he possesses in relation to anti-doping rule violations, and
- 2) fully cooperate with the investigation and adjudication of any case related to that information, including, for example, presenting testimony at a hearing if requested to do so by an *Anti-Doping Organisation* or a hearing panel.

Further, the information provided must be credible and must comprise an important part of any case which is initiated or, if no case is initiated, must have provided a sufficient basis on which a case could have been brought.

Tampering:

Altering a result for an improper purpose or in an improper way; bringing improper influence to bear; interfering improperly; obstructing, misleading or engaging in any fraudulent conduct to alter results or prevent normal procedures from occurring; or providing fraudulent information to an *Anti-Doping Organisation*.

Target Testing:

Selection of *Athletes* for *Testing* where specific *Athletes* or groups of *Athletes* are selected on a non-random basis for *Testing* at a specified time.

Team Sport:

A discipline of Motor Sport in which a crew (driver and passenger) competes with other crews or which authorises the replacement or relaying of *Athletes* during a *Competition*.

Testing:

The parts of the *Doping Control* process involving test distribution planning, *Sample* collection, *Sample* handling, and *Sample* transport to the laboratory.

Trafficking:

Selling, giving, transporting, sending, delivering or distributing a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* (either physically or by any electronic or other means) by an *Athlete*, *Athlete Support Personnel* or any other *Person* subject to the jurisdiction of an *Anti-Doping Organisation* to any third party. However, this definition shall not include:

- the actions of bona fide medical personnel involving a *Prohibited Substance* used for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification;
- the actions involving *Prohibited Substances* which are not prohibited in *Out-of-Competition Testing* unless the circumstances as a whole demonstrate that such *Prohibited Substances* are not intended for genuine and legal therapeutic purposes.

TUE:

Therapeutic Use Exemption, as defined in Article 4.5.

TUEC:

Therapeutic Use Exemption Committee, as defined in Article 4.5.

UNESCO Convention:

The International Convention against Doping in Sport adopted by the 33rd session of the UNESCO General Conference on 19 October 2005 including any and all amendments adopted by the States Parties to the Convention and the Conference of Parties to the International Convention against Doping in Sport.

Use:

The utilisation, application, ingestion, injection or consumption by any means whatsoever of any *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*.

WADA:

The World Anti-Doping Agency.

SUPPLÉMENT B

RÈGLES DE PROCÉDURE POUR UN COMITÉ DISCIPLINAIRE
ANTIDOPAGE DE LA FIA

B.1

En application des Articles 7 et 28 des Statuts de la FIA, il est institué un organe disciplinaire appelé Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (ci-après le « CDA »), investi du pouvoir disciplinaire de première instance à l'égard des *sportifs* et autres *personnes visé(e)s* par les dispositions du Règlement antidopage de la FIA (ci-après le « Règlement ») qui seront soupçonné(e)s d'avoir contrevenu aux règles antidopage. Pour statuer sur les affaires qui lui sont soumises, le CDA applique les dispositions du Règlement et des règles de procédure ci-dessous (ci-après les « Règles de Procédure »).

Les Règles de Procédure sont rédigées en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaut.

B.2

Le CDA se compose de douze membres, dont un Président, élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil Mondial du Sport Automobile.

Les membres du CDA sont élus pour 3 ans, et renouvelables par tiers tous les ans.

En 2011, le Conseil Mondial du Sport Automobile proposera, pour être membre du CDA, douze candidats, dont un tiers sera élu pour 1 an (2012 uniquement), un tiers pour 2 ans (2012 et 2013) et un tiers pour 3 ans (2012-2014). Les années suivantes (à compter de 2012), le Conseil Mondial du Sport Automobile proposera les candidats à élire pour des mandats de 3 ans.

Les membres doivent justifier d'une expertise en matière juridique et/ou médicale.

En cas de vacance d'un siège d'un membre du CDA pour quelque cause que ce soit, le Conseil Mondial du Sport Automobile peut proposer à l'Assemblée Générale son remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

B.3

Pour chaque affaire, le Président du CDA nomme parmi les membres du CDA, un collège de trois membres au moins, dont l'un est désigné comme Président de la formation de jugement du CDA pour cette affaire (ci-après le « Président de l'affaire »).

Le Président de l'affaire est chargé de mener la procédure, d'en vérifier la régularité, d'assurer le respect des droits des parties, d'assurer la tenue et la police de l'audience et de s'assurer de la rédaction de la décision.

Toute formation de jugement du CDA ne peut délibérer valablement que si au moins le Président de l'affaire et deux de ses membres sont présents. Les membres du CDA ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt à l'affaire.

Les membres du CDA sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leur fonction. Toute violation de cette disposition entraîne l'exclusion immédiate du membre prononcée par le Conseil Mondial du Sport Automobile.

Hormis la présence éventuelle de représentants de l'AMA et de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne*, les débats devant la formation de jugement du CDA ne sont pas publics, sauf demande contraire formulée avant l'ouverture de la séance, par le *sportif* ou l'autre *personne*, ou ses défenseurs.

B.4

Le Responsable de la Commission Médicale de la FIA sera chargé de l'instruction de chaque affaire (ci-après le « Responsable de l'Instruction »). Celui-ci devra obtenir des officiels compétents le procès-verbal de *contrôle*, établi par l'Agent de Contrôle du Dopage, relatant les conditions dans lesquelles les prélèvements d'*échantillons* et les examens ont été effectués, le procès-verbal du résultat d'analyse établi conformément au Règlement, et tous les éléments utiles à l'instruction du dossier.

Le Responsable de l'Instruction sera astreint à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont il peut avoir connaissance en raison de ses fonctions.

B.5

Dès lors qu'une violation du Règlement a été constatée, le Responsable de l'Instruction ne peut clore de lui-même une affaire, même si des justi-

SUPPLEMENT B

RULES OF PROCEDURE FOR AN FIA ANTI-DOPING DISCIPLINARY
COMMITTEE

B.1

In accordance with Articles 7 and 28 of the FIA Statutes, a disciplinary body known as the FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (hereinafter "ADC") has been set up, which is invested with disciplinary power in the first instance over *Athletes* and other *Persons* subject to the provisions of the FIA Anti-Doping Regulations (hereinafter "the Regulations"), who are suspected of having infringed the Regulations. In order to decide the cases submitted to it, the ADC shall apply the provisions of the Regulations and the rules of procedure below (hereinafter "Rules of Procedure").

The Rules of Procedure are drafted in French and in English.

In case of any difference of interpretation, the French text shall take precedence.

B.2

The ADC comprises twelve Members, including a Chairman, elected by the General Assembly upon proposal of the World Motor Sport Council.

The members of the ADC are elected for a term of 3 years, and one third of the composition of the ADC is renewable each year.

In 2011, the World Motor Sport Council will propose twelve candidates to be members of the ADC, one third will be elected for 1 year (2012 only), one third for 2 years (2012 and 2013) and one third for 3 years (2012-2014). In subsequent years (2012 onwards), the World Motor Sport Council will propose candidates for election for 3-year terms.

The members must have proven expertise in legal and/or medical matters.

If a seat on the ADC becomes vacant for whatever reason, the World Motor Sport Council may propose to the General Assembly the replacement of that member for the remainder of his term of office.

B.3

For each case, the President of the ADC appoints from among the members of the ADC a judging panel, made up of a minimum of three members, one of whom he appoints as President of the ADC's judging panel for that case ("the President of the Hearing").

The President of the Hearing is responsible for conducting the proceedings, verifying the regularity of the proceedings, ensuring that the rights of the parties are respected, keeping order during the hearing and arranging for the drafting of the decision.

The deliberations of the ADC's judging panel are valid only if at least the President of the Hearing and two of its Members are present.

The Members of the ADC shall not participate in the deliberations if they have an interest in the case.

The Members of the ADC shall be obliged to maintain professional secrecy with regard to any facts, acts and information of which they have become aware through the execution of their duties. Any violation of this provision shall result in the immediate exclusion of the Member by the World Motor Sport Council.

Except for the possible presence of representatives of WADA and the ASN that issued the licence to the *Athlete* or other *Person*, the arguments before the ADC's judging panel shall not be made in public, unless a request to the contrary has been filed by the *Athlete* or other *Person* or by his Defence Counsel before the opening of the session.

B.4

The representative of the FIA Medical Commission shall be tasked with conducting the inquiry for each case (hereinafter "Investigator"). He must obtain from the competent officials, the written report of the doping test, as completed by the Doping Control Officer, that states the conditions under which the *Samples* were taken and the tests were carried out; he must also obtain the written report of the result of the analysis that was established in conformity with the Regulations, as well as all other elements pertinent to the investigation of the case.

The Investigator shall be bound by an obligation of confidentiality with regard to any facts, acts and information of which he becomes aware through the execution of his duties.

B.5

Where a violation of the Regulations is confirmed, the Investigator may not dismiss a case himself, even if therapeutic justifications are

fications thérapeutiques sont alléguées par le *sportif* ou l'autre *personne*. La compétence appartient en toutes circonstances au CDA. Le CDA est tenu de prendre une décision pour chaque cas soumis, y compris en cas de clôture du dossier.

B.6

Le Responsable de l'Instruction informe le *sportif* ou l'autre *personne* et, le cas échéant, ses représentants légaux, qu'une procédure disciplinaire est engagée à son encontre par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus, sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen tel que remise en main propre contre décharge permettant de faire la preuve de sa réception par le destinataire.

Le Responsable de l'Instruction informe également l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne*, l'organisation nationale antidopage du *sportif* ou de l'autre *personne* et l'AMA.

B.7

Le document énonçant les griefs retenus doit être accompagné, le cas échéant, du résultat de l'analyse et de la mention informant le *sportif* de la possibilité de demander, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, envoyée dans un délai de quatre jours à compter de la réception de la lettre recommandée prévue à l'article précédent, qu'il soit procédé à ses frais à une seconde analyse dans les conditions prévues au Règlement.

Dès réception de cette demande, le Responsable de l'Instruction saisit le laboratoire antidopage.

B.8

Dès l'expiration du délai de quatre jours fixé par l'article précédent ou dès la réception des résultats de la seconde analyse faisant ou non ressortir l'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*, au vu des éléments du dossier, le Responsable de l'Instruction établit dans un délai maximum de deux semaines un rapport qu'il adresse aux membres de la formation de jugement du CDA.

B.9

Le *sportif* ou l'autre *personne*, accompagné(e) le cas échéant de ses représentants légaux, est convoqué(e) par le Président de l'affaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise contre récépissé, quinze jours au moins avant la date de l'audience de la formation de jugement du CDA.

Le *sportif* ou l'autre *personne* peut être assisté(e) d'un ou de plusieurs défenseurs de son choix. Il/Elle devra spécifier dès réception de la convocation la nécessité de disposer d'un interprète pour le déroulement de l'audience de la formation de jugement du CDA et, dans ce cas, la langue d'interprétation.

Le *sportif*, ou son défenseur, peut exiger des copies du dossier d'analyse pour les échantillons A et B qui comprendra les documents stipulés dans le *Standard International* pour les Laboratoires en adressant une demande écrite au Responsable de l'Instruction.

Le *sportif* ou l'autre *personne* peut demander que soient entendues les *personnes* de son choix, dont il/elle communique le nom au Président de l'affaire huit jours au moins avant la réunion de la formation de jugement du CDA. Le Président de l'affaire peut refuser les demandes d'audition qui présentent un caractère abusif. Ce refus sera porté à la connaissance du *sportif* ou de l'autre *personne* dans les quarante-huit heures suivant la réception de sa requête.

B.10

Lors de l'audience, le Responsable de l'Instruction présente oralement son rapport.

Le Président de l'affaire peut faire entendre par la formation de jugement du CDA toute *personne* dont le témoignage lui paraît utile. S'il est décidé d'auditionner un tel témoin, le Président de l'affaire en informe par écrit le *sportif* ou l'autre *personne* avant la séance, au moins quarante-huit heures avant l'audience.

Puis, le *sportif* ou l'autre *personne* et, le cas échéant, toute *personne* dont il aura sollicité la présence sont invités à présenter leur défense. Dans tous les cas, le *sportif* ou l'autre *personne*, son représentant ou son (ses) défenseur(s) doit pouvoir prendre la parole en dernier.

B.11

La formation de jugement du CDA délibère à huis clos, hors de la présence du *sportif* ou de l'autre *personne*, de ses défenseurs, des per-

pleaded by the *Athlete* or other *Person*. In all circumstances, the ADC shall remain the competent body. It is the duty of the ADC to reach a decision in each case submitted, including the possible dismissal of the case.

B.6

The Investigator informs the *Athlete* or other *Person* and, as the case may be, his legal representatives, that disciplinary proceedings have been instigated against him by sending him a document specifying the complaints filed, in the form of a registered letter with a request for proof of receipt, or by any other means, such as delivery by hand against a chit providing proof of its receipt by the addressee.

The Investigator also informs the ASN that issued the licence to the *Athlete* or other *Person*, the National Anti-Doping Organisation of the *Athlete* or other *Person* and WADA.

B.7

The document specifying the complaints that have been filed must, should such a case arise, be accompanied by the result of the analysis and the notification to the *Athlete* of his right to request, by registered letter with a request for proof of receipt, that a second analysis be carried out in accordance with the provisions of the Regulations and at his own expense. This document shall be sent, by registered letter with a request for proof of receipt, within four days of the receipt of the registered letter provided for in the above article.

As soon as this request has been received, the Investigator shall advise the anti-doping laboratory accordingly.

B.8

As soon as the four-day deadline established in the above article has expired, or upon receipt of the result of the second analysis confirming or rejecting the use of a *prohibited substance* or a *prohibited method*, based on the contents of the dossier, the Investigator shall compile a report that he shall send to the members of the ADC's judging panel within a deadline of two weeks.

B.9

The *Athlete* or other *Person*, accompanied or not, as the case may be, by his legal representatives, shall be summoned by the President of the Hearing by means of a registered letter with a request for proof of receipt or by a letter delivered by hand against a receipt, at least fifteen days prior to the date of the hearing before the ADC's judging panel.

The *Athlete* or other *Person* may be assisted by one or more Defence Counsels of his own choice. Upon receipt of the summons, he shall specify if he requires the services of an interpreter for the hearing before the ADC's judging panel and, should this be the case, the language of interpretation.

By addressing a written request to the Investigator, the *Athlete* or his Defence Counsel may request copies of the A and B *Sample* laboratory documentation package which includes information as required by the *International Standard for Laboratories*.

The *Athlete* or other *Person* may request that certain *persons* of his choice be called to testify and he shall furnish the President of the Hearing with a list of such names at least eight days before the meeting of the ADC's judging panel. The President of the Hearing may refuse any such requests that are of an improper nature. The *Athlete* or other *Person* shall be notified of any such refusal within forty-eight hours of the receipt of his request.

B.10

During the hearing, the Investigator shall present his report orally.

The President of the Hearing may call upon any *person* to testify before the ADC's judging panel, if he regards such testimony to be useful. Should it be decided to hear such a witness, the President of the Hearing shall inform the *Athlete* or other *Person* in writing, ahead of the meeting, at least forty-eight hours before the hearing begins.

After this, the *Athlete* or other *Person* and, as the case may be, any *person* whose presence he may have solicited, shall be invited to present the case for the defence. In all cases, the *Athlete* or other *Person*, his representative or his Defence Counsel shall retain the right to make the closing argument.

B.11

The ADC's judging panel shall conduct its deliberations in camera, without the presence of the *Athlete* or other *Person*, his Defence Counsel, any

sonnes entendues à l'audience, des représentants éventuels de l'AMA et de l'ASN qui a délivré la licence au sportif ou à l'autre personne et du Responsable de l'Instruction. La formation de jugement du CDA statue par une décision motivée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres de la formation de jugement du CDA, le Président de l'affaire ayant une voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Les décisions sont en principe prises lors de réunions, mais le délibéré et le vote par correspondance, télécopie, courriel et la tenue de réunions par visioconférence ou conférence téléphonique sont possibles en cas d'urgence ou de nécessité.

La décision est signée par le Président de l'affaire.

Elle est aussitôt notifiée au sportif ou à l'autre personne par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise au sportif ou à l'autre personne contre récépissé. La notification mentionne les voies et délais d'appel.

La décision est ensuite également notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'ASN qui a délivré la licence au sportif ou à l'autre personne, son organisation antidopage et l'AMA.

B.12

En application de l'Article 29 des Statuts de la FIA, toute décision prise par la formation de jugement du CDA peut être frappée d'appel exclusivement porté devant le Tribunal Arbitral du Sport, Suisse (ci-après le « TAS »), par le sportif ou l'autre personne pour lequel/laquelle l'ASN qui lui a délivré la licence ne pourra pas refuser son concours ou par la FIA. La procédure applicable devant le TAS est celle prévue au Code de l'arbitrage en matière de sport.

Le délai d'appel est de vingt et un jours dès réception de la décision faisant l'objet de l'appel.

Les parties interjetant appel auprès du TAS doivent agir avec toute la diligence nécessaire, conformément aux dispositions applicables devant cette instance.

SUPPLÉMENT C

FORMULAIRE DE RECONNAISSANCE ET D'ACCEPTATION

Je soussigné, en tant que licencié de la [nom de l'ASN] et/ou participant à une manifestation autorisée ou reconnue par la [nom de l'ASN ou la FIA], par la présente déclare ce qui suit:

Je confirme que je me soumettrai et que je serai lié par toutes les dispositions du Règlement antidopage de la FIA, incluant sans s'y limiter tous les amendements au Règlement antidopage et tous les *Standards Internationaux* tels que publiés par l'Agence Mondiale Antidopage et disponibles en permanence sur son site Internet.

Je reconnais que les ASN, la FIA et les *organisations nationales antidopage* sont habilitées à imposer des sanctions en vertu du Règlement antidopage de la FIA.

J'ai lu et compris la présente déclaration.

Date Nom en caractères d'imprimerie
(Nom, prénom)

Date de naissance (jour/mois/année) Signature (ou, dans le cas d'un mineur, signature du représentant légal)

SUPPLÉMENT D

STANDARDS INTERNATIONAUX DE L'AMA

Les *Standards Internationaux* de l'AMA ci-après sont disponibles sur le site Internet de l'AMA (www.wada-ama.org) :

- la *Liste des Interdictions*;
- le *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques;
- les *Standards Internationaux de Contrôle*;
- le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels;
- le *Standard International* pour les Laboratoires.

people having been called to testify, possible representatives of WADA and the ASN that issued the licence to the Athlete or other Person, or the Investigator. The ADC's judging panel's decision shall be reasoned.

The decision shall be taken by the simple majority of the members of the ADC's judging panel. The President of the Hearing will have a casting vote.

Decisions are in principle taken during meetings, but deliberation and voting by correspondence, fax, e-mail, and the holding of meetings via videoconference or conference call are permissible in case of urgency or necessity.

The decision shall be signed by the President of the Hearing.

The decision is immediately notified to the Athlete or other Person by registered letter, with a request for proof of receipt, or in a letter delivered by hand to the Athlete or other Person against a receipt. The notification shall state the procedure and the deadline for an appeal.

The decision shall also then be notified by registered letter, with a request for proof of receipt, to the ASN that issued the licence to the Athlete or other Person, his National Anti-Doping Organisation and WADA.

B.12

In accordance with Article 29 of the FIA Statutes, each decision taken by the ADC's judging panel can be the subject of an appeal exclusively brought before the Court of Arbitration for Sport, Switzerland (hereinafter "CAS"), either by the Athlete or other Person, whom the ASN that issued his licence is obliged to help, or by the FIA. The procedure that applies before the CAS is the Code of sports-related arbitration.

The time limit for appeal is twenty-one days after receipt of the decision concerning the appeal.

All parties filing an appeal with the CAS shall act with due diligence in accordance with the provisions applicable before such court.

SUPPLEMENT C

RECOGNITION AND ACCEPTANCE FORM

I, as a licence holder of [name of the ASN] and/or a Participant in a [name of the ASN or the FIA] authorised or recognised Event, hereby declare as follows:

I confirm that I shall comply with and be bound by all of the provisions of the FIA Anti-Doping Regulations, including but not limited to, all amendments to the Anti-Doping Regulations and all *International Standards* as issued by the World Anti-Doping Agency and permanently published on its website.

I acknowledge that the ASNs, the FIA and the *National Anti-Doping Organisations* have jurisdiction to impose sanctions as provided in the FIA Anti-Doping Regulations.

I have read and understood the present declaration.

Date Print Name (Last Name, First Name)

Date of Birth (Day/Month/Year) Signature (or, if a minor, signature of legal guardian)

SUPPLEMENT D

WADA INTERNATIONAL STANDARDS

The following *WADA International Standards* are available on the WADA website (www.wada-ama.org):

- the *Prohibited List*;
- the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions;
- the *International Standard* for Testing;
- the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information;
- the *International Standard* for Laboratories.